5 I.8.464

5. 8. 464

ŒUVRES
COMPLÈTES
DE CONDILLAC.

HISTOIRE MODERNE.

TOME VINGT-SEPTIÈME.

ŒUVRES

COMPLÈTES

DE CONDILLAC,

REVUES, CORRIGÉES PAR L'AUTEUR,

ET

IMPRIMÉES SUR SES MANUSCRITS AUTOGRAPHES.

TOME VINGT-SEPTIÈME.

A PARIS,

CHEZ DUFART, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DES NOYERS, N°. 22.

AN XI. — 1803.

INTRODUCTION

A L'ÉTUDE

DE L'HISTOIRE.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des puissances du midi de l'Europe, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.

PUISQU'EN Europe l'argent est le nerf de la guerre, il suffit de jeter un coup-d'œil sur l'état des finances, pour juger combien la France avoit besoin de la paix.

Le gouvernement portoit pour vingt millions de charges perpétuelles de plus

qu'en 1688. Il disposoit donc chaque année de vingt millions de moins qu'avant la guerre.

En 1689, les revenus nets, qui entroient au trésor royal, étoient de cent cinq millions. En 1697, ils furent de cent dix. Ils paroissoient donc augmentés, et cependant ils étoient diminués de dix-sept millions. C'est que les dix-sept millions de 1697 n'équivaloient en poids et en titre qu'à quatre-vingt-huit de 1689.

L'année suivante ils diminuèrent encore, parce que le roi remplit l'engagement qu'il avoit pris d'ôter la capitation à la paix. Ils furent de soixante-treize millions, à peu de chose près: ce qui équivaloit environ à cinquante-sept millions de 1689. Ils montèrent à soixante-dix-sept en 1699, et ils retombèrent à soixante-neuf en 1700. Cette dernière diminution fait soupçonner du désordre dans les finances. Mais la première, par laquelle le roi perdoit chaque année dix-sept millions, est l'effet de l'altération des monnoies.

J'ai dit qu'il y avoit eu une réforme en 1689. Il y en eut une autre qui commença

sur la fin de 1693. Le marc d'argent fut porté à trente-deux livres six sous, en sorte que la valeur des monnoies augmenta de près d'un sixième. Ce sont ces deux réformes qui diminuèrent les revenus de l'état de dix-sept millions, pour procurer une ressource passagère d'environ quatre-vingt-quatorze.

La dernière augmentation des monnoies avoit été précédée d'une diminution, afin que la réforme qui les devoit hausser apportât plus de bénéfice. De trois livres six sous, l'écu avoit été réduit à trois livres deux, et par la réforme il fut porté à trois livres douze. Ainsi sur soixante-deux sous, le roi en devoit gagner dix. Mais il ne les pouvoit gagner qu'une fois, pour les perdre ensuite tous les ans, et encore les faux-monnoyeurs et les étrangers lui enlevèrent-ils une partie de ces profits. Suivant les calculs de l'auteur des *Recherches et considérations sur les finances*, les deux réformes valurent aux étrangers environ vingt-six millions.

Non-seulement l'état perdit les millions qui sortoient du royaume, il perdoit encore

une bonne partie des millions qui ne sortoient pas. Car cet argent qui cesse de circuler est nul pour l'état jusqu'à ce que la circulation soit rétablie. Or, l'argent se resserre nécessairement lorsque le public, voyant les espèces hausser et baisser tour-à-tour, ne peut plus compter sur une valeur fixe. On ne peut pas se défaire de la monnoie forte, de peur d'être remboursé en monnoie foible; et on ne veut pas recevoir de la monnoie foible, parce qu'on pourroit être obligé de rembourser en monnoie forte. Chacun garde donc son argent : on ne prête, on n'emprunte et on n'achète, qu'autant qu'on y est forcé. Les denrées qui se peuvent conserver ne sont point mises en vente. Le commerce est suspendu, jusqu'à ce qu'on puisse le faire avec sûreté; et le gouvernement qui a détruit la confiance publique, perd lui-même son crédit. Ainsi le peuple, qui portoit difficilement le poids des impôts, souffroit encore par le défaut de commerce; et tous les jours plus misérable, il pouvoit tous les jours moins fournir aux besoins de l'état. Pour vous faire comprendre combien le

produit des impositions étoit au-dessous des dépenses nécessaires, je remarquerai que dans le cours des années 1698 et 1699 elles ne rapportèrent au roi que deux cent cinquante millions, et que cependant les dépenses montèrent à six cents, en y comprenant des remboursemens qu'on fut obligé de faire. Voilà l'épuisement où se trouvoit la France, lorsqu'après de grands succès pendant la guerre, Louis XIV fit ce qu'on appelle une paix glorieuse. Ce fut lui qui proposa les conditions, et les ennemis furent forcés de les accepter : ce qui fait voir combien toute l'Europe étoit épuisée. Il étoit donc important d'assurer la paix. Dans cette vue Louis rendit des conquêtes qu'on ne pouvoit pas lui enlever, et prouva par cette modération, que touché des maux de la guerre, il se reprochoit les projets ambitieux dont il s'étoit enivré. Comme il étoit alors difficile de fournir aux besoins de l'état, même en temps de paix; les ministres, tous les jours moins entreprenans, ne lui donnoient pas des conseils tels que ceux de Louvois ou de Seignelai. Eclairé par son expérience, le

roi jugea donc par lui-même. Aussitôt l'illusion se dissipa. Il connut combien il s'étoit trompé, en ambitionnant d'être la terreur de l'Europe ; et il ne songea plus qu'à dissiper les craintes qu'il avoit données. Il ne pensoit point à reprendre les armes pour faire valoir ses droits sur la succession entière de Charles II, roi d'Espagne. Il ne vouloit que négocier, et il étoit disposé à se contenter de quelques provinces.

L'Angleterre et la Hollande avoient surtout porté le faix de la guerre. Aussi furent-elles les premières à desirer la paix, et leurs alliés ne pouvoient rien sans elles. Les puissances, qui étoient entrées dans la grande alliance, furent donc obligées d'abandonner leurs projets ; et bien loin d'enlever à Louis XIV tout ce qu'il avoit acquis depuis le traité des Pyrénées, elles se contentèrent de ce qu'il voulut rendre.

Plus on réfléchira sur cette guerre, plus on se convaincra de la foiblesse des puissances de l'Europe. Tout y décèle les vices de leurs gouvernemens. On diroit qu'elles ne se flattent de faire des conquêtes, que parce qu'elles savent qu'il y a eu des

peuples conquérans, et qu'elles ignorent que ces peuples ne se gouvernoient pas comme elles. En effet, leurs entreprises sont toujours au-dessus de leurs forces. Elles prennent d'abord les armes avec confiance, sans connoître leurs moyens, sans prévoir les obstacles; et cependant elles se promettent les plus grands succès. Mais bientôt sans ressources, elles se lassent; et comme elles ont toutes ensemble demandé la guerre, elles demandent enfin la paix toutes ensemble. Celle qui a eu le plus de succès, se trouve plus affoiblie que les autres; et pendant que les poëtes célèbrent les victoires d'un monarque, les peuples gémissent à l'ombre des lauriers. C'est un misérable asyle.

Guillaume, qui étoit l'ame de la grande alliance, avoit hâté la conclusion de la paix. C'est que depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il ne lui manquoit, pour n'être pas troublé sur le trône, que d'être reconnu par la France; au lieu que lorsqu'il n'étoit que stathouder de Hollande, il lui importoit de soulever toute l'Europe contre Louis-XIV. Ses intérêts, qui avoient

changé, se trouvèrent donc heureusement conformes aux vœux de tous les peuples.

Puisqu'on avoit généralement desiré la paix, il eût été sage de prévenir la guerre, dont on étoit menacé par la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne. C'est à Riswyck qu'il falloit discuter les droits de la maison d'Autriche et ceux de la maison de Bourbon. L'intérêt de toute l'Europe le demandoit, et on ne pouvoit pas trouver une circonstance plus favorable ; car la disposition des esprits à la paix rendoit la négociation facile. D'un côté, Louis XIV se seroit assuré une partie de la succession du roi d'Espagne, et c'est tout ce qu'il demandoit; et de l'autre, les confédérés l'auroient fait renoncer à la plus grande partie de cette succession, et c'est aussi tout ce qu'ils pouvoient prétendre.

Mais il semble que les puissances de l'Europe ne veulent la paix qu'au moment où elles sont lasses de la guerre; et que prévoyant qu'elles se dégoûteront de la paix par inquiétude, elles veulent se ménager des prétextes pour reprendre les armes. Elles ne feront d'ordinaire que des

trèves. Si elles songent quelquefois à réparer leurs forces, ce n'est pas pour les conserver, c'est pour les reperdre; et comptant sur des événemens, comme si la fortune leur promettoit à toutes des succès, elles se gardent bien de prévenir des guerres où chacun se flatte de trouver son avantage. On ne régla donc pas à Riswyck la succession de Charles II.

On voulut ensuite réparer cette faute; mais les circonstances étoient bien différentes. La paix ayant été faite, on ne voyoit plus la guerre que dans l'éloignement. On se flattoit, comme on se flatte toujours, de quelque événement favorable. Dans cette attente, la négociation, hâtée par quelques puissances, étoit retardée par d'autres. Il étoit impossible qu'elles y concourussent toutes également; et celles qui se croyoient lésées par les arrangemens qu'on proposoit, aimoient mieux attendre que d'abandonner une partie de leurs prétentions.

Cependant on projeta le partage de la monarchie espagnole. Par le traité qui en fut conclu à la Haye, le 22 octobre, entre

le roi de France, le roi d'Angleterre et les Etats-Généraux, le prince électoral de Bavière, comme plus proche héritier, fut désigné roi d'Espagne ; on promit au dauphin les royaumes de Naples et de Sicile, les places dépendantes de la monarchie d'Espagne sur les côtes d'Italie et la province de Guipuscoa ; et on destina le duché de Milan à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur.

La mort du prince de Bavière, qui arriva l'année suivante, fit penser à d'autres projets ; et les mêmes puissances, qui avoient fait le premier plan de partage, en formèrent un nouveau. Le traité en fut signé au mois de mars, à Londres et à la Haye. On destinoit l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas à l'archiduc Charles : on ajoutoit la Lorraine à ce qu'on avoit déjà donné au dauphin ; et pour dédommager le duc de Lorraine, on lui donnoit le Milanais. Enfin on accordoit trois mois à l'empereur pour accéder à ce traité ; et on arrêtoit que l'Espagne et l'Empire ne seroient jamais réunis sur une même tête.

L'Angleterre et la Hollande disposoient

donc de la succession de Charles II, sans consulter ni ce prince, ni les Espagnols. Elles s'arrogeoient donc un droit qu'elles n'avoient pas: mais le desir de prevenir la guerre, si elles agissoient secrètement, est un motif qui les justifioit assez. Il me semble que si les principales puissances n'usurpoient des droits que dans des cas semblables, il ne seroit pas raisonnable de les leur contester. N'avoient-elles pas le droit de veiller à la tranquillité de l'Europe? et si pour l'assurer, il falloit disposer de la monarchie d'Espagne, pourquoi n'en auroient-elles pas disposé?

Il est vrai qu'une nation indépendante peut en général réclamer avec raison contre les lois qu'on lui impose. Mais ne peut-il pas se trouver des cas où elle ne mériteroit pas d'être écoutée? Si, par une vanité mal entendue, les Espagnols aiment mieux troubler toute l'Europe, que de souffrir le démembrement de leur monarchie, faut-il que toute l'Europe se sacrifie à cette vanité? N'est-ce pas pour avoir voulu conserver l'Italie et les Pays-Bas, que l'Espagne s'étoit ruinée? et n'étoit-ce pas la servir

que de la borner à elle-même et à ce qu'elle possédoit dans les Indes ? Le traité de partage, pourroit donc n'être pas injuste, quoique fait malgré les protestations de Charles II. Mais certainement c'étoit une injustice de disposer des états de ce prince, sans consulter les puissances intéressées. Or Léopold, d'après les principes qu'on suivoit en Europe, avoit des droits à la succession entière. Son consentement étoit donc nécessaire. On ne l'obtint pas ; et il ne restoit plus qu'à renoncer aux dispositions qu'on avoit faites, ou qu'à soutenir une injustice par la voie des armes.

On ne se fût pas trouvé dans cet embarras, si on eût fait le traité de partage à Riswyck ; car alors le conseil de Madrid auroit donné son consentement à ce qui auroit été réglé ; ou s'il l'avoit refusé, les autres puissances auroient pu l'y contraindre, sans s'exposer à aucun blâme. L'empereur, trop foible pour continuer la guerre, auroit été moins difficile, et se seroit cru heureux d'assurer à un de ses fils l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas. On pouvoit donc faire à Riswyck le premier

partage : on devoit même y faire le second, ou quelqu'autre ; car il n'eût pas été prudent de compter sur la vie du prince de Bavière, qui n'avoit que quatre ou cinq ans. Mais parce qu'on ne prit ces mesures qu'après avoir signé la paix, l'empereur se refusa à toutes les propositions ; et quand le dernier partage auroit eu lieu, il seroit au moins resté une cause de guerre, puisque Léopold conservoit tous ses droits.

Quelque intérêt qu'on eût à prévenir la guerre, la négociation des deux traités de partage avoit souffert bien des retardemens. On étoit convenu des articles ; cependant on ne signoit pas, et l'Angleterre et la Hollande se rendoient suspectes à la France par les délais qu'elles affectoient. Elles prenoient pour prétexte l'espérance d'obtenir enfin le consentement de l'empereur ; mais on pouvoit croire qu'elles négocioient moins pour conclure que pour affoiblir le parti de la maison de Bourbon en Espagne, en faisant connoître que Louis XIV songeoit à diviser cette monarchie. La signature du second traité de partage parut dissiper ses soupçons.

Surpris qu'on disposât de ses états, lorsqu'il vivoit encore, Charles II porta ses plaintes dans toutes les cours. Il ne pouvoit former que des plaintes. Sans argent, sans forces, il ne trouvoit des ressources ni dans son esprit naturellement foible, et affoibli encore par les maladies, ni dans ses ministres qui se conduisoient par des vues contraires. Les intrigues, qui divisoient la cour, communiquoient des impressions différentes au royaume entier; et l'on s'agitoit de toutes parts dans l'attente d'un événement, auquel l'Espagne pouvoit moins contribuer qu'aucune autre puissance.

Cependant les vœux des Espagnols étoient en général pour un prince de la maison de Bourbon. Ils se flattoient d'empêcher par ce moyen un démembrement qu'ils jugeoient déshonorant pour la monarchie. Ils étoient à la vérité offensés du traité de partage; mais leur haine tomboit sur l'Angleterre et la Hollande; présumant que Louis XIV renonceroit à ce traité, lorsqu'on offriroit la monarchie entière à son petit-fils. Les vues de la plus

grande partie du conseil de Madrid étoient conformes aux vœux de la nation ; et Charles, qui ne pouvoit consentir à la division de ses états, étoit disposé à donner l'exclusion aux princes de sa maison, parce qu'il les jugeoit trop foibles pour les conserver tout entiers.

N'osant néanmoins se décider par lui-même, il consulta son conseil, des théologiens, des jurisconsultes, des évêques, et même le pape Innocent XII. Tous les avis, dit-on, furent uniformes et en faveur de la maison de Bourbon. Il fit donc un testament, par lequel il reconnut les droits du dauphin : voulant néanmoins prévenir la réunion des deux monarchies, il appeloit à sa succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin ; il le nommoit héritier de tous ses états, sans en excepter aucune partie, et sans démembrement ; et il déclaroit que si ce prince n'acceptoit pas la monarchie entière, il la conféroit à l'archiduc Charles. Ce testament ne fut public qu'à sa mort, qui arriva un mois après, le premier novembre.

Quoique Charles II eût consulté, son

testament ne paroît pas avoir été bien digéré. Si le duc d'Anjou, comme il le reconnoît, a droit à toute la monarchie, il peut sans doute en abandonner une partie : comment donc le roi d'Espagne peut-il déclarer qu'il n'en aura rien du tout, s'il ne l'accepte pas toute entière ? et comment, dans cette supposition, peut-il la transférer à un autre ?

Si par des renonciations solemnelles, la maison de Bourbon avoit perdu les droits qu'elle tenoit d'Anne et de Marie-Thérèse d'Autriche, elle acquéroit de nouveaux titres par le consentement du peuple d'Espagne aux dispositions de Charles II. Elle pouvoit donc accepter le testament.

On peut même remarquer que si les puissances de l'Europe avoient jugé sainement des choses, la maison d'Autriche se seroit seule opposée à l'agrandissement de sa rivale. Le duc d'Anjou, pour être petit-fils de Louis XIV, en auroit-il été l'allié ? seroit-il entré dans les vues de son grand-père, jusqu'à sacrifier les intérêts de sa couronne ? en auroit-il été le maître ? Supposons que Louis XIV eût régné en Espagne sous le nom de son petit-fils, sa puissance en

devenoit-elle plus redoutable? Comme roi de France, il avoit besoin de la paix; il en avoit encore plus besoin comme roi d'Espagne. Cette seconde monarchie faisoit la fortune du petit-fils, et elle n'ajoutoit rien à celle du grand-père : elle étoit tout-à-fait épuisée; et son épuisement la rendoit d'autant plus foible, qu'elle étoit plus vaste.

Si les deux branches de la maison d'Autriche ne se sont pas toujours donné des secours, malgré les raisons qu'elles avoient d'être toujours unies; pouvoit-on supposer qu'après la mort de Louis, les intérêts des deux couronnes, cédant aux liens du sang, les deux branches de la maison de Bourbon ne formeroient qu'une seule et même puissance? Certainement, de quelque maison que fût le roi d'Espagne, il devoit rechercher l'alliance de l'Angleterre et de la Hollande; et il ne pouvoit pas regarder comme son allié naturel une puissance, qu'il bornoit au nord et au midi.

L'Europe n'en jugeoit pas ainsi. Accoutumée à craindre l'ambition de Louis XIV, elle la craignoit encore, lorsqu'elle n'étoit plus à redouter; et elle voyoit toujours le

phantôme de la monarchie universelle. Il lui sembloit que l'agrandissement des Bourbons étoit l'agrandissement de la France même, et donnoit de nouvelles forces à cette monarchie. Aveuglée par ce préjugé, elle ne devoit pas souffrir que cette maison recueillît toute la succession du roi d'Espagne. Si Louis acceptoit le testament, il armoit donc toute l'Europe contre lui. Il trouvoit aussi des inconvéniens à s'en tenir au traité de partage.

Le roi Guillaume, en agitant l'Europe, n'avoit jamais eu que des vues particulières. Lorsque son intérêt fut de susciter des ennemis à la France, il forma cette grande alliance, à laquelle il persuada d'assurer à la maison d'Autriche toute la succession du roi d'Espagne. Pour y réussir, il imprima la terreur du nom de Louis XIV, et parce que dans la frayeur on juge mal des objets, l'Europe se grossit le danger dont elle se crut menacée; et elle ne vit pas celui auquel elle s'exposoit, en rendant aux descendans de Charles-Quint une puissance qu'elle avoit eu tant de peine à détruire. On se proposoit d'établir l'équilibre; et on ne s'ap-

percevoit pas, que si l'on réussissoit, on porteroit tout d'un bassin dans l'autre.

A force de dire qu'il étoit temps d'abaisser la maison de Bourbon et d'élever la maison d'Autriche, on ne se faisoit plus d'autres idées, on ne formoit plus d'autres projets. Mais Guillaume qui avoit donné ce préjugé, ne l'avoit pas pris ; il pensoit d'après ses intérêts; et comme ils avoient changé, il s'étoit fait un nouveau plan. Depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il vouloit la paix. Il lui importoit peu que la France acquît les royaumes de Naples et de Sicile et d'autres provinces. Peut-être pensoit-il qu'elle n'en seroit pas plus puissante. Je dis *peut-être*; car on croit communément qu'un prince est plus puissant, lorsqu'il a plus d'états. C'est un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit.

Le traité de partage étoit l'ouvrage du roi Guillaume. Ce n'est qu'à regret que l'Angleterre et la Hollande avoient consenti à l'agrandissement des Bourbons. Les obstacles qu'elles avoient opposés, avoient fait traîner la négociation; et depuis que le traité avoit été signé, on n'avoit pris, ni

voulu prendre aucune mesure pour en assurer l'exécution.

Si Louis XIV s'en tenoit au traité de partage, il ne pouvoit donc attendre aucun secours d'Angleterre ni des Provinces-Unies. Mais au moins il ne devoit pas craindre qu'elles prissent les armes, pour empêcher l'exécution d'un traité qu'elles avoient ratifié. Elles vouloient la paix, elles en avoient besoin pour se rétablir; il n'est pas vraisemblable, que sacrifiant leur repos à l'ambition de Léopold, elles voulussent s'épuiser encore pour assurer à un fils de ce prince toute la monarchie d'Espagne. On doit donc présumer que la France n'auroit eu pour ennemi que la maison d'Autriche, au lieu qu'elle armoit toute l'Europe, si Louis XIV acceptoit le testament. Dans le premier cas, elle pouvoit se promettre des succès; dans le second, elle avoit tout à redouter.

Aussitôt que l'ambassadeur d'Espagne eut communiqué le testament de Charles II, le roi assembla son conseil. L'avis du marquis de Torci, secrétaire d'état au département des affaires étrangères, fut d'ac-

cepter le testament. Le duc de Beauvilliers, persuadé que ce parti causeroit une guerre capable de ruiner la France, opina pour le traité de partage. Le chancelier Pontchartrain, ayant résumé les raisons de part et d'autre, n'osa prononcer, et conclut que le roi seul, plus éclairé que ses ministres, pouvoit décider. Le dauphin parla peu: jugeant en père qui s'intéresse à son fils, il se déclara pour le testament; et Louis, comme le dauphin, ne fut que père. Cependant il auriot dû penser qu'il étoit roi, que son royaume étoit épuisé, qu'il l'avoit lui-même ruiné pour en reculer les frontières, et qu'il étoit injuste de le sacrifier encore à l'agrandissement de sa maison. Enfin le duc d'Anjou fut déclaré roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Il partit pour Madrid, et fut reconnu sans obstacles dans toute la monarchie espagnole.

Le roi d'Angleterre et les Etats-Généraux, quoiqu'offensés de l'infraction du traité de partage, ne se déterminèrent pas d'abord à déclarer la guerre à la maison de Bourbon. Ils reconnurent même Philippe V. Les intérêts de leur commerce

le repos dont ils sentoient le besoin, l'incertitude où ils étoient des alliés sur lesquels ils pouvoient compter, et des secours qu'ils en pourroient retirer; tout demandoit qu'ils ne prissent pas leur résolution à la hâte. Ces raisons firent commencer une négociation à la Haye. Mais la France et l'Espagne eurent lieu de juger qu'on ne cherchoit qu'à gagner du temps; et qu'après avoir obtenu une chose, on en demanderoit bientôt une autre. Car on ne laissoit pas ignorer qu'on se réservoit d'expliquer et d'étendre dans la suite les premières propositions qu'on leur faisoit. Or, cette manière de négocier est tout au moins suspecte; et d'ailleurs il est étrange de demander une réponse positive à des propositions, qu'on reconnoît n'avoir pas encore expliquées, ni exposées dans toute leur étendue. Cette négociation finit le 7 septembre par un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre et les Etats-Généraux.

L'objet de cette confédération se bornoit à procurer à la maison d'Autriche une satisfaction en dédommagement des droits qu'elle avoit sur l'Espagne. Elle ne portoit

donc pas ses prétentions aussi haut que la ligue d'Augsbourg. Cela seul fait voir que le roi d'Angleterre et les Etats-Généraux s'engageoient à regret dans une nouvelle guerre, et qu'ils l'entreprenoient avec une sorte de méfiance. Ils se croyoient accablés de dettes; ils sentoient combien il seroit difficile de mettre de nouveaux impôts sur des peuples, déjà trop surchargés : le parlement d'Angleterre, sur-tout, ne paroissoit pas disposé à donner des subsides. Guillaume, qui favorisoit les Whigs, étoit sûr de leurs suffrages : mais les Torys formoient un parti considérable et fort animé. Toute la nation chérissoit la paix qu'elle commençoit à goûter : elle soupiroit après le rétablissement de son commerce ; et elle étoit alors bien moins effrayée de la maison de Bourbon, que des nouvelles impositions qu'elle seroit obligée de payer.

La paix continuoit entre l'empire et la Porte. L'empereur paroissoit donc pouvoir soutenir cette guerre avec plus de succès que les précédentes. Mais avec beaucoup de dettes, peu d'argent et des peuples pauvres, il étoit à charge à ses alliés. Il conti-

nuoit d'aliéner les états d'Allemagne, en persistant dans la résolution de créer un neuvième électorat. Le plus grand nombre des princes paroissoit ne vouloir prendre aucune part à la succession d'Espagne. Il se formoit même des intrigues et des ligues contre les entreprises de l'empereur. Il est vrai que Léopold fortifia son parti, en promettant de terminer le différend sur le neuvième électorat à la satisfaction des princes; mais les secours qu'il attendoit de pareils alliés, étoient toujours incertains et fort coûteux.

Après la paix de Riswyck, la France n'avoit pas désarmé comme les autres puissances. Elle conservoit de grandes forces sur terre et sur mer; et elle étoit en état d'attaquer, lorsque la plupart de ses ennemis n'étoient pas encore préparés à la défense. Philippe V en possession paisible de toute la monarchie d'Espagne, commandoit à des peuples qui lui étoient dévoués. Les deux couronnes ne pouvoient manquer d'agir de concert, puisqu'un même intérêt les unissoit. Elles avoient pour alliés l'électeur de Bavière, son frère, l'électeur de

de Cologne, l'évêque de Munster, le duc de Savoie, celui de Mantoue et le roi de Portugal.

Cependant elles ne pouvoient pas compter également sur tous ces alliés. Il étoit facile à l'empereur de gagner le duc de Savoie, qui étoit dans l'usage de s'agrandir en passant tour-à-tour de l'alliance de la maison de Bourbon dans l'alliance de la maison d'Autriche. Si le roi de Portugal étoit d'abord entré dans l'alliance de Louis XIV, c'est qu'à l'avénement du duc d'Anjou, il n'avoit pas d'autre parti à prendre; et il étoit évident qu'aussitôt que l'Angleterre et la Hollande armeroient, il seroit de son intérêt de rechercher leur protection.

L'Espagne pouvoit peu pour sa défense, et quelles que fussent les forces de la France, elles n'étoient pas proportionnées aux frontières des deux monarchies. Dès les premières campagnes elles devoient diminuer par les succès mêmes, elles pouvoient se ruiner par des revers: et cependant où étoient les ressources pour les rétablir? Se flattoit-on d'en trouver dans l'épuisement des peuples, dans le désordre des finances? Une

autre cause de foiblesse, dont le gouvernement ne s'appercevoit peut-être pas, c'est qu'on n'avoit plus d'aussi grands ministres ni d'aussi grands généraux. Au contraire, les ennemis s'étoient disciplinés pendant la guerre qu'on venoit de terminer à Riswyck. Instruits par leurs propres défaites, les Hollandais et les Anglais ne devoient plus être aussi faciles à vaincre; et les Français, si souvent vainqueurs, devoient naturellement s'être relâchés.

Si les forces de Louis XIV et de Philippe V n'étoient pas proportionnées à la défense des deux monarchies, si encore elles ne pouvoient pas se soutenir longtemps, il en faut conclure que ces princes se sont engagés dans la guerre avec trop de confiance. Ils auroient pu l'éviter, en sacrifiant l'Italie et les Pays-Bas, et en convenant de quelques réglemens pour dissiper les terreurs paniques que donnoit l'agrandissement de la maison de Bourbon. On a tout lieu de le croire, quand on considère les dispositions des peuples de l'Empire. L'intervalle écoulé depuis la pacification de Riswyck, ne leur avoit pas permis d'ou-

blier les maux qu'ils avoient soufferts; ils en étoient encore accablés et ce n'est qu'avec une extrême répugnance qu'ils pouvoient se déterminer à reprendre les armes. L'empereur auroit lui-même accepté la paix. Son ambition auroit cédé à l'impuissance de soutenir seul la guerre, et il se seroit contenté de la satisfaction dont ses alliés seroient convenus. Mais puisque Louis XIV et Philippe V vouloient conserver la succession entière de Charles II, la guerre ne pouvoit plus s'éviter, et cependant ils entreprenoient au-delà de leurs forces.

Léopold avoit commencé les hostilités en Italie, lorsqu'il négocioit encore à la Haye avec le roi Guillaume. Il soutint seul la guerre pendant la première année. Le prince Eugène de Savoie, qui commandoit l'armée impériale, étoit entré par le Trentin, pour pénétrer dans le Milanès. Le maréchal de Catinat commandoit les troupes de France, sous les ordres du duc de Savoie, que les deux rois avoient nommé généralissime.

Il s'agissoit d'empêcher le passage de l'Adige aux Impériaux; chose difficile à

cause de l'étendue de pays qu'il falloit garder. En effet, le poste de Carpi fut forcé le 9 juillet; et le prince Eugène se vit maître de tout le pays entre l'Adige et l'Adda. Catinat qui recevoit continuellement des échecs, soupçonna le duc de Savoie d'intelligence avec les ennemis. Mais la cour de Versailles, qui rejeta ces soupçons, le rappela, et envoya le maréchal de Villeroi pour le remplacer.

Contre l'avis de Catinat, qui n'avoit pas encore quitté l'armée, Villeroi voulut livrer bataille aux ennemis, qui étoient campés à Chiari. L'entreprise étoit téméraire, et quand elle eût réussi, on n'en eût tiré aucun avantage. Les Français furent défaits. Cette action se passa le 1 septembre. Le courage que montra le duc de Savoie, parut dissiper les soupçons qu'on avoit formés.

Le 16 du même mois, mourut à Saint-Germain en Laye Jacques II; et Louis XIV reconnut pour roi d'Angleterre le prince de Galles, son fils, qui prit le nom de Jacques III. Il eut bientôt lieu de se repentir d'une démarche imprudente, qui pouvoit soule-

ver les Anglais contre la France, et qui, bien loin d'être utile au jeune prince de Galles, devoit plutôt lui nuire.

Guillaume III s'en applaudit. Il ne douta plus d'obtenir des subsides, lorsqu'il vit les ressentimens de la nation éclater contre un prince étranger, qui prétendoit lui donner un roi. Il représenta cette entreprise comme un attentat qui intéressoit la religion protestante, la tranquillité présente et future, et la liberté de la nation. Il exagéra la puissance de la maison de Bourbon, qui, après s'être affermie sur le trône d'Espagne, entreprendroit de rétablir un prince papiste sur celui d'Angleterre. Il fit craindre que le commerce ne fût ruiné par l'union de la France et de l'Espagne, si on ne se hâtoit de troubler ces deux monarchies et de les abattre, avant qu'elles eussent eu le temps de déployer toutes leurs forces. Enfin il montra dans l'Amérique des conquêtes faciles, et capables de dédommager des frais de la guerre.

Les deux chambres entrèrent dans ses vues. Jugeant qu'il étoit de leur intérêt de soutenir les droits de la maison d'Autriche,

elles ordonnèrent qu'on lèveroit quarante mille hommes. Le roi ayant encore demandé dix mille hommes pour un débarquement, ils lui furent accordés. Il fut même résolu de ne point faire la paix jusqu'à ce que la nation eût reçu satisfaction de l'offense que Louis lui avoit faite, en reconnoissant le prétendu prince de Galles.

La saison d'entrer en campagne approchoit, quand le roi Guillaume mourut, le 19 mars. Il avoit régné plus de quatorze ans. On a dit qu'il étoit stathouder d'Angleterre et roi des Provinces-Unies. C'est que le parlement d'Angleterre avoit si fort limité la prérogative royale, que Guillaume n'étoit proprement que le chef d'une république. Quoique les Anglais l'eussent desiré pour maître, ils lui témoignèrent peu de confiance. Ils parurent cesser de l'aimer, et ils lui firent essuyer bien des contradictions. Les Hollandais, au contraire, lui montrèrent toujours le plus grand dévouement. Ils n'oublièrent jamais les services qu'il leur avoit rendus dans la guerre de 1672. Ils portèrent même la reconnoissance jusqu'à lui sacrifier leur liberté;

car, en 1674, ils déclarèrent en sa faveur le stathoudérat héréditaire. Heureusement pour les Provinces-Unies, il ne laissa point de postérité, et elles supprimèrent une dictature, qu'elles avoient eu l'imprudence de rendre perpétuelle. Je vous avois prévenu que les Hollandais vous prouveroient qu'un peuple, jaloux d'être libre, se donne volontiers un maître, quand il se flatte d'être bien gouverné.

La mort de Guillaume ne changea rien aux résolutions qui avoient été prises. Anne, fille de Jacques II, monta sur le trône, conformément à l'ordre de succession que le parlement avoit établi. Elle s'écarta d'autant moins du plan de son prédécesseur, qu'elle donna toute sa confiance au duc de Marlborough, qui, étant aussi avare qu'ambitieux, avoit besoin de troubles pour s'enrichir et pour s'élever. Grand ministre, grand capitaine, il se vit bientôt à la tête des affaires et des armées. Ce changement dans le gouvernement présageoit à la France une guerre bien plus longue et bien plus ruineuse que celle que Guillaume eût faite, s'il eût vécu.

CHAPITRE II.

De la Russie jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.

On sait suffisamment l'histoire des siècles barbares, quand on sait qu'ils ont été barbares. Dans une ignorance profonde, remplis de préjugés absurdes, livrés à des superstitions grossières ; sans arts, sans police, sans mœurs ; croupir dans un lâche repos avec un corps fait pour la fatigue, ou se battre comme des bêtes féroces, et n'apprendre jamais la guerre ; tour-à-tour fuir, piller, commettre toute sorte de cruautés ; ne compter que sur le nombre, ne connoître ni courage, ni vertu ; enfin être esclave, sans être soumis : voilà ce qu'ont été les Russes jusqu'au dix-septième siècle. Il n'importe donc pas de savoir avant cette époque les événemens de ce vaste empire, qui s'étend d'occident en orient environ deux mille lieues. En étudiant la géographie, Monseigneur, ne

considérez-vous pas quelquefois combien il y a peu de peuples qui méritent d'être connus, et parmi ces peuples, combien peu d'hommes, et parmi ces hommes, combien peu de princes. Cela abrège au moins nos études; cependant elles seront bien longues encore, si nous voulons les faire comme il faut. Je ne fais que vous introduire: jugez donc ce qui vous reste à faire, et ne vous croyez pas instruit.

La famille qui régnoit à Moscou s'étoit éteinte, et la Russie avoit été déchirée par des guerres, lorsqu'en 1613 les Russes eurent enfin la liberté de se choisir un maître. Ils le prirent dans la famille de Romanow, alliée par les femmes aux czars précédens. Michel Féodorowitz, c'est ainsi que ce prince se nommoit, n'avoit que quinze ans, et vivoit avec sa mère, Marie Iconomasie, alors religieuse dans un couvent à Uglits. Marie se refusa d'abord aux vœux de la nation, craignant pour son fils les malheurs du trône; mais elle se rendit lorsqu'un évêque eut assuré avoir eu une révélation qui confirmoit ce choix. Michel fut proclamé et signa une capitulation, par laquelle il

promit de protéger la religion, de ne point faire de lois nouvelles, de ne rien changer aux anciennes, et de n'entreprendre point, sans le consentement du sénat, ni de mettre des impôts, ni de faire la guerre, ni de faire la paix. Les Russes, ou plutôt les sénateurs saisirent l'occasion d'avoir quelque part dans le gouvernement. Michel fut fidèle à ses promesses. Il mourut en 1645, et laissa le trône à son fils Alexis.

Alexis, surnommé Mikhaelowitz, c'est-à-dire, fils de Michel, n'avoit alors que seize ans. Il s'attira d'abord la haine publique par la conduite des ministres auxquels il confia l'autorité. Il fut ensuite aimé et respecté, lorsqu'il gouverna par lui-même. Il est le premier czar qui paroisse s'être apperçu de l'ignorance de ses peuples. Il connut qu'il falloit leur donner des lois, des arts et des connoissances. Il favorisa le commerce, il établit quelques manufactures, il fit traduire plusieurs livres qui traitoient des arts et des sciences. Sans égard pour le prejugé, qui défendoit toute communication avec les nations étrangères, il attira des étrangers instruits et la-

borieux. Il peupla des provinces auparavant désertes. C'est sous son règne que les Russes commencèrent à se faire connoître aux principales puissances de l'Europe et de l'Asie : car jusqu'alors ils n'étoient guère connus que des peuples avec qui la guerre les mettoit en relation. Des ambassadeurs Chinois, Persans et autres vinrent à Moscou, et Alexis en envoya pour la première fois en France et en Espagne. Il est à remarquer qu'il refusa de recevoir l'envoyé de Cromwel, déclarant qu'il ne reconnoîtroit jamais ce prétendu protecteur de l'Angleterre. Il formoit le projet d'avoir des flottes sur la mer Noire et sur la mer Caspienne, lorsqu'il mourut en 1676.

Il laissa trois fils, Féodor, Ivan ou Jean, et Pierre : tous trois, conformément à l'usage, surnommés Alexiowitz. Le premier, âgé de seize ans, monta sur le trône, et régna jusqu'en 1682, qu'il mourut. Il suivit les traces de son père, accueillant les étrangers, protégeant le commerce, les sciences et les arts, et travaillant à réformer les mœurs de ses sujets. On prétend que dans le dessein de n'avoir égard qu'au

mérite, il brûla tous les titres des nobles. Mais il étoit trop jeune, il régna trop peu pour produire une révolution.

De ses deux frères, dont l'un avoit treize ans et l'autre dix, il avoit préféré le cadet pour son successeur, parce qu'Ivan étoit également foible d'esprit et de corps. Or les czars ont droit, ou sont dans l'usage de désigner dans leur famille celui qui doit leur succéder. Pierre fut donc reconnu par les boyars: c'est ainsi qu'on nommoit alors les sénateurs et les principaux de la nation.

Sophie, sœur de ces deux princes, s'étoit flattée de régner sous le nom d'Ivan son frère. Cette femme ambitieuse, voyant ses espérances déçues, intrigua. Elle gagna les strélitz, corps de troupes qui pouvoit tout à Moscou, comme autrefois les gardes prétoriennes à Rome. Elle causa de grands troubles. Mais enfin elle fit associer Ivan à Pierre, obtint la régence, et régna.

Sophie se conduisoit par les conseils du prince Basile Gallitzin, lithuanien d'origine et de la maison des Jagellons, qui avoient occupé le trône de Pologne pendant

près de deux cents ans. N'osant attenter à la vie du czar Pierre, qui étoit cher au peuple, cette princesse et ce ministre songèrent à l'écarter au moins du trône. Dans cette vue ils se hâtèrent de marier le czar Ivan; et ils se flattoient de conserver toute l'autorité, si ce prince, qui étoit d'une santé foible, laissoit un fils après sa mort.

Cependant ils ne donnoient aucun soin à l'éducation de Pierre; au contraire, ils mettoient auprès de lui de jeunes débauchés, qui le portoient à des excès de liqueurs fortes, capables de ruiner la santé et d'affoiblir l'esprit. Ce jeune prince se livroit à ces excès; la force de son tempérament paroissoit l'y inviter : heureusement cette même force le garantit en partie des maux qu'il se préparoit. Je dis *en partie* : car les débauches de son enfance tourneront en habitude, et souilleront sa vie.

Il y a des ames qui croupissent lâchement dans les vices où elles ont été poussées : ce n'est pas qu'elles se trouvent bien, c'est qu'elles n'ont pas la force de se mettre mieux. Il y en a d'autres qui font des efforts, et qui se dégagent quelquefois : c'est qu'elles

sentent ce qui leur manque. Pierre, dans les excès auxquels il se livroit avec le plus de plaisir, n'étoit pas content. Il cherchoit quelque chose qu'il ne trouvoit pas parmi ses jeunes débauchés : il sentoit un besoin qu'il ne pouvoit pas s'expliquer : il lui falloit un homme vertueux.

Dans les troupes étrangères qui étoient alors au service de la Russie, il y avoit un officier génevois qui se nommoit le Fort. Pierre qui n'avoit encore que onze à douze ans, le remarqua, causa avec lui, le goûta, lui donna un emploi qui l'approchoit de sa personne, et voulut apprendre de lui à faire l'exercice. Plus il connut cet homme sage et éclairé, plus il lui donna sa confiance. Tantôt il faisoit l'exercice avec lui; tantôt il conduisoit avec lui sur un lac une barque, construite comme un vaisseau de guerre; et le Fort ne laissoit pas échapper l'occasion de lui faire comprendre que la vraie manière de régner n'étoit pas celle des czars.

L'empereur Léopold, la république de Venise et la Pologne, alors ligués contre les Turcs, sollicitoient la cour de Moscou

à faire une diversion en Crimée, afin de rappeler de ce côté les Tartares, qui faisoient en Hongrie la principale force de la cavalerie ottomane. Cette négociation n'avançoit point, de sorte que les czars ne prirent part à cette guerre qu'en 1687, lorsque Jean Sobieski eut offert de leur céder en son nom et en celui de la république, toutes ses prétentions sur l'Ukraine et sur le duché de Smolensko.

Les partisans de Pierre lui avoient donné pour premier ministre Boris Gallitzin, parent et ennemi du favori de Sophie. C'étoit un homme fidèle, intègre et zélé. Dans le dessein d'éloigner son rival et d'en rompre toutes les mesures, il lui fit donner le commandement des armées qui devoient agir en Crimée. Basile Gallitzin n'osa refuser, de peur de se rendre suspect.

La Crimée est cette presqu'île que les anciens ont nommé Chersonèse-Taurique. Basile Gallitzin y marcha avec confiance, parce qu'il comptoit sur le nombre de ses troupes; mais ses troupes connurent bientôt qu'elles ne devoient pas avoir la même confiance en leur chef. En effet, il les en-

gagea dans des déserts où elles ne purent ni agir ni subsister, faute de vivres et de fourrages. Gallitzin rejeta le mauvais succès de cette campagne sur l'hetman ou chef des Cosaques, qui fut déposé et envoyé en Sibérie.

Il y avoit alors en Ukraine, pays des Cosaques, un gentilhomme polonais nommé Mazeppa. Il y étoit arrivé nu et lié sur un cheval fougueux, à demi-mort de faim et de fatigue. Les Cosaques lui donnèrent des secours : il se fixa parmi eux: il se distingua dans les courses qu'ils faisoient contre les Tartares; et ce fut lui qu'ils choisirent pour hetman ou prince d'Ukraine avec l'agrément de la cour de Moscou. L'aventure qui fit sa fortune et qui devoit faire sa perte, avoit été l'effet de la vengeance d'un seigneur polonais qu'il avoit offensé. Cet homme jouera un rôle dans l'histoire de Pierre Alexiowitz.

Il fallut faire de nouveaux préparatifs contre les Tartares. On y employa plus d'un an. Basile Gallitzin n'attendit pas qu'on lui offrît le commandement des troupes. Il le sollicita dans l'espérance de ré-

parer sa honte, et il l'obtint. Il comptoit surprendre Précop, une des principales places de Crimée. Il se trompa, les ennemis furent informés à temps. Après un combat qui ne fut point décisif, il se laissa amuser par une négociation, pendant laquelle les forces des Tartares croissoient, et les siennes diminuoient par le défaut de subsistances. Il fallut donc songer à la retraite, après avoir perdu l'occasion de vaincre. Il fit cependant une relation, où il s'attribuoit des succès : mais il ne put tromper le czar Pierre. On l'accusa même de s'être laissé corrompre par le kan des Tartares.

Ruiné dans l'esprit du czar Pierre, il ne lui restoit que Sophie. Cette princesse partageoit vivement les mortifications de son favori : elle jugeoit que s'il perdoit son crédit, elle perdroit elle-même toute son autorité; et cependant elle ambitionnoit de partager le trône avec lui. Impatiente d'assouvir sa passion, elle ne voulut pas laisser à son frère le temps de se saisir des rênes du gouvernement, et elle en médita la mort.

Elle avoit gagné Tekelavitaw, chef des

strélitz. Déjà six cents de ces soldats, conduits par ce perfide, marchoient la nuit au château de Bebrackensko, où Pierre étoit depuis quelques jours, sans aucune défiance. Heureusement deux strélitz, qui eurent horreur de ce crime, se dérobèrent et coururent par des chemins détournés avertir le czar. Ce prince eut le temps de se sauver; et toute sa cour le suivit dans le monastère de la Trinité, où il se réfugia. Aussitôt il envoya des lettres à Moscou pour inviter les boyars, les sénateurs et les strélitz, qui n'avoient pas trempé dans la conspiration, à se rendre auprès de lui. La noblesse, le peuple, les soldats, tout le monde accourut : tous volèrent à la défense de leur prince. Il ne restoit plus qu'à punir les coupables. Tekelavitaw périt sur la roue. On enferma Sophie dans un couvent. Basile Gallitzin fut exilé à Kargapol, pour y vivre et mourir dans la misère. Son fils et ses plus proches parens, suivant la coutume de ce pays barbare, furent enveloppés dans sa disgrace, et le suivirent dans son exil.

Pierre régnoit enfin, c'est-à-dire, qu'il

étoit le maître d'un vaste empire : mais cette manière de régner ne le contentoit pas. Il portoit envie aux souverains qui commandoient à des hommes dans de petits états. Tout étoit à créer pour lui; il se flatta de créer.

Cependant les préjugés, sur-tout lorsqu'ils tiennent aux mœurs, sont difficiles à détruire. Il semble que ce ne puisse être que l'ouvrage du temps, et qu'une autorité absolue, telle que celle du czar, devoit même échouer. Aussi se proposa-t-il de tenter la réforme de ses peuples, moins par la force des lois que par son exemple. C'est en effet par des exemples que les souverains peuvent changer facilement les mœurs d'une nation; et ils ne les changent que trop facilement, quand ils en donnent de mauvais.

Occupé de ses vastes projets, le czar s'en entretenoit souvent avec le Fort, le seul homme qui pût en effet lui donner des lumières, et contribuer au succès de ses desseins. Il lui ordonna de former une compagnie de cinquante hommes, afin d'avoir

d'abord un modèle, pour former ensuite le reste de ses troupes.

Peu de jours après, le Fort parut à la tête de cette compagnie, presque toute composée d'étrangers. Il lui fit faire l'exercice sous les fenêtres du czar, qui ne s'étoit pas attendu à jouir si tôt de ce spectacle. Ce prince, enchanté, voulut servir dans cette compagnie; et ayant été fait tambour, il en prit l'habit, et battit la caisse. Il resta quelque temps dans cet emploi, vivant de sa paye, couchant sous une tente, et déclarant à son capitaine qu'il ne vouloit avancer de grade en grade, qu'autant qu'il le mériteroit. Il tint parole. C'est ainsi que Pierre descendoit du trône pour donner à ses sujets l'exemple de la subordination et de la discipline.

La compagnie de le Fort devint bientôt un régiment de plusieurs bataillons. Ce fut l'école d'où l'on tiroit les meilleurs sujets pour former d'autres troupes : et dans la vue de hâter les progrès de la discipline militaire, le czar assigna des sommes considérables en Hollande, en Angleterre

et à Genève, pour les officiers qui voudroient passer à son service. Cependant le désordre de ses finances étoit un obstacle à l'exécution de ses desseins. Il y pourvut, et remédia aux abus que le Fort lui fit connoître.

Vers ce temps commença la fortune d'Alexandre Mentzikof, que Pierre éleva dans la suite aux premiers emplois. C'étoit un garçon pâtissier, né de pauvres paysans, sur les bords du Volga. Un jour qu'il passoit dans les rues de Moscou, en criant ses petits pâtés; le czar, qui étoit à table, eut la curiosité de le faire appeler. Il lui trouva de la physionomie : il l'interrogea, il fut content de ses réponses, et il le mit aussitôt dans la compagnie de le Fort, auquel il le recommanda. Mentzikof ne tarda pas à se distinguer, et dans peu d'années il acquit la confiance de son maître.

Depuis les mauvais succès de Basile Gallitzin, la cour de Moscou ne paroissoit plus penser à la Tartarie. Les troubles dont elle avoit été agitée, et les soins dont s'étoit occupé le czar, n'avoient pas permis de s'engager dans une guerre qui demandoit

de grands préparatifs. Les Turcs surent tirer parti de cette inaction. Ils persuadèrent aux Polonais qu'elle étoit l'effet d'une négociation secrète ; que le czar étoit au moment de faire la paix avec la Porte ; et qu'il se proposoit de déclarer la guerre à la Pologne. Les Tartares, de leur côté, employoient de semblables moyens pour rendre les Polonais suspects aux Russes.

Ces intrigues semèrent la mésintelligence parmi les alliés. La république de Pologne, craignant quelque entreprise de la part de la Russie, ne donna plus les mêmes secours à l'empereur; et le czar ne vouloit pas commencer la guerre contre les Tartares, dans une conjoncture où il croyoit devoir se méfier des Polonais. Cependant les Turcs assembloient toutes leurs forces en Hongrie, et ne craignoient point de diversion, lorsque le baron de Curtz, que Léopold envoya à Varsovie et à Moscou, dissipa tous les soupçons, et détermina le czar à prendre les armes.

Pierre se proposa la conquête d'Asoph. Cette ville, située sur la rive gauche du Don, autrefois nommé Tanaïs, devoit lui

servir de rempart contre les Turcs; et comme elle le rendoit maître des Palus-Méotides, il pouvoit encore porter l'effroi jusques dans Constantinople. Mais il falloit des vaisseaux, et les Russes savoient à peine construire des barques. Le czar néanmoins ne désespéra pas d'avoir une flotte; il y fit travailler des étrangers à Woronesch, ville située sur la Woronesch, rivière profonde, qui se jette dans le Don, et qui est entourée de grandes forêts.

Impatient de commencer la guerre, il n'attendit pas que ses vaisseaux fussent construits; il ouvrit la campagne au commencement de 1695, et mit le siége devant Asoph, ou plutôt il y servit sous les ordres du général Schérémétof, car il n'étoit encore que colonel d'un régiment. Mentzikof se voyoit déjà dans la plus grande faveur. Compagnon des plaisirs et des débauches de son maître, il eut assez de crédit pour faire répudier la czarine qui lui reprochoit sa conduite. Cette princesse, qui avoit donné un fils au czar, fut enfermée dans un couvent.

Les secours qu'Asoph recevoit par l'em-

bouchure du Don, ne permirent pas de se rendre maître de cette place. Après la prise de quelques forts, le czar mit ses troupes en quartier d'hiver. Il se rendit ensuite à Woronesch, pour hâter la construction de ses vaisseaux; et il lui arriva des ingénieurs qu'il avoit demandés à l'empereur, à l'électeur de Brandebourg et aux Etats-Généraux.

L'année suivante, sa flotte mit à la voile sous les ordres de le Fort, grand-amiral. Quoiqu'elle ne fût composée que de deux petits vaisseaux de guerre et de quelques bateaux longs, elle ferma l'embouchure du Don aux ennemis, et Asoph, ne recevant plus de secours, fut forcée de capituler. Pierre fit fortifier cette place sur les dessins des ingénieurs étrangers qu'il avoit avec lui. Au mois de janvier de cette même année, mourut le czar Ivan. Quoique ce prince fût foible, il sut toujours résister à toutes les intrigues qu'on mit en œuvre pour l'opposer à son frère.

Pierre, voulant exciter l'émulation des soldats, et les attacher de plus en plus à la discipline, fit tout préparer pour une entrée triomphante

triomphante. L'armée s'étant rassemblée à un mille de Moscou, les généraux à la tête des corps qu'ils avoient commandés, entrèrent au son des instrumens et des voix qui chantoient leurs louanges. Mais le czar, qui n'étoit pas général encore, resta confondu dans la foule : il n'en fut que plus remarqué.

En 1697, la prise de Précop, précédée de deux victoires, donna lieu à de nouvelles réjouissances. Cependant Sophie, du fond de son couvent, tramoit une nouvelle conspiration. Elle animoit les boyars et les strélitz contre la réforme, en se prévalant de leurs préjugés. Les Russes voyoient avec indignation que Pierre eût ordonné à plusieurs personnes de sa cour, de voyager dans les pays étrangers, et qu'il eût résolu de faire lui-même de pareils voyages. Ils étoient sur-tout offensés du bruit qui couroit, qu'on vouloit les forcer à couper leur barbe, ce qu'ils regardoient comme le plus grand affront qu'on leur pût faire. Voilà les principaux motifs d'un parti qui se proposoit de mettre Sophie sur le trône, après avoir assassiné le czar. La

conspiration fut découverte. Pierre punit les plus coupables, et ménagea néanmoins le sang de sa sœur, se contentant de la faire observer de plus près.

Des victoires, des places fortifiées, une flotte et une armée commandée par le général Schem, prussien, défendoient suffisamment les frontières contre les Tartares, à qui la Porte ne pouvoit plus envoyer de secours: car les Turcs avoient besoin de toutes leurs forces contre les Vénitiens et contre les Impériaux, qui avoient eu de grands avantages sur eux. Les trésors du grand-seigneur étoient épuisés, et ses provinces dépeuplées étoient encore ravagées par la peste. Rien n'étant donc à craindre au-dehors pour la Russie, et la conspiration, découverte et dissipée, assurant la tranquillité au-dedans, le czar crut avoir trouvé le moment de voyager pour étudier les usages, les mœurs, les lois et les arts des peuples policés de l'Europe. Il prit néanmoins toutes les précautions nécessaires pour prévenir de nouveaux troubles. Il fit partir pour différens voyages les seigneurs qu'il jugea les plus capables de remuer, et

leur prescrivit le genre d'étude auquel ils devroient s'appliquer. Il écarta les strélitz qu'il répandit sur les frontières de Lithuanie, afin d'appuyer le parti d'Auguste, électeur de Saxe, contre celui du prince de Conti. Ces deux princes avoient été élus rois de Pologne le même jour, au mois de juin. Il laissa, sous les ordres du général Gordon, écossais, le corps de ses gardes pour veiller à la sûreté de Moscou. Ces troupes, qui étoient originairement la compagnie de le Fort, sont ce qu'il avoit de mieux discipliné. Presque toutes composées d'étrangers, elles montoient alors au-delà de douze mille hommes. Enfin il confia la régence à Léon Nariskin son oncle, à Boris Gallitzin et au boyar Procoroski.

Après avoir fait toutes ces dispositions, il sortit de ses états, confondu dans la suite de ses ambassadeurs, l'amiral le Fort, Alexis Gallovin, gouverneur de Sibérie, et Vonitsin, diak ou secrétaire d'état. Mentzikof, son favori, qu'il avoit fait chambellan, le suivit. On remarquoit encore dans cette ambassade le fils du roi de Géorgie, qui ayant été détrôné par ses

sujets, avoit cherché un asyle et des secours en Russie.

L'ambassade, accompagnée d'un grand cortège, prit sa route par l'Estonie et par la Livonie, provinces qui étoient alors à la Suède, et qui avoient été long-temps un sujet de guerre entre les Russes, les Suédois et les Polonois. Le comte de Dahlberg, gouverneur de Riga, capitale de Livonie, fit recevoir les ambassadeurs avec distinction : mais il ne leur fit point de visite, sous prétexte qu'ils n'étoient pas envoyés à son maître. Il trouva même fort mauvais que le czar voulût visiter les fortifications de cette ville. Quoique ce gouverneur n'eût pas tort, Pierre affecta de croire qu'on lui avoit manqué.

L'ambassade, ayant traversé la Curlande, se rendit dans la Prusse-Brandebourgeoise. Frédéric III, électeur de Brandebourg, qui étoit alors à Kœnigsberg, la reçut avec un faste qu'il aimoit et qui le ruinoit. Ce faste n'étoit pas du goût du czar. Mais on buvoit à cette cour comme on buvoit alors dans toutes les cours d'Allemagne ; et quoique dans le vin Pierre

fût sujet à des emportemens, il ne savoit pas résister à une passion que l'éducation lui avoit donnée. Dans un de ces repas où il avoit bu avec excès, il tira l'épée contre le Fort. Il est vrai que, revenu à lui, il demanda pardon à son favori. *Je veux*, disoit-il, *réformer mes peuples, et je ne puis pas me réformer moi-même !* Vous voyez, monseigneur, la vérité de ce que je vous répète souvent. Il est un temps où il n'est presque plus possible de se corriger; et ce temps vient bien vîte. En effet, Pierre qui n'avoit alors que vingt-cinq ans, s'étoit déjà reproché bien des fois de ne pouvoir pas se corriger. Il se le reprochera encore.

Le czar eut, sans cérémonie, quelques conférences secrètes avec l'électeur de Brandebourg. Il partit ensuite pour Dantzick. Mais impatient de voir la Hollande, il devança ses ambassadeurs, et il se rendit à Amsterdam quinze jours avant eux.

A deux lieues de cette ville est Sardam, gros village, peuplé, riche, où l'on construisoit alors beaucoup de vaisseaux. Sardam méritoit sa curiosité. Il y vint vêtu en pilote, comme un artisan qui cherche de

l'ouvrage, ou plutôt comme un paysan qui veut apprendre un métier. Il se fit inscrire dans le rôle des charpentiers, sous le nom de Pierre Michaelof. On l'appeloit communément *Peterbas*, c'est-à-dire, maître Pierre. Il travailloit comme les autres ouvriers : il vivoit des mêmes nourritures. Quand on sut que Peterbas étoit le czar, les ouvriers voulurent le traiter avec respect : mais ce n'étoit pas lui faire la cour : il fallut continuer de l'appeler Peterbas, et de le traiter en compagnon. Il apprit la construction de toutes les parties d'un vaisseau : il devint excellent charpentier, bon pilote, il prit quelque connoissance de géométrie, et il fit un vaisseau de soixante pièces de canon.

Ne pouvant guère apprendre en Hollande que la pratique de ces choses, il desiroit d'aller en Angleterre pour en approfondir la théorie. Le roi Guillaume qu'il vit à la Haye, et qu'il vit sans cérémonie, lui donna son yacht et deux vaisseaux de guerre pour passer à Londres. Le czar y vécut comme dans le village de Sardam. Il se perfectionna dans les mathématiques : il construisit,

suivant la méthode anglaise, un vaisseau, qui fut un des meilleurs voiliers : il donna son attention à tous les métiers, à tous les arts : il étudia l'astronomie, la physique, l'anatomie, il fit même des opérations de chirurgie.

Il engageoit à son service des officiers, des mathématiciens, des ingénieurs, des matelots, des artisans de toute espèce. Il savoit les choisir lui-même. C'est ainsi qu'il faisoit passer en Russie les arts de l'Angleterre et de la Hollande. Schérémétof, son ambassadeur en Italie, parcouroit, dans le même dessein, les principales villes. Le czar au reste avoit grand besoin de transporter des étrangers instruits dans ses états : car, excepté le prince Sibirski, qui étoit son émule, les autres Russes profitèrent peu de leurs voyages. Un comte Gollovin, dont Pierre estimoit la valeur, passa quatre ans à Venise à fumer sans sortir de sa chambre, de peur de voir et d'apprendre quelque chose.

La France n'entroit point encore dans le plan des voyages du czar, parce qu'il s'étoit déclaré contre le parti du prince de

Conti. Il alla à Vienne pour étudier la discipline militaire des Allemands, et pour se concerter avec l'empereur contre le Turc, leur ennemi commun. Il étoit sur le point de passer à Venise, lorsqu'il apprit que les strélitz s'étoient révoltés.

Ce n'étoit pas sans murmures que les Russes avoient vu leur souverain aller, hors de ses états, chercher des connoissances et de nouveaux usages. Ils se rappeloient la loi qui défendoit à leurs pères tout commerce avec les autres nations. Ils voyoient qu'on alloit proscrire leur barbe et leur robe longue; et ce qui les scandalisoit encore, c'est la permission que le czar avoit donnée à des Anglais de débiter du tabac en Russie: car l'église russe en condamnoit l'usage comme un péché. Ceux des boyars, qui avoient les mêmes préjugés que le peuple, et ceux même qui ne les avoient pas, entretenoient ce mécontentement général; parce qu'ils voyoient avec chagrin que des étrangers leur enlevoient tous leurs emplois.

Cette disposition des esprits donna de nouvelles espérances à la princesse

Sophie; et ses partisans répandirent tous les bruits capables d'armer la superstition contre le souverain légitime. Cependant le peuple de Moscou, contenu par les troupes étrangères, n'osoit remuer. Mais les strélitz, répandus sur les frontières de la Lithuanie, s'étoient rassemblés, et ils marchoient vers la capitale, conduits par les pappas ou prêtres, qui les avoient excités à la révolte. Les généraux Shein et Gordon, qui marchèrent au-devant d'eux, les défirent à quinze lieues de Moscou. Pierre arriva pour punir. Les châtimens furent terribles. Plus de deux mille strélitz furent exécutés à mort. Il dispersa les autres dans les provinces désertes de son empire, et il abolit presque jusqu'au nom de ce corps redoutable.

Comme les bourreaux ne pouvoient pas suffire à tant d'exécutions, le czar avoit ordonné que chaque juge seroit l'exécuteur de sa sentence. Il abattit lui-même quatre-vingts têtes. Les seigneurs de sa cour en coupèrent sans répugnance; et le Fort n'obtint qu'avec peine la permission de n'en pas couper. Quand on emploie de

pareils moyens pour policer des peuples, il faut qu'ils soient bien loin encore de pouvoir être policés, et qu'on ait bien besoin de se policer soi-même.

Peu de temps après ces exécutions, au mois de mars 1699, mourut à Moscou l'amiral le Fort. Le czar fut vivement sensible à cette perte. A qui donnerai-je ma confiance, s'écrioit-il, en répandant des larmes? j'ai perdu le meilleur ami. Il lui rendit les devoirs funèbres avec une pompe qui prouva le cas qu'il faisoit de cet homme vertueux. Il le regrettoit d'autant plus qu'il le perdoit précisément dans le temps où il lui auroit été le plus nécessaire: car il commençoit alors à s'appliquer principalement à la réforme de son peuple. Dans la vue d'accoutumer les boyars à passer par tous les grades, il n'étoit encore que lieutenant dans un régiment; et il venoit de se faire mousse, pour commencer l'apprentissage de matelot. Il n'étoit pas possible de se refuser à la discipline, dont le souverain donnoit l'exemple. Des régimens russes se formèrent sur le modèle des Allemands, dont ils prirent l'exercice, et les habits,

courts et uniformes : en même-temps des Anglais et des Hollandais préparoient tout à Woronesch pour la construction d'une flotte ; et l'ingénieur Perri, que le czar avoit amené de Londres, travailloit à la communication du Tanaïs avec le Volga.

Tout en Russie paroissoit prendre une nouvelle vie, mais c'étoit plutôt par le concours des étrangers que par l'empressement des Russes à se prêter aux vues du czar. Ceux-ci s'attachoient à leurs usages, par la haine qu'ils avoient toujours conçue pour les autres nations ; et la différence des vêtemens contribuoit à entretenir cette haine. Pierre jugea qu'il seroit avantageux qu'on ne pût pas distinguer à l'habillement un Russe d'un étranger. Voilà pourquoi il proscrivit les barbes et les habits longs. La cour obéit : il n'en fut pas de même du peuple. Il fallut mettre une taxe sur les habits longs et sur les barbes, et couper la robe et la barbe à ceux qui ne vouloient pas payer.

Les Russes avoient emprunté quelques coutumes des peuples de l'Asie. Les mariages s'y faisoient comme en Turquie et

en Perse, où l'on ne voit celle qu'on épouse qu'après que le contrat est signé. Pierre abolit cet usage. Afin d'adoucir les mœurs de ses sujets, il établit des assemblées où les mères conduisoient leurs filles, et où les hommes étoient obligés de se trouver. Il leur apprit comment ils devoient s'y comporter, et il leur dicta les lois de la bienséance et de la politesse. Enfin voulant donner de l'émulation à sa noblesse, il institua l'ordre de S. André.

Il crut devoir s'occuper encore de la réforme du clergé. Le patriarche, riche et puissant, avoit souvent abusé de son pouvoir. Les évêques s'étoient arrogé le droit du glaive : et les pappas, toujours ignorans et souvent vicieux, entretenoient les superstitions et les vices du peuple. Le patriarche Adrien étant mort, Pierre abolit le patriarchat. Il établit un synode pour veiller à la discipline ecclésiastique, et à tout ce qui concerne la religion ; et ce synode le reconnut pour juge suprême. Ainsi, sans prendre le titre de chef de l'église, il le devint en effet.

Les prêtres séculiers se marient en Russie:

il faut même qu'ils se marient au moins une fois, et les moines seuls sont obligés au célibat. Afin que ce célibat fût moins nuisible à la population du pays, déjà trop dépeuplé, le zar ordonna qu'on n'entreroit dans les cloîtres qu'à l'âge de cinquante ans. Ses successeurs n'ont pas sans doute jugé ce réglement aussi nécessaire, puisqu'ils n'y ont pas tenu la main.

Les Russes commençoient l'année au premier septembre. Pierre ordonna qu'elle commenceroit au premier janvier; et ce changement fut célébré par un jubilé, au mois de janvier 1700. Le czar n'adopta pas la correction du calendrier fait en 1582, par le pape Grégoire XIII, parce qu'alors les Anglais la rejetoient. Depuis, les Anglais et tous les protestans l'ont adoptée. Aujourd'hui les Russes s'en tiennent seuls au vieux style, et quand ils comptent le premier janvier, nous comptons le onze.

Par le traité de Carlowitz; du 26 janvier 1699, la république de Pologne l'empereur et les Vénitiens, avoient fait une paix avantageuse, et imposé des conditions dures

à la Porte Ottomane. Mais quoique le czar Pierre restât maître d'Asoph, place importante qui pouvoit donner l'empire de la mer Noire, il n'avoit obtenu qu'une trève de deux ans, et il se voyoit en danger d'avoir à soutenir seul toutes les forces du grand-seigneur. Il ouvrit donc une nouvelle négociation, et il obtint une trève de trente ans : n'ayant alors plus rien à craindre de ce côté, il s'occupa des projets qu'il formoit sur la mer Baltique.

Le commerce par mer avec la Russie ne se faisoit que par Archangel. Il falloit tourner la Norwège, la Laponie, et entrer dans la mer Blanche, qui étoit gelée, la plus grande partie de l'année. Si, par conséquent, le czar vouloit s'ouvrir un commerce plus facile, il lui importoit d'avoir des ports sur la mer Baltique: or, il n'en pouvoit pas avoir, s'il ne conquéroit pas des provinces sur les Suédois. Il est vrai que la conjoncture paroissoit favorable; car le jeune roi, qui étoit sur le trône de Suède, donnoit de lui des idées peu favorables. Pierre fit une ligue avec les rois de Danemarck et de Pologne, et ces trois

princes projetèrent d'enlever à la Suède toutes les provinces qu'elle possédoit au-delà de son continent.

Il me semble que le czar, voulant civiliser ses peuples, auroit dû se méler moins dans les querelles de l'Europe. Il est vrai que pour avoir un commerce plus libre avec l'étranger, il avoit besoin d'acquérir des ports sur la mer Baltique; mais avant de penser à ce commerce, il falloit s'occuper des moyens de faire fleurir l'agriculture, et achever de policer ses peuples. Or une trop grande communication avec l'Europe étoit moins propre à policer les Russes, qu'à leur faire prendre les vices des nations policées.

Il avoit encore mal pourvu à sa sûreté en abolissant jusqu'au nom des strélitz. Il devoit prévoir que la nouvelle garde qu'il avoit créée, s'arrogeroit le même pouvoir, en abuseroit également; et penser qu'un prince n'est jamais plus puissant, que lorsqu'il n'a pas besoin de gardes pour être obéi. C'est donc le despotisme qu'il devoit abolir : il falloit apprendre aux Russes à se donner des lois. Le czar n'y a pas pensé.

Il auroit pu observer dans l'histoire les avantages et les vices des différens gouvernemens, et c'est ainsi qu'il pouvoit chercher à s'instruire. Les nations de l'Europe, mal gouvernées et corrompues, ne pouvoient que le jeter dans l'erreur. Leur politesse et leurs arts n'étoient pas ce qu'il falloit aux Russes. S'il y eût eu quelque part un pays bien gouverné, je conviens qu'il eût été plus court de l'étudier. Le czar eût donc bien fait d'y aller, et les autres princes de l'Europe auroient dû y voyager à son exemple.

CHAPITRE III.

De la Suède, du Danemarck et de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septième siècle.

CHRISTINE, fille unique du grand Gustave, monta sur le trône à l'âge de six ans, en 1632. Elle montra de bonne heure une passion singulière pour l'étude. Elle passoit les jours et les nuits à lire ; et il n'y avoit point de sciences qu'elle ne voulût dévorer. Les savans en parloient comme d'un prodige de savoir : mais les savans parloient d'une reine. Ils admiroient qu'elle eût appris jusqu'à huit langues, et qu'elle les parlât presque toutes avec la même facilité. Il me semble cependant qu'un esprit, fait pour les vraies connoissances, doit apprendre moins de mots. J'ajouterai même que jamais homme n'a su huit langues également bien, quoiqu'on en puisse savoir un plus grand nombre également mal. C'est même assez d'en

savoir une, si savoir c'est entendre et parler avec goût : dans ce sens, on ne sait bien que sa langue, encore faut-il l'avoir beaucoup étudiée.

Christine recherchoit les savans avec la même passion qu'elle cultivoit les sciences. Elle auroit voulu les attirer dans ses états, ou du moins elle vouloit être en commerce de lettres avec eux. Dans la liste néanmoins de ceux qui ont mérité son attention, on trouveroit bien des noms aujourd'hui inconnus. Quoi qu'il en soit, son goût vif pour l'étude fut jugé d'un bon augure, parce qu'on présuma qu'elle n'oublieroit pas d'apprendre la science de régner.

Déclarée majeure à seize ans, elle gouverna par elle-même, assistant à tous les conseils, travaillant avec ses ministres, donnant audience à ceux des cours étrangères, lisant elle-même les dépêches de ses ambassadeurs, ou s'en faisant faire au moins le rapport. Cependant elle ne renonçoit pas à ses études favorites. Il est vraisemblable qu'elle regrettoit les momens qu'elle étoit obligée de leur dérober. Son goût pour les lettres lui faisoit desirer

le repos; et elle vouloit la fin d'une guerre, qui ne lui permettoit pas de prodiguer ses bienfaits aux savans. Elle hâta donc la conclusion du traité de Westphalie. Sans ses ordres absolus, ses deux plénipotentiaires ne se seroient jamais accordés, et le chancelier Oxenstiern auroit fait durer la guerre.

La paix donnée à l'Europe est la plus belle partie de la vie de Christine: mais cette princesse ne soutint pas long-temps la réputation qu'elle venoit d'acquérir; parce qu'avec beaucoup de ce qu'on appelle esprit, elle avoit tous les caprices d'une tête mal faite, qui se pique de philosophie, et ses caprices ruinoient l'état. Les finances se dissipoient en livres, en tableaux, en statues, en meubles, en bijoux; en profusions faites sans discernement aux étrangers qu'elle attiroit auprès d'elle; en ballets, en fêtes, en magnificences de toute espèce. On voyoit à sa cour, qu'elle vouloit rendre une des plus brillantes, des favoris qu'elle avoit enrichis, en aliénant les domaines de la couronne; des jeunes gens sans capacité, qui occupoient les premières charges à l'ex-

clusion des anciens sénateurs ; et parmi quelques hommes de mérite, beaucoup de pédans hérissés de grec et de latin. Elle paroissoit régner pour ses fantaisies, plutôt que pour ses peuples. Cependant le trésor se trouvoit épuisé; on n'acquittoit pas les dettes contractées pendant la guerre : les troupes étoient mal payées, et la marine mal entretenue.

La conduite de Christine excita des murmures. Les grands et le peuple commençoient à se lasser de son gouvernement, et elle se lassa elle-même de régner. Embarrassée des rênes qu'elle tenoit mal, elle étoit encore vivement sollicitée à s'engager dans de nouvelles chaînes : la nation demandoit qu'elle se mariât. Mais le célibat, dans une vie privée, lui paroissoit préférable à la couronne ; parce qu'elle ne soupiroit qu'après les momens où elle pourroit s'occuper sans contrainte des sciences qu'elle croyoit avoir apprises. Il y avoit d'ailleurs entre les ordres de l'état des sujets de dissention qui lui faisoient craindre de ne pas jouir d'un règne assez tranquille. Enfin elle étoit dégoûtée du climat de Suède,

et elle desiroit de vivre sous un plus beau ciel. Elle étoit donc malheureuse sur le trône, et elle demandoit souvent en quoi consiste le bonheur. Ses savans auroient pu lui répondre : à régner autrement que vous ne faites; mais ils dissertoient, et se perdoient en raisonnemens; comme ces philosophes grecs, qui cherchoient le bonheur dans des siècles où toute la Grèce étoit misérable.

Dans les états assemblés, en 1650, Christine fit connoître pour son successeur Charles Gustave, fils de Jean Casimir, comte Palatin du Rhin, et de Catherine, fille de Charles IX, et sœur du grand Gustave. C'est ce prince que nous avons vu, à la tête des troupes suédoises, assiéger Prague en 1684. Il s'étoit flatté d'épouser la reine de Suède : mais elle avoit toujours éludé, et par sa dernière disposition, elle paroissoit avoir ôté à ses sujets tout prétexte d'exiger qu'elle se mariât.

Charles Gustave se conduisit avec toute la circonspection possible, vivant à la campagne, venant rarement à la cour, et paroissant moins desirer de régner, à mesure

qu'il approchoit plus du trône. Cependant il gagnoit l'affection des peuples, et les grands s'attachoient à lui. On continuoit donc de presser Christine à choisir un époux: c'étoit lui dire de se donner un maître dans Charles Gustave.

Ce fut alors qu'elle déclara le dessein qu'elle formoit d'abdiquer depuis quelque temps. Elle chargea le grand maréchal et le chancelier de faire connoître sa résolution au prince Palatin, qui les chargea lui-même de l'engager à conserver la couronne. Peut-être que considérant combien l'état étoit obéré, il ne refusoit qu'afin de ne pas traiter avec la reine, qui auroit pu se réserver de trop grands revenus et de trop grands droits. Dans la supposition qu'elle vouloit sincèrement abdiquer, il aimoit mieux attendre qu'elle eût déposé la couronne entre les mains des états. Le caractère de cette princesse et le mécontentement général de la nation pouvoient lui faire prévoir qu'elle seroit forcé à prendre tôt ou tard ce parti; et alors il étoit assuré d'obtenir le trône à des conditions moins désavantageuses.

Ce refus ne parut pas avoir fait changer le dessein que la reine avoit pris. Elle vint au sénat le 25 octobre 1651, et déclara sa volonté ferme et irrévocable d'abdiquer entre les mains du prince Palatin. Il est naturel d'opposer de la résistance à une pareille proposition. On ne sait jamais si elle est bien sincère : elle pourroit n'être qu'un piége, et on craindroit d'avoir mal fait sa cour, si on paroissoit l'accepter trop facilement. Les sénateurs s'y refusèrent donc. Ils sollicitèrent vivement Christine à ne pas abandonner les rênes du gouvernement; et ils firent bien, puisqu'elle se rendit à leurs prières. Elle mit seulement pour condition qu'on ne lui parleroit plus de mariage; ce qui lui fut accordé.

Vers ce temps, un nouveau favori la dégoûta tout à-fait des sciences : c'étoit un nommé Macon, médecin français, qui se faisoit appeler Bourdelot, du nom de sa mère; parce que Bourdelot son oncle maternel, avoit commenté du grec et du latin, et qu'un nom de commentateur étoit un titre dans cette cour : ignorant, même

dans son métier, il crut donc qu'avec le nom de Bourdelot, il seroit bien accueilli. Il ne se trompa pas. Il eut en effet toute la confiance de Christine. Alors il lui persuada que les maladies auxquelles elle étoit sujette, venoient uniquement de sa grande application à l'étude et aux affaires; et qu'elle rétabliroit sa santé, lorsqu'elle ne s'occuperoit que d'amusemens et de plaisirs. Il jeta des ridicules sur les savans qui n'y prêtoient que trop; et il n'oublia pas de lui dire que les Français méprisoient les femmes qui vouloient paroître savantes. Alors la reine laissa ses livres, reçut froidement les savans ou même les écarta.

Bourdelot, vain, insolent et railleur, eut bientôt pour ennemis, les médecins, les gens de lettres et les grands, qui se voyoient obligés de faire la cour à un étranger, sans nom et sans mérite. Christine n'en fut que plus prévenue pour son favori. Elle en parloit comme du plus grand homme en tout genre. Elle le consultoit sur les affaires d'état: elle en raffoloit au point, que dans ses maladies, elle feignoit de se bien

bien porter, ne voulant pas qu'on crût qu'elle pût être malade, tant qu'elle auroit un si grand médecin.

Cependant Antonio Pimentel, envoyé d'Espagne, supplanta ce favori. Bourdelot ne fut plus qu'un homme fort commun, un mauvais médecin, et on le renvoya. Le ministre espagnol avoit gagné la confiance de la reine par des flatteries. Il louoit son esprit, ses connoissances, l'éclat de sa majesté; et il lui avoit rendu tout son goût pour les sciences.

La légèreté de Christine indisposoit de plus en plus les Suédois, à qui d'ailleurs la faveur de Pimentel étoit odieuse, lorsque cette princesse déclara qu'elle ne connoissoit plus le duc de Bragance pour roi de Portugal, qu'elle le regardoit comme un usurpateur, et qu'elle vouloit que le résident de ce prince sortît de ses états. Cette démarche qu'elle fit par complaisance pour le ministre espagnol, étoit trop contraire à la politique que la Suède avoit tenue jusqu'alors, pour ne pas offenser le sénat. Mais il se consola par l'espérance de se voir bientôt délivré du gouvernement d'une princesse

aussi capricieuse. Car elle parloit alors d'abdiquer ; elle y paroissoit tout-à-fait résolue ; et on n'étoit pas moins déterminé à la prendre au mot.

Le 21 mai 1654, quelques jours après avoir donné ses ordres au résident de Portugal, elle ouvrit à Upsal l'assemblée des états, par un discours dans lequel elle déclara qu'elle abdiquoit la couronne. Après quelque résistance, qu'il convenoit de faire, on accepta son abdication ; et on lui assura un revenu de deux cent mille risdales sur des domaines qu'elle demandoit en souveraineté, et qu'on ne lui accorda qu'en apanage.

Avant d'abdiquer, elle avoit envoyé en Allemagne tout ce qu'elle avoit de plus précieux dans ses palais : on assure qu'elle enleva pour plus de six millions d'effets, en pierreries, en bijoux, en tableaux, en vaisselle d'or et d'argent, et en meubles de toute espèce. Elle ne laissa au nouveau roi que deux pièces de tapisserie et un mauvais lit.

Ne voulant avoir que des hommes à son service, elle congédia toutes ses femmes,

et partit travestie elle-même en homme. Elle franchit un petit ruisseau, qui sépare la Suède du Danemarck, en s'écriant : *Me voilà enfin en liberté et hors de Suède où j'espère ne retourner jamais.* Elle abjura le luthéranisme, s'établit à Rome, et fit deux voyages en France et en Suède. Mais le reste de la vie de cette femme extraordinaire, qui n'avoit plus que le titre de reine, intéressoit peu l'Europe, et ne doit pas nous intéresser davantage. Elle mourut à Rome en 1689. Elle a été louée par les gens de lettres, qui l'ont mise à côté des plus grands monarques : il eût mieux valu être loué par les paysans de Suède.

Lorsque Charles X voulut connoître l'état des finances, il trouva les revenus si engagés, qu'il ne lui restoit que deux millions quatre cent mille livres; et cependant il étoit chargé de plus de trente millions de dettes : somme considérable pour ce temps-là, et sur-tout pour la Suède, où l'argent étoit rare. Afin de remédier à cet épuisement des finances, les états convinrent de réunir à la couronne la quatrième

partie du domaine que Christine avoit aliénée.

Comme les descendans de Sigismond, à qui Charles IX avoit enlevé la Suède, régnoient encore en Pologne, il y avoit toujours des sujets de guerre entre les deux couronnes: et Jean Casimir V, alors roi de Pologne, venoit de protester contre les dispositions de Christine. Charles X, né pour la guerre, ne demandoit qu'un prétexte pour armer. Il craignoit de laisser amollir les Suédois par un trop long repos: il étoit appelé en Pologne par un parti mécontent du gouvernement: saisissant donc cette conjoncture, il conquit rapidement ce royaume; et pendant que Casimir, abandonné de sa noblesse et de son armée, fuyoit en Silésie, il marcha contre l'électeur de Brandebourg, qui s'étoit rendu maître de la Prusse-Ducale, et eut encore des succès.

Mais la Pologne est aussi difficile à conserver, qu'elle est facile à conquérir. Les Polonais reprirent les armes pour chasser les Suédois. L'Europe, alarmée des progrès de Charles Gustave, remua pour lui susciter des ennemis: le Danemarck arma

contre lui. Les Russes firent une division, et les Tartares vinrent au secours des Polonais. Casimir fut rétabli presque aussi vite qu'il avoit été détrôné. Les Suédois, enveloppés de toutes parts, périrent sous le fer de leurs ennemis. Charles qui étoit en Prusse, revint pour remporter une victoire inutile. Le froid et la disette lui enlevèrent la plus grande partie de son armée.

Charles fit alors alliance avec l'électeur de Brandebourg et avec Ragotski, prince de Transilvanie. Les secours qu'il retira de ces alliés ne lui conservèrent pas la Pologne. Dans l'impuissance de la défendre pour le moment, il se flatta de la pouvoir reconquérir, lorsqu'il auroit vaincu le roi de Danemarck. Il tourna donc ses armes de ce côté, quoiqu'on fût dans le cœur de l'hiver. A la faveur des glaces, il se rendit maître de plusieurs îles; et il menaçoit déjà Copenhague, qui ne paroissoit pas en état de soutenir un long siége.

Frédéric III, fils de Christian IV, qui régnoit pendant la longue guerre terminée par le traité de Westphalie, étoit alors sur le trône de Danemarck. Dans la situation

critique où il se trouvoit, la nécessité lui fit la loi; et il demanda la paix, qu'il n'obtint qu'à des conditions dures.

Une pareille paix n'étoit pas assurée. La violence faite à Frédéric pouvoit être pour ce prince un prétexte de la rompre; et il y avoit lieu de présumer qu'il n'attendroit qu'un moment favorable. Charles voulut le prévenir : comme il connoissoit l'état de foiblesse où étoit alors le Danemarck, et que d'ailleurs il jugeoit qu'un ennemi, qui se reposoit sur la foi des traités, étoit facile à surprendre, il se promettoit les plus grands succès. Il fit donc ses préparatifs, sans déclarer ses desseins; et entrant tout-à-coup dans le Danemarck, il mit le siége devant Copenhague.

Il étoit de l'intérêt de la république de Hollande de maintenir l'équilibre entre la Suède et le Danemarck; car son commerce eût été en danger, si l'une des deux puissances eût prévalu sur la mer Baltique. Elle travailloit en conséquence à établir entre elles une paix durable. Mais, lorsqu'elle apprit la situation de Frédéric, elle fit partir une flotte, qui, après un combat

où les deux partis s'attribuoient la victoire, eut cependant l'avantage de faire entrer dans Copenhague deux mille hommes avec une grande quantité de provisions.

La France et l'Angleterre se joignirent à la Hollande pour forcer les deux rois à la paix. Des flottes anglaises et hollandaises appuyèrent la négociation. On tint plusieurs conférences ; mais Frédéric vouloit obtenir de meilleures conditions que celles du dernier traité, et Charles vouloit conserver toutes ses conquêtes. D'ailleurs ces deux monarques, également fiers et intrépides, voyoient avec chagrin que des puissances étrangères entreprissent de leur faire la loi.

Comme la négociation n'avançoit pas ; les Anglais se retirèrent ; et les Hollandais, s'étant joints aux Danois, attaquèrent l'île de Fionie. Ils remportèrent une victoire complète. De sept mille hommes, qui composoient l'armée suédoise, il n'échappa que les deux généraux : tout le reste fut pris ou tué. Il semble que les Hollandais n'avoient plus qu'à passer dans l'île de

Zéeland pour en chasser les Suédois; mais ils craignirent apparemment d'affoiblir trop le roi de Suède, et ils se retirèrent dans le port de Lubeck. Les négociations continuoient cependant, quoique sans succès; et Charles faisoit de nouveaux préparatifs, lorsque la mort mit un terme à ses projets, le 23 février 1660. Les Suédois le regrettèrent. C'est un héros qu'ils admiroient, et pour lequel ils auroient tout sacrifié. Il méritoit d'inspirer ces sentimens à un peuple brave et guerrier ; mais il laissoit beaucoup d'ennemis à la Suède, qu'il avoit épuisée d'hommes et d'argent. A force d'avoir des héros sur le trône, il viendra un jour où les Suédois reconnoîtront qu'il est une autre gloire que celle des armes.

Charles XI, fils de Charles Gustave, n'avoit que cinq ans. Après avoir confirmé les principales dispositions du dernier roi, concernant la tutelle et la régence, les états songèrent à terminer la guerre. Le besoin qu'on avoit de la paix de part et d'autre, applanit les difficultés : le traité fut conclu

dans le couvent d'Oliva, aux environs de Dantzick. La Suède jouit enfin de plusieurs années de repos.

Depuis que le clergé danois avoit été abaissé par le changement de religion, les nobles s'étoient rendus très-puissans. Ils s'attribuoient tous les honneurs, tous les titres, tous les emplois : ils étendoient leurs prétentions sur la prérogative royale : et ils refusoient de contribuer aux taxes. Cependant les ecclésiastiques, les bourgeois et les paysans, vexés par des gentilshommes qui se regardoient comme autant de souverains, ne pouvoient pas porter seuls toutes les charges. La dernière guerre avoit été fort dispendieuse. On ne pouvoit congédier l'armée faute d'argent. Le soldat, qu'on ne payoit pas, vivoit de licence. Il étoit donc plus juste que jamais, que tous les ordres contribuassent aux besoins de l'état. Frédéric, voulant remédier aux calamités publiques, convoqua les états-généraux à Copenhague.

Quand on parla d'imposer les nobles, ils se soulevèrent, comme s'ils eussent été d'une autre espèce que le peuple, qu'ils

traitoient d'esclave. Mais autant ils étoient haïs, autant Frédéric III étoit aimé. Le clergé se réunit au peuple; et pour secouer le joug de leurs tyrans, ils résolurent de confier au roi une autorité absolue, et de rendre le trône héréditaire dans sa famille. Cette révolution fut conduite avec tant de concert, que les nobles se soumirent sans résistance. Depuis ce temps, les rois de Danemarck se sont occupés avec succès des moyens d'opprimer la noblesse : ils ont favorisé le clergé qui a contribué et qui contribue encore à leur puissance. Maîtres de ce corps par les graces qu'ils lui accordent, ils sont toujours sûrs d'en disposer, parce qu'ils font les chefs de la religion. C'est un des fondemens de leur autorité, qu'ils ont toujours à leur solde. Enfin ils n'appréhendent plus rien de la part du peuple, parce qu'il a perdu tout sentiment de liberté. Ceux qui étoient libres avant la révolution, ne le sont plus; et les paysans qui étoient esclaves le sont encore.

La Pologne étoit toujours troublée. Les guerres civiles lassèrent enfin la constance de Jean Casimir. Il abdiqua en 1668, et

se retira en France, où Louis XIV lui donna plusieurs abbayes. Il est le dernier prince de la maison de Gustave-Wasa. Après lui les Polonais élurent, en 1669, Michel-Coributh Viesniowiecki, grand maréchal du royaume.

La guerre recommençoit alors dans le nord. Car ce fut en 1677 que Charles XI, s'étant allié avec Louis XIV eut tout-à-la-fois pour ennemis l'électeur de Brandebourg, la Hollande, l'évêque de Munster, le duc de Luxembourg et le roi de Danemarck, Christian V, fils et successeur de Frédéric III. Cette guerre fut une longue suite de malheurs. Si la Suède recouvra les provinces qu'elle avoit perdues, elle le dut aux succès des armes de la France. Mais cette restitution ne réparoit pas l'épuisement où elle se trouvoit. Les puissances du nord prirent peu de part à la guerre de 1678.

Depuis la paix conclue en 1679, Charles XI ne travailla qu'à rendre son autorité absolue. Il y réussit. En 1682, il établit que la couronne seroit héréditaire dans sa maison, et que les femmes succé-

deroient au défaut de la ligne masculine. Il fit ces réglemens dans l'assemblée des états, qui n'osèrent résister: il les assura par les alliances qu'il contracta au-dehors, et par la police qu'il maintint au-dedans. Il mourut en 1697, laissant un fils qui sera la gloire et le fléau de la Suède, le héros Charles XII. Les conférences de Riswyck avoient commencé sous la médiation de Charles XI, elles finirent sous celle de Charles XII. Ce jeune prince commença son règne, en donnant la paix à l'Europe: il cherchera bientôt une autre gloire.

« A son avénement, non-seulement il » se trouva maître absolu et paisible de la » Suède et de la Finlande; mais il ré- » gnoit encore sur la Livonie, la Carélie, » l'Ingrie; il possédoit Wismar, Wibourg, » les îles de Rugen, d'Oesel et la plus » belle partie de la Poméranie, le duché » de Brême et de Verden: toutes con- » quêtes de ses ancêtres, assurées à son » trône par une longue possession, et par » la foi des traités solemnels de Munster » et d'Oliva soutenus par la terreur des » armes suédoises. »

Mais tant de puissance ne paroissoit pas devoir effrayer, quand on songeoit à l'âge de Charles XII, qui n'avoit que quinze ans, et au peu de talens qu'il montroit pour gouverner un royaume. « Il n'avoit, à la » vérité, dit M. de Voltaire, que je viens » de citer, aucune passion dangereuse. Mais » on ne voyoit dans sa conduite que des » emportemens de jeunesse et de l'opiniâ- » treté. Il paroissoit inappliqué et hautain. » Les ambassadeurs qui étoient à sa cour, » le prirent même pour un génie médiocre, » et le peignirent tel à leurs maîtres. La » Suède avoit de lui la même opinion ; » personne ne connoissoit son caractère ; » il l'ignoroit lui-même, lorsque des » orages, formés tout-à-coup dans le » nord, donnèrent à ses talens cachés » l'occasion de se déployer ». Remontons à l'origine de ces différends.

Lors de la dissolution de l'union de Calmar, en 1448, les Danois élurent pour leur roi Christian I, de l'ancienne maison d'Oldenbourg (1), neveu d'Adolphe, duc

(1) Elle est une de celles qui prétendent descendre du célèbre Witikind.

de Sleswick, et de Holstein-Gottorp. Quelques années après, ce prince hérita de ces duchés par la mort de son oncle. En 1481, Jean, son fils aîné, lui succéda sur le trône de Danemarck, et les duchés de Sleswick et de Holstein furent le partage de Frédéric, son second fils. Celui-ci fut choisi par les Danois, lorsqu'en 1523, ils déposèrent le Néron du nord, Christian II, qui avoit succédé à Jean son père; et par un réglement qui fut fait à cette occasion, les duchés de Sleswick et de Holstein furent réunis à la couronne de Danemarck.

Lorsqu'après de longs troubles, Christian III eut recueilli toute la succession de Frédéric, son père, il voulut la partager avec Jean et Adolphe, deux frères qu'il aimoit, et il leur céda en 1544 les duchés de Holstein et de Sleswick. Les états protestèrent contre ce démembrement, qui étoit contraire aux réglemens faits à l'avénement de Fréderic I. Mais le roi ne pouvant abandonner ses desseins généreux, crut parer à tout, en déclarant qu'il y auroit une union perpétuelle des duchés de

Sleswick et de Holstein avec le royaume, et que le premier demeureroit un fief de la couronne.

Il eût été facile de prévoir que cette disposition seroit une source de querelles entre les ducs qui tenteroient de se rendre indépendans, et les rois qui voudroient recouvrer des domaines aliénés. La générosité de Christian III troubla tout le nord. Les guerres, suspendues par des traités, recommencèrent à plusieurs reprises, et ne parurent terminées qu'en 1689 à Alténa, par la médiation et sous la garantie de l'empereur Léopold, et des électeurs de Saxe et de Brandebourg. Le duc de Holstein-Gottorp fut rétabli dans tous ses états, conformément aux traités de Roschild et de Copenhague.

Les rois de Suède étoient les alliés naturels des ducs de Holstein; et Charles XII venoit de contracter une nouvelle alliance avec le jeune duc Frédéric, auquel il avoit donné sa sœur en mariage. Se voyant donc appuyé de la Suède, le duc de Holstein ménagea moins le roi de Danemarck: Mais Frédéric IV, qui sur ces entrefaites succédoit

à Christian V, son père, ne jugea pas que l'alliance de Charles XII rendît le duc de Holstein beaucoup plus redoutable. Il commença les hostilités en 1699 : il négocia avec la Pologne et la Russie ; et ce fut alors que ces trois couronnes formèrent une ligue contre la Suède.

Jean Sobieski étoit mort en 1696. Le prince de Conti, qui avoit été élu, ainsi que Frédéric Auguste, le 27 juin de l'année suivante, avoit été forcé d'abandonner ses droits, presque aussitôt qu'il les eut acquis. La France étoit trop éloignée de la Pologne pour la soutenir. D'ailleurs épuisée par la guerre que le traité de Riswyck termina quelques mois après, comment auroit-elle pu lui donner tous les secours nécessaires en hommes et en argent ? Auguste, au contraire, soutenu par une armée russe et par les troupes de son électorat, força les suffrages qui refusoient de se rendre à lui, et fut généralement reconnu. Cependant, les troubles qui ne cessèrent que l'année suivante, pouvoient renaître. Auguste crut donc avoir besoin de conserver son armée saxone : mais il

falloit un prétexte afin de ne pas répandre l'alarme parmi la noblesse polonaise, jalouse de sa liberté. Il crut le trouver dans la guerre qu'il projetoit contre la Suède ; d'autant plus qu'à son avénement, il avoit promis de faire ses efforts pour reçouvrer les provinces que la république avoit perdues. Il se proposoit, sur-tout, la conquête de la Livonie. Elle lui paroissoit facile : car les Livoniens, que Charles XI avoit dépouillés de leurs priviléges et d'une partie de leurs biens, ne demandoient qu'à secouer le joug. Une circonstance augmentoit encore la haine qu'ils avoient conçue pour le despotisme des rois de Suède. Patkul avoit été député par la noblesse pour porter aux pieds du trône les plaintes de la province. Il fut d'abord écouté. Charles XI applaudit même au zèle avec lequel il avoit parlé pour sa patrie. Mais peu de jours après, il le fit condamner à mort, comme criminel de lèze-majesté. Patkul, qui eut le bonheur d'échapper, s'enfuit en Pologne. Lorsqu'il cherchoit à se venger et à délivrer sa patrie, il eut l'occasion d'être présenté au roi Auguste ; et il lu

persuada combien il lui seroit facile de conquérir la Livonie, défendue par un roi enfant, que toute l'Europe méprisoit. Tels sont les motifs qui engagèrent le roi de Pologne à s'unir au czar Pierre et à Frédéric IV, roi de Danemarck.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De Charles XII et du czar Pierre jusqu'en 1708.

Le gouvernement de Suède étoit alarmé des préparatifs que faisoient les puissances ennemies. On étoit sans généraux; et on n'avoit pour roi qu'un jeune prince, qui « n'assistoit presque jamais dans le conseil » que pour croiser les jambes sur la table; » distrait, indifférent, il n'avoit paru » prendre part à rien. » Mais il se montra tout autre, lorsqu'en sa présence on délibéra sur le danger où l'on étoit, et qu'on parla de détourner la tempête par des négociations. Se levant tout-à-coup avec l'air de gravité et d'assurance d'un homme supérieur qui a pris son parti. « Messieurs, » dit-il, j'ai résolu de ne faire jamais une

» guerre injuste ; mais de n'en finir une » légitime que par la perte de mes ennemis; » ma résolution est prise ; j'irai attaquer » le premier qui se déclarera ; et quand je » l'aurai vaincu, j'espère faire quelque » peur aux autres ». Sa confiance se communiqua au conseil étonné, et la guerre fut résolue.

Les exercices violens, que Charles XII aimoit, lui avoient fait une constitution vigoureuse. Il cherchoit le danger dans la chasse, où les autres cherchent l'amusement. Luttant, pour ainsi dire, avec les ours, il les combattoit avec un bâton, et il n'étoit garanti que par un filet tendu à deux arbres. Il paroissoit passionné pour Alexandre et pour César, qu'il vouloit prendre pour modèles ; et le goût avec lequel il avoit lu Quinte-Curce pouvoit faire présager ce qu'il seroit un jour. Il le fit mieux voir encore, lorsqu'il eut résolu de se préparer à la guerre : car il renonça aux amusemens, au faste, à la table, aux femmes, au vin, en un mot, à tout ce qui peut distraire ou amollir l'ame. Il vouloit donner l'exemple à ses soldats, qu'il se

proposoit de contenir dans la discipline la plus rigoureuse. Tel étoit Charles XII à dix-huit ans, lorsqu'au mois de mai de l'année 1700, il tourna ses armes contre le Danemarck. Sa flotte se joignit aux escadres d'Angleterre et de Hollande. Ces deux républiques avoient garanti le traité d'Alténa; et comme elles craignoient la trop grande puissance du roi de Danemarck, qui auroit pu se rendre maître de la mer Baltique, elles avoient envoyé des secours au duc de Holstein, qui succomboit sous les forces de Frédéric IV.

La flotte danoise ayant évité le combat, Charles XII s'approcha assez près de Copenhague pour y jeter quelques bombes. Aussitôt il se proposa de faire une descente et d'assiéger cette capitale par terre, tandis qu'elle seroit bloquée par mer. Tout lui réussit. Alors il fit dire au roi de Danemarck, qui étoit dans le Holstein, qu'il ne faisoit la guerre que pour l'obliger à la paix; et que s'il ne rendoit justice au prince qu'il opprimoit, il verroit Copenhague détruite, et tout son royaume mis à feu et à sang. Il fallut subir la loi. Le duc de Holstein

fut indemnisé des frais de la guerre. Charles satisfait d'avoir secouru son allié, ne réserva rien pour lui; et cette guerre fut terminée en moins de six semaines.

Précisément dans le même temps, le roi de Pologne, désespérant de prendre Riga que le comte de Dahlberg défendoit, leva le siége qu'il avoit mis devant cette place. Charles marcha contre Pierre Alexiowitz qui ravageoit l'Ingrie à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes. Le czar venoit de publier un manifeste. Il donnoit pour raison, qu'on ne lui avoit pas rendu assez d'honneurs lorsqu'il avoit passé à Riga, où il n'avoit paru qu'incognito, et qu'on avoit vendu les vivres trop cher à ses ambassadeurs. Des hostilités sur des motifs aussi ridicules animoient d'autant plus le roi de Suède, qu'il y avoit alors à Stockholm trois ambassadeurs russes qui venoient de jurer le renouvellement de la paix. Il ne comprenoit pas qu'un législateur se fît un jeu de la foi des traités. Impatient de se venger, il marchoit moins pour faire des conquêtes, que dans l'espérance d'humilier son ennemi.

Le czar assiégea Narva au commencement d'octobre. Il avoit cent cinquante pièces de canon, plus formidables par le nombre que par la manière dont elles étoient servies. Il ne se trouvoit guère dans son armée que douze mille hommes de bonnes troupes : le reste étoit mal armé et mal discipliné. Il est évident qu'il se pressoit trop de mesurer les Russes contre des soldats aguerris. On étoit au 15 de novembre, quand il apprit que son ennemi avoit traversé la mer, et qu'il venoit au secours de Narva. Comme il se proposa de l'envelopper, il alla chercher trente mille hommes qui lui arrivoient de Pleskow. Il eût mieux fait de ne pas quitter son camp ; car ces nouvelles troupes pouvoient bien venir sans lui.

Cependant Charles, qui avoit débarqué à Pernaw, dans le golfe de Riga, avec seize mille hommes d'infanterie, et un peu plus de quatre mille chevaux, précipite sa marche, suivi de toute sa cavalerie, et de quatre mille fantassins. Un corps avancé de cinq mille hommes, qui gardoit un passage, s'enfuit à son approche.

L'épouvante se communique à vingt mille hommes qui étoient plus loin, et qui prennent la fuite. En un mot, Charles, ayant emporté tous les postes en deux jours, arrive devant le camp des ennemis, qui étoit bien retranché et bordé de cent cinquante canons. Il songe à profiter de la terreur qu'il vient de répandre, et après quelque repos il donne ses ordres pour l'attaque.

Toutes les circonstances paroissoient lui préparer la victoire. Un vent furieux soufloit une grosse neige dans le visage des ennemis, qui combattoient sans voir devant eux : la désobéissance se joignant à la frayeur, les officiers subalternes et les soldats se soulevoient contre les généraux, qui ne s'accordoient pas. En un mot, le désordre et le tumulte commençoient dans leur camp, au moment même que leurs retranchemens étoient forcés par les Suédois. Ils furent mis en déroute, sans se douter du petit nombre de leurs vainqueurs. Charles fit plus de trente mille prisonniers, dans lesquels étoit le prince de Géorgie. Il ne garda que les généraux, et il renvoya tous les officiers subalternes et tous les soldats,

soldats, après les avoir désarmés. La bataille de Narva se donna le 30 novembre 1700.

Les Russes n'imaginèrent pas avoir été vaincus par des hommes. Ils crurent que des puissances supérieures avoient combattu pour les Suédois, et ils firent des prières publiques à Saint-Nicolas, patron de la Russie, pour le prier de chasser loin de leurs frontières cette armée d'enchanteurs et de sorciers. Cette superstition augmentoit l'épouvante et promettoit de nouveaux succès. Il y a donc lieu de croire que si Charles n'eût pas donné au czar le temps de se reconnoître et de rassurer ses peuples, il l'eût défait encore et chassé jusqu'à Moscou, qui eût ouvert ses portes. Mais le desir de la vengeance, sur-tout dans un vainqueur de dix-huit ans, se règle difficilement sur la prudence. Le roi de Suède avoit humilié deux de ses ennemis, il vouloit humilier le troisième encore. Il ne paroissoit pas avoir d'autre objet. Lorsqu'il marchoit contre Pierre Alexiowitz, il écrivoit : *Je m'en vais battre les Russes : préparez un magasin à Lais. Quand*

j'aurai secouru Narva, je passerai par cette ville pour aller battre les Saxons. Il ne vouloit que battre.

Ayant reçu un renfort de quinze mille hommes, il marcha dès le printemps de 1701, du côté de Riga. Il passa la Duna à la vue des Saxons qu'il défit, soumit toute la Courlande, et entra dans la Lithuanie. Cette province étoit alors troublée par une guerre civile, dont les chefs étoient, d'un côté, les princes Sapiéha, et de l'autre, Oginski. Charles, s'étant déclaré pour les Sapiéha, se vit bientôt maître de la Lithuanie : il n'y restoit plus que des troupes dispersées, qui fuyoient devant lui. Alors, il forma le projet de détrôner Auguste.

Le gouvernement de Pologne a les mêmes vices que le gouvernement des fiefs. Il semble que les Polonais se soient étudiés à le rendre tout-à-fait anarchique. Les abus ont eu chez eux les mêmes causes que partout ailleurs, où nous en avons déjà remarqué de semblables.

Dans les siècles où les barbares ne savoient pas donner de forme à leur gouvernement, et où la licence, qu'on prenoit

pour liberté, ne permettoit pas aux souverains d'être absolus; les ducs ou rois de Pologne n'avoient d'autorité qu'autant qu'ils se faisoient plus de partisans. Ils imitèrent la politique des rois de France. Ils donnèrent des bénéfices; et après avoir démembré leur domaine, pour s'attacher les grands du royaume, ils le démembrèrent encore pour laisser un plus grand nombre de souverainetés dans leur famille. Il arriva que le souverain eut des sujets plus puissans que lui.

A mesure que la noblesse accrut sa puissance, le peuple tomba dans un esclavage plus dur; et il n'y eut plus en Pologne que des nobles et des serfs.

Casimir III, surnommé le Grand, mort en 1370, étoit le dernier d'une maison qui régnoit depuis 528 ans. Si le trône avoit paru héréditaire jusqu'alors, il redevint électif. Les nobles polonais voulant même saisir l'occasion d'assurer leurs priviléges, n'élurent Louis, roi de Hongrie, qu'après l'avoir lié par une capitulation, qu'on nomme *pacta conventa*. Cette élection est l'époque du gouvernement républicain

qui subsiste aujourd'hui. Louis est ce prince qui fit une irruption dans le royaume de Naples, pour venger la mort d'André son frère, mari de Jeanne Ière.

Ce contrat entre les sujets et le souverain paroît avoir été oublié pendant que les Jagellons ont été sur le trône; mais depuis 1573, que Henri de Valois succéda à Sigismond Auguste, le dernier des Jagellons, la république de Pologne a fait des *pacta conventa* avec tous ses rois.

Cette capitulation assure les priviléges des nobles, parce qu'ils sont assez puissans pour la faire respecter, et pour donner avant chaque élection de nouvelles limites à la prérogative royale. Souverains dans leurs terres, indépendans, ils peuvent seuls posséder les charges et les dignités. Ils règlent les impôts, ils font les lois, ils décident de la guerre et de la paix. Toujours en garde contre l'ambition du roi, ils ne souffrent pas qu'il ait des places fortes, parce qu'elles pourroient servir à les opprimer, comme à les défendre : ils ouvrent le pays à l'ennemi, pour le fermer au despotisme.

Les rois conservent cependant de grandes

prérogatives. Ils disposent des fiefs qui sont des démembremens faits autrefois au domaine de la couronne. On les nomme *starosties*, *tenutes*, ou *advocaties*, et en général *biens royaux*. Cependant on ne leur laisse pas toujours la liberté d'en disposer à leur gré. Ils nomment aux bénéfices, aux emplois civils et militaires, aux grandes charges de la couronne, et aux places qui vaquent dans le sénat. Mais ils font des graces, sans se faire des partisans; parce qu'ils ne peuvent jamais ôter ce qu'ils ont donné. Ainsi le favori qu'ils élèvent, a toujours dans son zèle vrai ou faux pour la république, un prétexte pour se soustraire au souverain.

Cette république est au reste un corps monstrueux. Avant que la grande diète s'assemble, chaque province ou palatinat délibère sur les matières qu'on y doit traiter; elle nomme ses députés ou nonces, et tient pour cela des diétines qu'on appelle *ante-comitiales*. La grande diète s'assemble ensuite; mais les lois qu'elle fait n'ont de force que dans les palatinats où elles

sont reçues, et on en délibère dans les diétines *post-comitiales*.

Or, dans chacune de ces diètes, rien ne se décide que du consentement unanime de tous les membres. Le *veto* d'un seul gentilhomme arrête toutes les délibérations, et les actes qui avoient passé unanimement sont même encore annulés. S'il y a donc quelques nobles qui veuillent troubler, et il y en a toujours, la république ne peut plus agir, ni même délibérer. Alors on forme des confédérations; les confédérés des différens partis en viennent aux mains: le vainqueur donne la loi, arrache aux diètes un consentement unanime, et tout se décide par la force. Le roi se trouve donc sans autorité, lorsqu'il n'est pas à la tête d'une faction puissante. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce gouvernement absurde que vous étudierez ailleurs. Le peu que je viens de dire, suffira pour vous faire comprendre les causes des événemens, dont j'ai à parler.

Charles XII auroit pu conquérir la Pologne, c'est-à-dire, la parcourir en

vainqueur. Mais comment auroit-il pu soumettre par la force une noblesse fière, jalouse de son indépendance, et toujours armée ? A peine seroit-il arrivé à une extrémité du royaume, qu'elle se seroit soulevée dans l'autre : il eût fallu laisser des troupes par-tout. Il auroit donc éprouvé le sort de Charles X : aussi se proposoit-il seulement de détrôner Auguste. Joignant la politique aux armes, il déclaroit qu'il n'étoit pas venu faire la guerre aux Polonais, qu'il n'avoit d'autres ennemis que les Saxons, et il offroit de protéger la république, si elle vouloit élire un nouveau roi.

Le cardinal Radjouski étoit archevêque de Gnesne, c'est-à-dire, qu'il étoit par sa place le premier des sénateurs, le primat du royaume, le légat né du saint siége, le régent de la république pendant les interrègnes, et la première personne après le roi. Ce prélat, ennemi d'Auguste, entroit dans toutes les vues de Charles XII; et il intriguoit contre son souverain, avec tous les dehors d'un grand zèle pour la paix et d'une grande charité.

Auguste n'avoit pas gagné ceux qui

s'étoient opposés à son élection, et il avoit aliéné presque tous les autres. Il n'avoit trompé personne sur les motifs qu'il avoit eu de prendre les armes contre la Suède. On convenoit bien que, par ses engagemens, il devoit saisir l'occasion de recouvrer les provinces perdues; mais on savoit aussi que, par le même article des *pacta conventa*, il avoit promis de n'entreprendre aucune guerre sans le consentement de toute la république; et que par un autre, il lui étoit défendu d'introduire des troupes étrangères dans le royaume. En lui voyant donc violer ces deux articles, on jugeoit qu'il vouloit exercer en Pologne le même pouvoir absolu qu'il exerçoit en Saxe. On concluoit que s'il eût conquis la Livonie, il auroit tenté de subjuguer la république; et on lui reprochoit d'avoir, par cette guerre, livré tout le royaume aux armes du roi de Suède. S'il eût réussi, on n'eût pas osé critiquer ainsi sa conduite. Mais dans un pays où la nature du gouvernement produit des factions, un souverain est bientôt abandonné, quand les plaintes commencent, et que les mécontens sont

assurés d'être soutenus. Les uns se flattent de trouver de nouveaux avantages dans une révolution ; les autres changent par inquiétude ; et les plus fidèles suivent le torrent, parce qu'ils se sentent trop foibles pour résister. Telle étoit et devoit être la disposition des esprits, lorsque Charles XII ne paroissoit avoir vaincu que pour protéger la république, c'est-à-dire, le parti des mécontens. Car en Pologne, la république n'est jamais que la parti le plus fort.

Dans cet état de fermentation, les palatinats demandèrent une diète au roi de Pologne. C'étoit lui prescrire de se donner des juges, plutôt que des défenseurs : mais un refus pouvoit aigrir encore les Polonais. Elle fut donc convoquée à Varsovie, pour le 2 décembre de l'année 1701. Si, dans les temps les plus tranquilles, cette assemblée a tant de peine à prendre une résolution, vous pouvez juger du tumulte avec lequel elle délibéroit dans une conjoncture qui enhardissoit tous les factieux. Les cabales qui la divisoient, entretinrent, ou même augmentèrent le mécontentement

général. Elle ne régla rien, et elle se sépara le 17 février 1702.

Elle avoit seulement arrêté qu'on enverroit une ambassade à Charles XII. Le sénat confirma ce décret. Dans l'intervalle d'une diète à l'autre, ce corps représente la nation. Il a le droit de faire provisionnellement des lois. Il est composé des évêques, des palatins gouverneurs perpétuels des provinces, des castellans gouverneurs des villes, et des grands officiers de la couronne. La dignité des palatins est la plus éminente : ils président dans leurs gouvernemens aux assemblées de la noblesse, et ils la commandent à la guerre. Les quatre grands officiers de la couronne sont chargés de tous les détails de l'administration : ils partagent entre eux toute l'autorité : ils peuvent tout, et ne dépendent du roi qu'autant qu'ils le veulent. Auguste ne put obtenir de ce sénat trop puissant la permission de se mettre à la tête de l'armée polonaise, et encore moins de faire venir douze mille Saxons.

Charles répondit aux ambassadeurs de

la république, qu'il régleroit tout lorsqu'il seroit à Varsovie, et il marcha. A son approche, Auguste s'enfuit avec un petit nombre d'évêques et de palatins, qui lui restoient attachés. Il envoya des lettres circulaires pour assembler la pospolite, c'est-à-dire, pour ordonner à tous les gentilshommes de monter à cheval et de le suivre. Mais la plus grande partie de la noblesse demeura dans ses terres. Alors il fit venir des troupes saxones, bien assuré que s'il étoit vainqueur, on n'oseroit pas lui reprocher de les avoir introduites dans les provinces de la république. Il les joignit aux Polonais liés à sa fortune, et jugeant qu'il falloit vaincre ou perdre le trône, il alla au-devant de Charles XII qui s'avançoit vers Cracovie. Les deux armées parurent en plaine auprès de Clissau. Auguste ramena trois fois ses troupes à la charge, c'est-à-dire, les Saxons; car les Polonais, qui formoient son aile droite, s'étoient enfuis dès le commencement de la bataille. Le roi de Suède gagna une victoire complète.

Quelques jours après, étant sorti de Cracovie dans le dessein de poursuivre son

ennemi, son cheval s'abattit et lui fracassa la cuisse. Cet accident le retint six semaines au lit. Le bruit courut même qu'il étoit mort. Auguste profita de cette fausse nouvelle, pour assembler à Lublin les ordres du royaume, déjà convoqués à Sandomir. Le concours y fut grand. Mais Charles, guéri de sa blessure, reprit tous ses avantages. Il assembla la noblesse à Varsovie; et pendant qu'il opposoit diète à diète, il marcha contre le reste des Saxons qu'il défit encore. Rien ne pouvoit plus lui résister. Il étoit à l'occident de la Pologne, avec l'élite de ses troupes : son grand maréchal Rheinschild commandoit un grand corps d'armée dans le cœur de ce royaume; et trente mille Suédois, sous divers généraux, arrêtoient au nord et à l'orient les efforts des Russes.

Alors le primat, qui venoit de jurer au roi Auguste de ne rien entreprendre contre lui, leva tout-à-fait le masque. S'étant rendu à Varsovie, il déclara, au nom de l'assemblée, le 14 février 1704, Frédéric Auguste électeur de Saxe, inhabile à porter la couronne de Pologne. Aussitôt le trône fut déclaré vacant d'une voix unanime.

Auguste, sachant que Charles et le primat vouloient mettre la couronne sur la tête de Jacques Sobieski, fils de Jean, fit enlever ce prince et son frère Constantin, lorsqu'ils étoient à la chasse. Alexandre frère de ces deux Sobieski, vint demander vengeance au roi de Suède, qui lui proposa de monter sur le trône. Il refusa, déclarant qu'il ne profiteroit pas du malheur de son aîné. En vain le jeune Stanislas Leczinski, son ami, se joignit à ceux qui le pressoient d'accepter. Toutes les instances furent inutiles : il persista dans son refus généreux.

Ne pouvant donner la couronne à ceux qui paroissoient y avoir plus de droit, Charles résolut de la donner au plus digne. Il choisit Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, et il ne fut pas trompé dans son choix. Stanislas joignoit aux vertus d'un héros, de plus grandes vertus, celles qui font le bonheur des peuples. L'assemblée de Varsovie eut ordre de l'élire : elle obéit, et ce prince fut élu le 12 juillet 1704. La guerre ne finit cependant qu'en 1707. Par le traité conclu à Alt-Ranstadt, Auguste

fut forcé à renoncer pour jamais à la couronne de Pologne, et à reconnoître Stanislas pour roi légitime. Il fut même réduit à un tel point d'humiliation, qu'il ne put refuser de féliciter sur son avènement, celui qui prenoit sa place sur le trône: il fut obligé de lui écrire une lettre à ce sujet.

Jean Patkul, devenu ambassadeur du czar auprès d'Auguste, étoit alors dans les prisons de Saxe. Il avoit été arrêté pour avoir projeté un accommodement entre la Suède et la Russie, et il n'avoit formé ce projet que pour prévenir le ministère du roi Auguste, qui se proposoit de faire la paix sans le czar. Tout son crime étoit donc d'avoir voulu servir son maître, et cependant Auguste avoit violé le droit des gens et manqué à son allié. De nouveaux malheurs attendoient cet infortuné Livonien. Charles qui exigea qu'il lui fût livré, le fit périr sur la roue. Si dans cette occasion, ce prince ne fut pas injuste, il fut cruel au moins, et il montra combien il étoit implacable dans sa vengeance.

Pendant que Charles XII goûtoit le plaisir de la vengeance, l'unique passion

de son ame, Pierre Alexiowitz jetoit les fondemens de son empire. Présent partout, il donnoit des lois dans Moscou, il établissoit des manufactures, il créoit des flottes sur les Palus-Méotides, sur le lac Peipus, sur le lac Ladoga; il mettoit la discipline dans ses camps, il repoussoit les Suédois, il portoit ses armes dans leurs provinces, il donnoit des secours au roi Auguste, il fondoit des villes.

La journée de Narva ne l'abattit point. *Je sais bien*, disoit-il, *que les Suédois nous battront long-temps : mais enfin nous apprendrons à les battre. Evitons les affaires générales avec eux, et affoiblissons-les par de petits combats.* En effet, les défaites étoient des leçons pour les Russes. Dès l'année 1701, ils osèrent marcher contre leurs vainqueurs et leurs maîtres. Ils eurent rarement l'avantage, mais il suffisoit de l'avoir quelquefois pour s'aguerrir. Supérieurs en nombre, ce qui n'est rien par soi-même, ils se rendoient en effet supérieurs à mesure que la discipline s'établissoit parmi eux. L'une année à l'autre, les succès devenoient plus fré-

quens : les flottes et les armées suédoises étoient vaincues : les villes tomboient sous les efforts des Russes, et en 1704, lorsqu'Auguste étoit détrôné, Pierre achevoit de se rendre maître de l'Ingrie, et prenoit Narva d'assaut.

Il étoit glorieux d'entrer en vainqueur dans une place qui lui rappeloit sa première défaite : ce qui fut plus glorieux encore, c'est qu'il arrêta le pillage et le massacre. Ayant tué deux soldats qui n'obéissoient pas à ses ordres, il entra dans l'hôtel de ville où les citoyens s'étoient réfugiés, et posant son épée sanglante sur la table, *ce n'est pas du sang des citoyens*, dit-il, *que cette épée est teinte, mais du sang de mes soldats que j'ai versé pour vous sauver la vie.* A ces traits d'humanité, qui sont trop rares dans la vie du czar, on reconnoît le grand homme. Mais comme il le disoit lui-même, il réformoit son peuple, et il ne pouvoit pas se réformer.

Tous les succès étoient célébrés par des entrées triomphantes. Les prisonniers faits sur un ennemi qu'on avoit cru invincible, ses drapeaux, ses étendards, ses pavillons

faisoient le principal ornement de cette pompe : spectacle qui donnoit de l'émulation aux Russes, et qui rompoit l'enchantement prétendu des troupes suédoises.

Pierre employa un moyen, aussi singulier qu'ingénieux, pour achever la réforme à laquelle il travailloit.

Il fit inviter tous les boyards et les dames aux noces d'un de ses bouffons. Il exigea que tout le monde y parût vêtu à l'ancienne mode. On servit un repas, tel qu'on les faisoit au seizième siècle. Une ancienne superstition ne permettoit pas qu'on allumât du feu le jour d'un mariage pendant le froid le plus rigoureux. Cette coutume fut sévèrement observée le jour de la fête, quoiqu'on fût en hiver. Les Russes ne buvoient point de vin autrefois, mais de l'hydromel et de l'eau-de-vie : il ne permit pas ce jour-là d'autre boisson. On se plaignit en vain. Il répondit en raillant : *vos ancêtres en usoient ainsi : les usages anciens sont toujours les meilleurs.* Cette plaisanterie contribua beaucoup à corriger ceux qui préfèrent toujours

le temps passé au présent, ou du moins à décréditer leurs murmures.

Parmi les soins que demandoient la police, les arts et la guerre, le czar entreprit de bâtir une ville à l'embouchure de la Néva, sur le golfe de la Finlande, à la vue des flottes suédoises qui tentoient tout pour interrompre ses travailleurs, et ruiner son ouvrage. C'est dans un lieu désert, marécageux, qui ne communique à la terre ferme que par un seul chemin, qu'il jeta le 27 mai 1703, les fondemens de Pétersbourg. Il fallut lutter contre la nature, combattre les ennemis, surmonter mille obstacles qu'on n'avoit pas pu prévoir; et cependant cette ville fut achevée l'année suivante, et mise hors de toute insulte. Presque dans le même temps, il fortifioit Novogorod, Pleskow, Smolensko, Asoph, Archangel. Cependant il étendoit ses conquêtes dans la Courlande, et il envoyoit des secours à son allié détrôné.

En 1706, Mentzikof, que le czar avoit fait prince et gouverneur d'Ingrie, ayant joint Auguste dans le palatinat de Posnanie,

défit le général Maderfeld près de Kalish. Ce fut la première bataille rangée que les Russes gagnèrent contre les Suédois. Ce qu'il y a de singulier, c'est que cette victoire fut un contre-temps pour Auguste, qui vainquit malgré lui. Elle dérangeoit les mesures qu'il avoit prises, parce qu'il négocioit alors secrètement le traité qui fut bientôt après conclu à Alt-Ranstadt. Il demanda pardon de sa victoire, offrant de rendre tous les prisonniers suédois, de rompre avec les Russes, et de donner au roi de Suède toutes les satisfactions convenables.

Lorsque l'électeur de Saxe eut abdiqué, le czar ne négligea rien pour arrêter Charles en Pologne. Il avoit encore des troupes dans ce royaume, il en avoit plusieurs corps répandus dans la Lithuanie, et il étoit lui-même à Grodno. Croyant donc pouvoir soutenir un nouveau parti, il tenta de faire aussi une élection, et la Pologne fut sur le point d'avoir trois rois. Sur ces entrefaites, la France offrit sa médiation : mais Charles répondit qu'il traiteroit avec le czar dans Moscou. Lorsque Pierre apprit cette ré-

ponse, il répliqua: *mon frère Charles veut faire l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un Darius.*

Le roi de Suède partit enfin au mois d'août 1707, de son quartier d'Alt-Ranstadt à la tête de quarante-cinq mille hommes, comptant détrôner Pierre comme Auguste. Il semble qu'il auroit dû prendre par la Livonie, afin de recouvrer d'abord les conquêtes qu'on avoit faites sur lui, et de marcher ensuite à Moscou. Dans cette route, son armée n'eût manqué de rien, elle se fût grossie des troupes qu'il avoit dans ces quartiers, il eût eu une retraite dans le cas d'un échec, et il communiquoit par mer avec la Suède, qui pouvoit lui envoyer des secours. Il prit le chemin le moins praticable, marcha au cœur de l'hiver dans des pays ruinés, et arriva, le 6 février 1708, à quelques lieues de Grodno. Pierre ne l'attendit pas. Il faisoit reculer ses troupes à l'approche de l'ennemi, qu'il vouloit engager dans des déserts et dans des pays qu'il avoit dévastés, laissant seulement dans les postes qui pouvoient se défendre, quelques corps, afin de retarder les

Suédois dans leur marche, et de les inquiéter Ayant pris sa route d'occident en orient, il arriva sur la rive du Niéper ou Boristhène, qui sépare la Pologne de la Russie. Il passa ce fleuve à Mohilow, dernière ville de Lithuanie. Charles, qui le suivoit, trouva des pays ruinés, des marais, des forêts immenses, des déserts, des rivières, des torrens. Son armée ne pouvoit marcher que par corps séparés : il falloit continuellement abattre des arbres pour se frayer un chemin : il falloit livrer des combats. Cependant il surmonta tous ces obstacles, et passa le Boristhène au même endroit que le czar.

CHAPITRE II.

Du midi de l'Europe depuis 1702 *jusqu'en* 1710.

La France qui n'avoit pas désarmé après la paix de Riswyck, fut en état d'agir avant les puissances confédérées, qui sembloient n'avoir pas prévu la mort de Charles II. Elle eut donc des succès en 1702 et en 1703; mais les efforts qu'elle avoit faits pour se préparer à la guerre, demandoient qu'elle en fît de plus grands pour la continuer, et ne lui laissoient cependant que des ressources onéreuses. Dès le commencement on eut recours à des expédiens momentanés, qui mettent bientôt dans la nécessité d'en chercher d'autres, et dans l'impuissance d'en trouver, sans se ruiner de plus en plus. On avoit remis la capitation. On donna des édits bursaux: on les multiplia. C'étoit presque tous les jours des créations d'offices, de rentes, de

nouveaux gages, etc. On fit une réforme des monnoies; et le marc d'argent qui, en 1700, étoit à 31 liv. 10 sous, fut à 34 liv. 4 sous en 1702. Enfin on imagina un moyen qui pouvoit être d'une grande ressource à l'état obéré, si on en usoit avec modération; mais il devoit achever la ruine des finances, si on en abusoit, et on en abusa bientôt. On introduisit des billets pour suppléer dans le commerce au défaut de l'espèce. Ils furent d'abord reçus sans aucune défiance de la part du public. Il importoit d'entretenir cette confiance. Il falloit donc les répandre avec mesure; et les proportionnant à une somme qu'on auroit mise à part, se trouver toujours en état de rembourser une grande partie. Mais il parut si commode de payer en billets, et de fournir à toutes les dépenses avec du papier, que le gouvernement n'observa point cette proportion. Il y eut bientôt beaucoup de billets dans le public, et point d'argent dans la caisse. Les papiers perdirent leur crédit, le gouvernement fit banqueroute, et les finances tombèrent dans le plus grand désordre. Ajoutons à ces

abus les variations continuelles des monnoies. Il y eut une nouvelle réforme en 1704. On baissa les espèces successivement en 1705, en 1706, en 1708 et au commencement de 1709; et dans cette dernière année on les haussa ensuite tout-à-coup, en sorte que le marc d'argent fut porté à 40 liv.

Pendant que la France s'épuisoit au-dedans par une mauvaise administration, elle s'affoiblissoit au-dehors par les coups redoublés que ses ennemis lui portoient. Le duc de Savoie, dont la fidélité avoit été suspecte à Catinat, avoit abandonné Louis XIV au commencement de 1703, et s'étoit joint aux confédérés. Cette défection contribua aux malheurs que la France se préparoit elle-même. Ils commencèrent en 1704, l'année que Stanislas fut élu roi de Pologne. Le maréchal de Villars, à qui elle devoit les succès qu'elle avoit eus en Allemagne, l'année précédente fut rappelé, et le maréchal de Marsin, qui le remplaça, perdit la bataille d'Hochstet, le 13 août. La déroute fut complète. Les Français, qui étoient sur le Danube, repassèrent le Rhin. Ils perdirent plus de quatre

quatre-vingts lieues de pays. Il sembloit qu'on craignoit d'employer les meilleurs généraux, et cependant les confédérés avoient à leur tête les deux plus grands capitaines, le prince Eugène et le duc de Marlborough.

En 1705, Marlborough se proposoit de pénétrer en France par la Lorraine et par la Champagne. Le maréchal de Villars, qu'on lui opposa cette fois, le força de renoncer à ce projet. Les Français eurent quelques avantages en Italie, et leurs ennemis en eurent d'autres en Espagne. Il n'y eut point de grandes batailles décisives. Louis XIV et Philippe V, sentant leur foiblesse, avoient ordonné à leurs généraux de se tenir sur la défensive, et de ne rien hasarder.

Léopold mourut cette année. Sa mort ne fit point de changement dans les affaires générales. Car les ministres qui l'avoient gouverné, gouvernèrent son fils Joseph, et continuèrent sur le même plan. D'ailleurs quoique toute l'Europe armât pour la maison d'Autriche, l'empereur étoit de tous les confédérés celui qui contribuoit le moins

aux frais de la guerre. Cette maison avoit alors tout-à-fait changé de politique. Auparavant elle tendoit au despotisme sans dissimuler son ambition; alors elle y tendoit en exagérant sa foiblesse à toutes les puissances. Son unique objet étoit de persuader que la France étoit seule à redouter; considérant qu'elle s'élèveroit d'abord par l'abaissement de cette monarchie, et ensuite parce qu'on la fortifieroit de ce qu'on enlèveroit à Louis XIV. Mais si l'opinion, qu'il falloit humilier la France, devint contagieuse, ce fut par la faute de la France même, qui avoit trop voulu se faire craindre. La cour de Vienne profita de cette opinion qu'elle avoit contribué à répandre. Les confédérés, livrés aux vues particulières du roi Guillaume et du duc de Marlborough, l'embrassèrent avec plus de passion que de sagesse. Enfin on arma contre la maison de Bourbon, avec le même enthousiasme qu'on avoit armé contre la maison d'Autriche, et avec plus d'aveuglement.

En 1706, les Français furent battus partout, excepté en Allemagne, où le maréchal de Villars soutenoit sa réputation. La cam-

pagne fut une suite de revers en Espagne, jusqu'à l'arrivée du maréchal de Berwick. Philippe avoit été contraint d'abandonner l'Espagne, l'archiduc Charles avoit été reconnu dans Madrid. Berwick reconduisit Philippe dans cette capitale, et recouvra toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

En Flandre, Villeroi, qu'on avoit opposé à Marlborough, perdit le 23 mai la bataille de Ramillies. Ce fut encore une déroute entière. Les ennemis se rendirent maîtres de presque toute la Flandre espagnole, et enlevèrent encore des places à la France.

Le 19 avril, Vendôme avoit gagné en Italie la bataille de Calcinato. Il ne restoit plus qu'à prendre Turin pour se rendre maître de tous les états du duc de Savoie. Mais Vendôme fut rappelé d'Italie en Flandre, où l'on avoit besoin d'un bon général. Le duc de la Feuillade et le maréchal de Marsin, qui le remplacèrent, ayant formé le siége de Turin, furent forcés dans leurs lignes le 7 septembre par le prince Eugène, et entièrement défaits. Ils étoient

sous les ordres du duc d'Orléans, dont on ne suivit pas les conseils. Marsin avoit les ordres secrets de la cour, qui se croyant présente par-tout, vouloit conduire les opérations de la guerre au-delà des Alpes. Cette défaite fit perdre à la France, et à l'Espagne le Milanès, le Piémont, la Savoie et le royaume de Naples. Philippe ne conserva plus que la Sicile.

En Espagne, la campagne de 1707 fut glorieuse pour le maréchal de Berwick et pour le duc d'Orléans. Le maréchal de Villars continuoit d'acquérir de la gloire en Allemagne; et le maréchal de Tessé fit lever le siége de Toulon au duc de Savoie et au prince Eugène. Il ne se passa rien en Flandre. Marlborough étoit allé en Saxe, pour pénétrer les desseins du roi de Suède, et pour le détourner de s'unir à la France, à quoi Charles ne pensoit pas.

En 1708, le duc de Vendôme commandoit l'armée de Flandre, sous les ordres du duc de Bourgogne. On lui reproche d'avoir fait plusieurs fautes : mais on convient qu'il fut toujours contrarié par les courtisans qui entouroient le duc de

Bourgogne. Il commença la campagne par la surprise de Gand. Ayant ensuite résolu de faire le siége d'Oudenarde, il livra la bataille à milord Marlborough et au prince Eugène, qui eurent l'avantage. Il fut alors contraint de se retirer vers Gand; et il ne fut pas le maître d'attaquer les ennemis, lorsqu'ils assiégeoient Lille, qui se rendit après quatre mois de siége. Cette journée d'Oudenarde fit perdre à l'Espagne ce qui lui restoit des Pays-Bas, à l'exception de Luxembourg, de Mons et de Nieuport.

Après tant de revers la paix devenoit nécessaire à la France et à l'Espagne; et si les Espagnols ne pouvoient pas encore penser sans chagrin au démembrement de leur monarchie, il étoit temps qu'ils y consentissent au moins par impuissance. Louis XIV avoit fait des propositions dès 1706. Alors Philippe se fût vraisemblablement contenté du royaume de Naples, et des autres états qu'il possédoit encore en Italie; et il eût abandonné l'Espagne, dont l'archiduc venoit de se rendre maître. En 1707, on eût pu former d'autres projets de partage, puisqu'alors l'empereur Joseph

s'emparoit de l'Italie, pendant que le duc de Berwick reconquéroit l'Espagne. Il est donc certain que les Anglais et les Hollandais auroient pu obtenir tout ce qu'ils s'étoient proposé par leur alliance, c'est-à-dire, le partage de la monarchie espagnole. Il semble par conséquent qu'ils n'avoient plus qu'à terminer la guerre. S'ils vouloient maintenir l'équilibre, ils ne devoient pas entreprendre d'opprimer la maison de Bourbon, pour rendre à la maison d'Autriche cette supériorité de puissance qui l'a rendue redoutable. De quelques espérances qu'ils osassent se flatter en considérant l'épuisement de la France, il n'étoit pas prudent de prescrire à cette monarchie des conditions qu'elle ne pouvoit accepter sans honte : c'étoit lui faire trouver des ressources dans son désespoir : c'étoit prolonger la guerre, lorsqu'ils pouvoient faire une paix glorieuse; et cependant la fortune pouvoit changer. D'ailleurs, quoique la situation de l'Angleterre et de la Hollande ne fût pas aussi mauvaise que celle de la France, ces deux puissances étoient néanmoins dans un état violent.

Comme elles portoient presque seules tout le faix de la guerre, elles avoient fait des efforts qu'elles ne pouvoient continuer sans surcharger les peuples d'impôts, et sans contracter de nouvelles dettes. Elles se ruinoient par conséquent.

Mais Marlborough, le prince Eugène, et le pensionnaire Heinsius, qui leur étoit dévoué, vouloient la guerre, et tout fut sacrifié aux vues particulières de ces trois hommes. Ils paroissoient faire penser à leur gré les peuples qu'ils conduisoient. On s'irritoit au souvenir des usurpations de Louis XIV : parce qu'on avoit eu des succès, on s'en promettoit de plus grands : encore quelques campagnes, disoit-on, et la France ne sera plus à craindre. On ne vouloit pas voir qu'elle ne l'étoit déjà plus; et parce qu'on l'avoit humiliée, on vouloit la ruiner entièrement. C'est ainsi qu'après avoir commencé la guerre par politique, on la continua par passion.

Les premières négociations se firent avec la république de Hollande, qui exigea, comme condition préliminaire, que l'Espagne et les états dépendans de cette mo-

narchie, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, appartiendroient à la maison d'Autriche. Elle demandoit de plus des sûretés pour son commerce, et une barrière dans les Pays Bas contre la France, sans s'expliquer encore sur les places dont elle vouloit former cette barrière. Puisque ces articles, qui étoient les plus essentiels à traiter, étoient qualifiés de préliminaires, on pouvoit prévoir que les Hollandais formeroient beaucoup d'autres prétentions.

Dans l'impatience d'avoir la paix, Louis XIV eût voulu pouvoir conclure avant l'ouverture de la campagne de 1709; prévoyant que les premiers événemens pouvoient rompre la négociation, si elle n'étoit au moins fort avancée. Il accepta donc les premières propositions qu'on lui avoit faites, et se bornant à demander un dédommagement pour les états que Philippe abandonneroit, il se contentoit des royaumes de Naples et de Sicile. Il desiroit à la vérité qu'on y ajoutât la Sardaigne et les places que l'Espagne occupoit sur les côtes de Toscane: mais il étoit prêt à se désister

sur ce dernier article. Cette négociation ne pouvoit pas réussir; car les Hollandais, qui se croyoient alors les arbitres de l'Europe, ne vouloient pas encore sincèrement la paix; et quand même ils l'auroient voulue, ils n'auroient pas eu assez de pouvoir sur leurs alliés.

C'est en vain, disoit Marlborough, que la France se flatte de faire la paix par l'entremise de la Hollande. En effet cette république ne pouvoit rien par elle-même, et c'est avec l'Angleterre qu'il eût fallu négocier. Cependant Louis XIV, prévenu que les Hollandais pouvoient donner la paix, continuoit à traiter avec eux: il y étoit même forcé, parce qu'alors le ministère de Londres se déclaroit ouvertement pour la continuation de la guerre, et qu'au contraire les états-généraux paroissoient au moins vouloir entrer en négociation.

Cependant Marlborough et le prince Eugène craignoient que les offres de la France ne fissent impression sur les peuples; et que tout l'odieux d'une guerre, dont on étoit fatigué, et qu'ils vouloient continuer, ne retombât sur eux. Ils cherchèrent donc à

persuader que les propositions de Louis XIV n'étoient pas sincères, qu'il ne pensoit qu'à diviser les alliés ; ils déclarèrent que toutes les conférences qu'on avoit tenues, étoient désagréables aux cours de Vienne et de Londres, qui ne souffriroient pas qu'on fît aucune distraction à la monarchie d'Espagne. La France pensoit néanmoins qu'elle ne devoit pas encore désespérer de la paix.

Il est vrai que Marlborough et le grand trésorier Godolfin, son ami et son allié, gouvernoient l'Angleterre, et partageoient entre eux toute l'autorité : il est vrai encore qu'ils vouloient absolument la continuation de la guerre, parce qu'en les rendant nécessaires, elle contribuoit à maintenir leur crédit. Mais il se faisoit contre eux des brigues sourdes à la cour de Londres, et la reine commençoit à souffrir impatiemment la domination de son général. Une révolution dans cette cour pouvoit donc changer la face des choses : car un nouveau ministère devoit rechercher la paix, afin de s'affermir en rendant Marlborough tout-à-fait inutile. En supposant que cette

révolution n'eût pas lieu, on se flattoit de pouvoir enfin gagner Marlborough même. On connoissoit la passion qu'il avoit d'amasser des richesses sans bornes : on lui avoit déjà fait quelques propositions, il les avoit écoutées sans s'offenser, et seulement rougissant quelquefois.

Les conférences qui avoient commencé à Moërdik au mois de mars 1709 entre le président Rouillé, ministre du roi, et deux députés de Hollande, Ruys et Wanderdussen, continuoient de se tenir à Boedgrave. Cependant la négociation n'avançoit point; parce qu'à mesure que la France cédoit, les Hollandais formoient de nouvelles demandes, sans s'expliquer jamais sur le terme qu'ils voudroient mettre à leurs prétentions. A peine avoient-ils obtenu une place pour leurs barrières, qu'ils en exigeoient une autre. Ils ne paroissoient pas moins ardens, lorsqu'il s'agissoit des intérêts de leurs alliés; parce qu'ils se croyoient autorisés à demander d'autant plus pour eux-mêmes, qu'ils demandoient davantage pour l'Angleterre, pour la mai-

son d'Autriche, pour l'Empire et pour le duc de Savoie.

Il n'étoit pas possible de négocier avec eux, parce qu'ils vouloient toujours de nouvelles cessions, et que cependant ils ne s'engageoient jamais. Quoi qu'ils pussent obtenir, ils ne promettoient rien à la France, du moins ils ne lui assuroient rien; et ce qu'ils avoient accordé dans une conférence, ils le désavouoient dans une autre. Lorsqu'on leur demandoit les royaumes de Naples et de Sicile pour dédommager Philippe V, ils répondoient seulement qu'ils emploieroient leurs bons offices auprès de leurs alliés. Les électeurs de Bavière et de Cologne avoient été proscrits en 1606, à la diète de Ratisbonne. Le roi demanda qu'ils fussent rétablis dans leurs biens et dans leurs dignités; les Hollandais se contentèrent d'offrir leurs bons offices.

On leur avoit accordé tout ce qu'ils pouvoient desirer pour eux, et on les exhortoit à déclarer à leurs alliés, que s'ils refusoient d'entrer en négociation, la république les abandonneroit et ne songeroit plus qu'à

ses intérêts. Mais c'étoit inutilement. Les Hollandais n'étoient pas assez puissans pour régler seuls les conditions de la paix, et forcer leurs alliés à les accepter. Eugène, Marlborough et Heinsius s'étoient rendus maîtres des délibérations. Leur autorité étoit soutenue par les armées des confédérés qui s'assembloient dans les Pays-Bas; et ils avoient pour eux le plus grand nombre des citoyens, qui vouloient que la guerre continuât. D'ailleurs il n'eût pas été prudent à la république de traiter séparément: car il lui falloit pour la sûreté de son traité la garantie de ses alliés.

Cependant elle ne pouvoit se dissimuler le besoin qu'elle avoit de la paix. Le poids de la guerre devenoit tous les jours plus pesant, l'argent plus rare, le crédit moins assuré, les fonds plus difficiles à trouver. Mais quand les Hollandais considéroient le triste état où la France étoit réduite, ils supportoient volontiers leurs peines. Enivrés de leurs succès, comptant sur de plus grands encore, ils se flattoient de la voir bientôt succomber sous leurs efforts redoublés.

Eugène et Marlborough les entretenoient dans cette opinion.

Leur confiance ne paroissoit pas sans fondement. Vous en jugerez par le tableau que M. de Torci fait de l'état où la France se trouvoit alors. « Il est vrai, dit-il, » qu'elle étoit affligée de plusieurs maux. » La famine imminente se joignoit à ceux » de la guerre : le froid excessif, succé- » dant subitement au dégel au commen- » cement du mois de janvier, avoit fait » périr les grains semés. Le printemps » paroissoit sans laisser voir aucune appa- » rence des productions des biens de la » terre. On ne prévoyoit que malheur de » tous côtés. Les discours étoient aussi » tristes que les sujets de raisonnement. On » enchérissoit encore sur le mauvais état » du royaume; et ce que chacun en disoit, » vrai ou faux, passoit dans les pays étran- » gers. Il est certain qu'une guerre soutenue » pendant huit ans contre la plus grande » partie des puissances de l'Europe, avoit » extrêmement affoibli les provinces. Les » nouvelles que les étrangers en recevoient,

» persuadoient sans peine qu'elles étoient
» épuisées d'hommes et d'argent. Chaque
» jour les ressources et le crédit pour
» trouver de nouveaux fonds périssoient:
» les armées du roi, autrefois victorieuses
» avoient été forcées, après des batailles
» sanglantes, d'abandonner les pays où
» elles étoient entrées comme triom-
» phantes.

» L'Allemagne, les Pays-Bas, le Pié-
» mont avoient été le théâtre de leurs dé-
» sastres. Les ennemis du roi, accoutumés
» à rendre les places assiégées, pres-
» qu'aussitôt que le siége en étoit formé,
» s'étoient rendus maîtres à leur tour des
» places de la domination de sa majesté.
» Ils menaçoient de pénétrer dans le cœur
» de la France. Elle n'étoit pas en état de
» regarder comme vaines des menaces nou-
» velles et si peu vraisemblables lorsque la
» guerre avoit commencé. Le roi donnoit
» alors ses ordres sur les bords du Danube,
» du Tage et du Pô. On n'auroit pas cru
» qu'après quelques années, il eût été réduit
» à défendre l'intérieur de son royaume,
» même obligé d'examiner s'il pourroit de-

» meurer en sûreté dans le lieu de son sé-
» jour ordinaire.

» Quoique le courage des troupes eût été
» éprouvé en toutes occasions, même les
» plus malheureuses, on doutoit si elles
» résisteroient au défaut de paiement et de
» subsistance.

» La seule ressource étoit donc celle de
» la paix desirée et demandée, comme le
» salut du royaume. Mais ce desir ardent,
» fondé sur une nécessité évidente, aug-
» mentoit l'aliénation des ennemis, et
» fournissoit à leur haine autant de raisons
» nouvelles de frapper et d'accabler la
» France, en continuant une guerre qu'elle
» ne pouvoit plus soutenir. C'étoit la source
» de tant de prétentions, qualifiées de préli-
» minaires nécessaires, des variations des
» négociateurs hollandais soumis à leurs
» alliés, des demandes nouvelles qu'ils
» avoient faites à chaque conférence, du
» désaveu fait de leur part dans les der-
» nières, des mêmes points dont ils étoient
» convenus dans les précédentes.

» Le cours d'un règne heureux n'avoit
» été traversé, pendant une longue suite

» d'années, d'aucun revers de fortune. Le
» roi ressentit d'autant plus vivement les
» calamités, qu'il ne les avoit pas éprou-
» vées depuis qu'il gouvernoit lui-même
» un royaume florissant. C'étoit un terrible
» sujet d'humiliation pour un monarque
» accoutumé à vaincre, loué sur ses vic-
» toires, ses triomphes, sa modération,
» lorsqu'il donnoit la paix et qu'il en pres-
» crivoit les lois, de se voir alors obligé à
» la demander à ses ennemis; leur offrir
» inutilement pour l'obtenir, la restitution
» d'une partie de ses conquêtes, celle de
» la monarchie d'Espagne, l'abandon de
» ses alliés; et forcé de s'adresser pour faire
» accepter de telles offres, à cette même
» république, dont il avoit conquis les
» principales provinces en l'année 1672,
» et rejeté les soumissions, lorsqu'elle le
» supplioit de lui accorder la paix à telles
» conditions qu'il lui plairoit de dicter.

» Le roi soutenoit un changement si
» sensible avec la fermeté d'un héros et la
» soumission parfaite d'un chrétien aux
» ordres de la providence; moins touché
» de ses peines intérieures que de la souf-

» france de ses peuples, toujours occupé
» des moyens de la soulager et de terminer
» la guerre. A peine appercevoit-on qu'il
» se fît quelques violences pour cacher au
» public ses sentimens. Ils étoient en effet
» si peu connus, que c'étoit alors une opi-
» nion assez commune, que, plus sensible
» à sa gloire qu'aux maux de son royaume,
» il préféroit au bien de la paix la conser-
» vation de quelques places qu'il avoit con-
» quises en personne; que s'il pouvoit se
» résoudre à les céder, il auroit la paix, et
» qu'elle dépendoit du sacrifice de ces
» mêmes places.

» Quelques-uns de ceux qui approchoient
» le plus près de sa majesté, n'étoient pas
» exempts de former ces soupçons injustes.
» Ils se glissèrent même dans son conseil...»

Plus la paix s'éloignoit, plus on sentoit le besoin de l'obtenir, à quelque prix que ce fût. Le duc de Beauvilliers, chef du conseil des finances, et le chancelier Pontchartrain, employèrent les plus fortes raisons pour représenter combien elle étoit nécessaire; à quelle extrémité le roi et le royaume se trouvoient réduits, si malheureusement

on laissoit échapper l'occasion de la conclure; et quelles seroient les suites funestes d'une guerre qu'il n'étoit plus possible de soutenir. Ils s'adressèrent ensuite au ministre de la guerre et à celui des finances, les pressant de dire à sa majesté en ministres fidelles, s'ils croyoient, connoissant particulièrement l'état des troupes et des finances, qu'il lui fût possible de soutenir les dépenses, et prudent de s'exposer aux hasards de la campagne. Ils paroissoient donc croire qu'on ne vouloit pas sincèrement la paix; ce soupçon, qui retomboit sur Louis XIV, étoit cruel pour ce monarque.

« Une scène si triste, ajoute M. de » Torci, seroit difficile à décrire, quand » même il seroit permis de révéler le se- » cret de ce qu'elle eut de plus touchant.

» Le roi éprouva pour lors que l'état » d'un monarque, maître absolu d'un » grand royaume, n'étoit pas toujours » l'état le plus heureux et le plus à sou- » haiter. Il sentit que s'il étoit au-dessus » des autres hommes, il étoit aussi expo- » sé à de plus grands revers; que plus on

» est élevé, plus l'infortune est sensible ;
» et que c'est pour un prince un objet de
» douleur aussi vif que légitime de se voir
» attaqué de tous côtés, sans avoir les
» moyens ni de soutenir la guerre ni de
» faire la paix. »

J'ai voulu, Monseigneur, vous rapporter ce long passage de M. de Torci, parce que la peinture que ce ministre fait de la situation de votre aïeul, est une leçon qui vaut beaucoup mieux que toutes celles que je pourrois vous donner moi-même. Rappelez-vous actuellement tout le règne de Louis XIV. Considérez d'un côté le faste avec lequel il donnoit des lois à l'Europe ; et de l'autre, l'héroïsme qu'il montre dans ses adversités. Jugez en conséquence de la vraie gloire, et dites quel est le temps où ce monarque vous paroît avoir été le plus grand. Je me flatte que vous n'en jugerez pas comme le vulgaire.

Il fut arrêté de faire de nouveaux sacrifices, d'abandonner encore plusieurs places à la république de Hollande, de se contenter du royaume de Naples sans la Sicile, pour le dédommagement de

Philippe V, de remettre aux conférences pour la paix les intérêts des électeurs de Cologne et de Bavière, et de consentir que le prétendant, à qui le roi avoit donné un asyle, sortît de France. Tels sont les ordres qu'on se proposoit d'envoyer au président Rouillé.

Mais il restoit peu de temps pour conclure. Les conférences duroient depuis deux mois : on étoit à la fin d'avril, et l'ouverture de la campagne n'étoit retardée que par le dérangement de la saison. Afin de presser la négociation, il eût été à souhaiter d'employer un négociateur, qui, étant instruit plus particulièrement de l'état des choses, pût prendre sur lui de passer ses pouvoirs, s'il trouvoit le moment heureux, mais inespéré de conclure. Le marquis de Torci, ministre des affaires étrangères, s'offrit au roi, et partit pour la Haye le 1er. mai, chargé d'exécuter les ordres qui avoient d'abord été expédiés pour le président Rouillé.

Ce voyage donna lieu à bien des discours. Quelques-uns le jugeoient aussi contraire au service qu'à la gloire du roi, pensant

qu'il ne convenoit pas que son principal ministre allât demander en suppliant la paix à ses ennemis. Mais plus cette démarche paroissoit extraordinaire, plus elle prouvoit les vrais sentimens de Louis XIV, et il importoit de faire connoître à l'Europe et à la France même les dispositions sincères où il étoit de tout sacrifier à la paix. C'étoit un des objets que se proposoit le marquis de Torci. Il espéroit encore de pénétrer les desseins des ennemis, et peut-être de les engager à les révéler eux-mêmes.

Torci négocia directement avec Heinsius, en présence de Buys et de Wanderdussen, qui furent admis aux conférences. Mais le pensionnaire ne se montra pas moins difficile avec lui, que les deux députés l'avoient été avec le président Rouillé. Il étaloit d'un côté les forces des confédérés; il représentoit de l'autre l'état de foiblesse où la France étoit réduite. Dès-lors il ne doutoit plus des succès de la campagne prochaine, pour laquelle tous les préparatifs étoient faits. Il disoit que la confiance des Hollandais étoit si grande, que plu-

sieurs murmuroient des conditions dont les députés s'étoient expliqués avec le président Rouillé; et il en concluoit que dans des conjonctures aussi favorables, il n'étoit pas naturel de penser à se relâcher. Ainsi, quoique Buys et Wanderdussen eussent promis que la république emploieroit ses bons offices pour conserver le royaume de Naples et de Sicile à Philippe V, il déclara qu'il ne se feroit aucun démembrement de la monarchie d'Espagne; que la république s'y étoit engagée par des traités faits avec ses alliés; et qu'elle ne pouvoit proposer de priver la maison d'Autriche d'une partie de cette monarchie, parce qu'elle ne vouloit pas manquer à ses engagemens. Il ne s'en tenoit pas là. Il s'agissoit encore de satisfaire l'Angleterre, l'empereur, l'empire et le duc de Savoie. Sous prétexte d'opposer de tous côtés des barrières à l'ambition de la France, on eût voulu lui enlever toutes ses provinces frontières, et l'ouvrir de tous côtés à l'ennemi. On affectoit de la craindre pour former des prétentions; et il sembloit que toutes les puissances voisines voulussent saisir l'occasion

de s'enrichir à ses dépens. Enfin, si le pensionnaire s'occupoit vivement des intérêts des alliés, il ne négligeoit pas ceux de la république. Bien loin de se borner aux places que les députés avoient demandées pour la barrière, il disoit, sans dissimulation, qu'il falloit profiter des circonstances, qui promettoient d'en obtenir encore de nouvelles.

Cependant la négociation languissoit. Le prince Eugène étoit arrivé : mais on attendoit encore milord Marlborough, qui étoit à Londres, et dont le retour n'étoit retardé que par les vents. Torci avoit ordre de lui offrir jusqu'à quatre millions, si la France obtenoit la paix à des conditions moins dures. Il arriva le 18 mai. Les conférences recommencèrent : elles devinrent fréquentes : mais Torci et Rouillé connurent bientôt qu'elles n'auroient aucun succès. Marlborough avoit besoin de la guerre pour se maintenir contre les brigues que ses ennemis tramoient à Londres ; et elle étoit pour lui un fonds de richesses bien supérieur aux offres de Louis XIV.

En effet, on avoit satisfait l'Angleterre et

et la Hollande sur toutes leurs demandes; et le roi se désistant de tout dédommagement pour son petit-fils, abandonnoit absolument toutes les parties de la monarchie d'Espagne à la maison d'Autriche. Il sembloit donc que les Anglais et les Hollandais n'avoient plus qu'à terminer une guerre dont ils portoient presque tout le poids. Mais parce qu'ils ne vouloient pas la paix, ils trouvoient toujours, dans les prétentions de leurs alliés, des prétextes pour l'éloigner. Ils demandèrent que la France restituât toute l'Alsace à l'Empire, et qu'elle abandonnât au duc de Savoie toutes les places qu'il avoit conquises en Dauphiné, et d'autres encore.

Quand le roi auroit cédé sur ces articles, il n'auroit pas obtenu la paix. L'Espagne suffisoit seule pour faire naître de nouvelles difficultés... On demanda quelle sûreté Louis XIV donneroit de la cession entière de cette monarchie. Torci et Rouillé répondirent que le roi rappelleroit les troupes qu'il avoit données à son petit-fils, et que cette sûreté étoit suffisante; parce que Philippe V, privé des secours de la France,

seroit hors d'état de se soutenir contre les forces des confédérés.

On répliquoit que le rappel des troupes françaises ne suffisoit pas; et qu'il falloit une assurance positive que la monarchie d'Espagne seroit livrée toute entière à la maison d'Autriche; parce qu'autrement la France jouiroit de la paix, pendant que les autres puissances seroient obligées de continuer la guerre pour déposséder Philippe V.

On n'osoit pas encore proposer à Louis XIV de déclarer la guerre à son petit-fils, condition odieuse qu'on insinua bientôt après. Mais on exigeoit qu'il fût garant de la cession de toute l'Espagne.

C'étoit lui demander plus qu'il ne pouvoit exécuter. Car dès qu'il ne s'agissoit pas d'armer contre Philippe V, que pouvoit-il faire de plus que de ne pas armer pour lui? Cependant on s'opiniâtroit à vouloir sa garantie. Pour en être assurés, les Hollandais demandoient qu'il leur donnât plusieurs places en otage, et qu'il leur remît en même temps toutes celles dont il vouloient former leur barrière. Ce n'est qu'à

ces conditions qu'ils lui offroient un armistice de deux mois, pendant lequel il seroit tenu d'engager Philippe V à descendre du trône. S'il n'y réussissoit pas, la guerre contre la France recommençoit aussi-tôt, et les ennemis reprenoient les armes avec tous les avantages des places qui leur auroient été remises. Ces propositions étoient si extraordinaires qu'il eût été beaucoup plus raisonnable de se refuser à toutes les conférences, et de déclarer qu'on ne vouloit pas la paix.

Comme tout le temps des conférences se consumoit en disputes, où l'on répétoit continuellement les mêmes choses, sans jamais conclure; les négociateurs français pensèrent qu'en mettant par écrit les articles compris sous le titre de préliminaires, ils pourroient fixer l'état de la question, et forcer les ennemis à répondre d'une manière plus précise. Ils se flattoient au moins d'en retirer un autre avantage, et ce fut aussi le seul qu'ils retirèrent : c'étoit de faire connoître au public les offres du roi, et les réponses qu'on y auroit faites. Car alors les Français seroient bien convaincus

qu'il vouloit sincèrement la paix, et les Hollandais pourroient s'appercevoir que les intérêts de la république étoient sacrifiés à l'ambition de leurs alliés.

Le mémoire des négociateurs français renouvela les disputes : on se répéta et on ne conclut point. Alors la seule utilité que Torci pouvoit retirer de son voyage, étoit de savoir à quelles conditions précises les ennemis accorderoient la paix, et d'avoir, de leur main un écrit qui dévoilât leurs desseins et leurs procédés. C'est l'objet qu'il s'étoit proposé dès le commencement de la négociation. Il demanda donc que, puisqu'il avoit remis un projet des offres du roi, ils lui communiquassent à leur tour un projet de leurs demandes. Le pensionnaire accepta la proposition ; et de concert avec Eugène, Marlborough et Sinzendorff, ministre de l'empereur à la Haye, il écrivit un plan général d'articles préliminaires.

Ce plan conforme à toutes les prétentions que les ennemis avoient formées jusqu'alors, auroit remis entre leurs mains les principales places de la frontière de

Flandre ; et ils auroient recommencé la guerre deux mois après, si dans ce terme le roi d'Espagne n'eût pas renoncé au trône. C'étoit mettre la paix à des conditions qui n'étoient pas au pouvoir de Louis XIV, et que, par conséquent, il ne pouvoit pas promettre. Il ne restoit plus au marquis de Torci qu'à revenir en France. Il partit de la Haye le 28 mai. Le roi, après avoir entendu le compte qu'il lui rendit de son voyage, rejeta le projet du pensionnaire : il rappela le président Rouillé, et la négociation finit.

On se plaignit en Angleterre et en Hollande des chefs de la confédération qui laissoient échapper la paix, lorsque l'une et l'autre de ces deux puissances obtenoient tout ce qu'elles pouvoient desirer. Les ennemis personnels de Marlborough surent profiter, à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie ; et l'empereur même ne fut pas satisfait. On avoit, selon lui, donné trop peu d'attention à la barrière de l'empire.

Ces plaintes qui semoient la division

parmi les confédérés sont un des fruits que la France retira de la négociation de la Haye. Elle en recueillit un autre, lorsque, d'après les conseils de Torci, Louis XIV écrivit aux gouverneurs des provinces, pour informer ses sujets des facilités qu'il avoit apportées à la paix, et de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. Les raisons étoient bonnes. Exposées avec simplicité, elles étoient accompagnées des sentimens d'un père pour ses peuples, et de la confiance d'un souverain en leur zèle. Elles produisirent l'effet qu'on en devoit attendre. Les Français indignés en sèntirent moins le fardeau de la guerre ; et prêts à sacrifier leurs biens et leur vie, ils ne songèrent qu'à la gloire du roi et de la nation.

Les ennemis avoient pris Tournai. Ils marchoient, sous les ordres d'Eugène et de Marlborough, pour faire le siége de Mons, et le maréchal de Villars avançoit au secours de cette place. La bataille se livra près du village de Malplaquet. Elle fut la plus longue et la plus meurtrière de cette guerre. Les Français qui avoient manqué de pain un jour entier, jetèrent celui qu'on

venoit de leur donner pour courir au combat. Ils perdirent le champ de bataille où ils laissèrent environ dix mille hommes : mais la victoire en coûta, dit-on, près de trente mille aux ennemis. L'infanterie des Hollandais fut presque ruinée ; et la prise de Mons, qui fut la suite de cette journée, ne les dédommagea pas de leurs pertes.

Le maréchal de Villars fut blessé pendant l'action, lorsqu'il passoit de l'aile gauche au centre qui plioit. Cet accident ne permit pas au centre de se rétablir. Il fallut penser à la retraite. Le maréchal de Boufflers la fit en bon ordre ; et l'armée se retira vers le Quesnoi, emportant des étendards et des drapeaux pris sur l'ennemi. Les Français, qui étoient plus foibles avant la bataille, se trouvoient alors supérieurs en forces : on ne sait pas pourquoi ils ne tentèrent pas une seconde fois d'empêcher le siége de Mons.

Du côté de la Savoie, et du côté du Rhin, ils eurent toujours l'avantage. Mais les événemens étoient biens plus décisifs en Flandre. C'est là que les ennemis faisoient tomber tous leurs efforts ; et ils pouvoient

s'ouvrir un chemin jusqu'à la capitale. La journée de Malplaquet fit faire de nouvelles démarches pour obtenir la paix.

Quelque dures que fussent les conditions contenues dans les préliminaires dressés par Heinsius, le roi déclara qu'il accepteroit toutes celles dont l'exécution dépendoit de lui : c'est-à-dire, qu'il offrit d'abandonner toutes les places qu'on avoit demandées, soit pour otage, soit pour barrières aux Provinces-Unies, à l'Empire, au duc de Savoïe; de raser depuis Bâle jusqu'à Philisbourg toutes celles qu'on vouloit bien lui laisser; et de satisfaire les Anglais qui demandoient que le port de Dunkerque fût comblé, et qu'on en rasât les fortifications. Cependant deux articles souffroient encore de grandes difficultés : le quatrième, par lequel Louis XIV devoit promettre que son petit-fils abandonneroit toute la monarchie d'Espagne dans deux mois; et le trente-septième, qui, faisant dépendre la paix de l'exécution du quatrième, déclaroit que, si après ce même espace de temps, Philippe V conservoit encore quelques parties de la monarchie d'Espagne, on reprendroit

les armes contre la France, dont les places frontières auroient été rasées ou livrées aux ennemis. Le roi accordant tout, à l'exception de ces deux articles, se bornoit à demander qu'on trouvât quelque tempérament, pour applanir les obstacles qu'ils faisoient à la paix. On consentit à négocier. Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac, nommés plénipotentiaires, arrivèrent à Moërdick le 9 mai 1710. Ils eurent aussitôt une conférence avec Buys et Wanderdussen, qu'on leur avoit députés, et qui les attendoient sur un yacht à peu de distance. Le lendemain ils allèrent à Gertruidenberg, lieu que les confédérés avoient choisi pour continuer la négociation.

Louis XIV avoit retiré d'Espagne toutes ses troupes, persuadé, dit le marquis de Torci, que, cessant de secourir le roi son petit-fils, il prouveroit le desir sincère qu'il avoit de faciliter la paix. Il se peut que ce motif fût entré pour quelque chose dans cette démarche : mais il est certain que la France avoit besoin pour elle-même de toutes ses forces. Quoi qu'il en soit, Philippe V soutenoit alors la guerre avec ses

seules troupes contre les Anglais, les Hollandais et les Portugais : trois puissances qui agissoient rarement de concert, parce que les prétentions qu'elles formoient toutes ensemble sur l'Amérique, étoient pour elles autant de semences de divisions. Aussi l'accession du roi de Portugal à la grande alliance, en 1703, n'avoit pas répondu aux grandes espérances des confédérés. Ils avoient particulièrement compté sur les troupes portugaises pour la guerre d'Espagne, et elles leur avoient manqué dans les occasions les plus essentielles.

Philippe V voyant que ses ennemis n'étoient pas capables de réunir leurs forces, et sachant que ses sujets avoient autant d'attachement pour lui que d'éloignement pour l'archiduc, étoit déterminé à tout risquer plutôt que d'abandonner sa couronne. Il l'avoit déclaré plusieurs fois, il le déclaroit encore ; et c'est parce que les confédérés étoient bien instruits de la ferme résolution de ce prince, qu'ils persistoient à demander, comme nécessaire à la paix, une condition qu'ils étoient sûrs de ne pas obtenir. Ils n'acceptoient d'entrer

en négociation, que parce qu'ils n'osoient refuser aux vœux des peuples le desir apparent de rendre le repos à l'Europe ; et dans le vrai ils vouloient continuer la guerre, parce qu'ils se flattoient d'accabler la France.

Les plénipotentiaires avoient demandé par ordre du roi d'être admis à la Haye, afin de pouvoir conférer avec le pensionnaire et les députés de l'état, aussi souvent que le bien des affaires et l'avancement de la négociation pourroient l'exiger. Les chefs de la confédération avoient d'autres vues : ils ne vouloient que retarder la conclusion. C'est pourquoi ils avoient fixé le lieu des conférences loin de la Haye, dans une petite ville fermée, où qui que ce soit ne pouvoit entrer, encore moins parler aux plénipotentiaires, sans que l'état en eût aussitôt avis. Les ministres de France étoient donc comme en prison à Gertruidenberg : les députés n'y venoient que de loin à loin : on laissoit de longs intervalles d'une conférence à l'autre ; et sans paroître vouloir rompre la négociation, on la faisoit traîner jusqu'à l'ouverture de la campagne.

Lorsque le roi s'étoit plaint qu'on lui eût insinué de joindre ses forces à celles des confédérés pour détrôner son petit-fils, le prince Eugène et milord Marlborough désavouèrent cette proposition, comme un artifice inventé pour abuser le public, et persuader que les ennemis de la France ne vouloient qu'éloigner la paix. Cependant dès les premières conférences de Gertruidenberg, cette condition odieuse fut proposée comme essentielle; et on avertissoit même qu'elle ne lèveroit pas encore toutes les difficultés. Car Buys déclara que les états-généraux se réservoient la faculté de former, après la signature des préliminaires, de nouvelles demandes, qu'il nomma *ultérieures*.

Il tut ce qu'elles contiendroient. Il est vrai que Wanderdussen dit, comme en secret, aux plénipotentiaires qu'on vouloit comprendre dans ces demandes ultérieures Valenciennes, Douai, Cassel; et de plus, un dédommagement des frais que les siéges de Tournai et de Mons avoient causés. Mais se contenteroit-on de ces trois places? et quel seroit d'ailleurs ce dédommage-

ment dont on parloit? Former toujours de nouvelles prétentions, après avoir obtenu ce qu'on avoit demandé; et se réserver la liberté d'en former encore sans s'expliquer sur ce qu'on demandera; c'étoit montrer des dispositions bien contraires à la paix, à la bonne foi, et à la raison même; car il étoit absurde d'exiger que la France accordât, par les préliminaires, des demandes ultérieures qu'on n'expliquoit pas.

Pour se flatter de persuader à Philippe V de renoncer à la couronne d'Espagne, il falloit au moins avoir un dédommagement à lui proposer. Après bien des difficultés, les confédérés n'accordèrent que la Sicile, avec la condition barbare que Louis XIV se chargeroit lui seul de contraindre son petit-fils à sortir d'Espagne, de gré ou de force. Encore s'opiniâtrèrent-ils à ne pas s'expliquer nettement sur leurs demandes ultérieures.

Le roi, pour le bien de la paix, consentit à conseiller à Philippe V de se contenter de la Sicile; il s'engagea à ne lui donner aucun secours directement ni indirectement; il offrit même de contribuer par

des subsides à la guerre que les confédérés auroient à lui faire, et à leur donner jusqu'à un million par mois. En un mot, il accepta toutes les conditions, excepté celle de faire directement la guerre à son petit-fils. Alors on exigea qu'il la fît seul et à ses dépens. *Notre volonté*, disoient les confédérés, *est que le roi se charge, ou de persuader au roi d'Espagne, ou de le contraindre lui seul et par ses seules forces, de renoncer à toute sa monarchie. On accorde à la France une trève de deux mois pour cette opération; et après l'expiration de ce terme, on lui fera la guerre, si elle n'a pas réussi dans cette entreprise.*

Autant Louis XIV avoit autrefois dicté des lois avec hauteur, autant alors il se voyoit humilié. Mais la politique atroce et déraisonnable de ses ennemis le servoit, parce qu'elle lui faisoit trouver des ressources dans son courage et dans l'indignation des Français. Il ne falloit qu'un événement pour changer la face des choses.

Cependant la campagne de 1710 fortifia les confédérés dans leurs préventions, et

les confirma dans le dessein d'accabler tout-à-fait la France. Ils prirent Douai, Béthune, Aire et S.-Venant. Philippe V, après avoir perdu la bataille de Saragosse, fut contraint de se retirer en Navarre avec les débris de son armée; et l'archiduc, reconnu à Madrid et à Tolède, ne parut pas devoir trouver désormais beaucoup d'obstacles à la conquête entière de la monarchie espagnole.

Tel étoit l'état des choses à la fin du mois d'août 1710 : l'Espagne échappoit à Philippe V, et la France étoit sans espérance de voir finir une guerre qu'elle ne pouvoit plus soutenir.

CHAPITRE III.

De la campagne de Pultava avec ses suites, et de celle du Pruth.

LORSQU'EN 1706 tout le nord demeuroit dans le silence à la vue des succès de Charles XII, le midi n'étoit pas sans inquiétude des desseins que formeroit ce jeune conquérant. Les ambassadeurs de presque tous les princes de la chrétienté vinrent lui apporter les hommages de toute l'Europe dans son camp d'Alt-Ranstadt, près de Lutzen, lieu mémorable par la dernière victoire et par la mort du grand Gustave. Ils croyoient voir ce capitaine revivre dans Charles XII, qui, répandant déjà la consternation en Danemarck, en Saxe, en Pologne, en Lithuanie, en Russie, pouvoit pénétrer dans l'Empire qui lui étoit ouvert; et ce conquérant leur paroissoit pouvoir changer à son choix la face de l'Europe, au midi comme au nord. Ainsi toutes les puissances le ménageoient à l'envi.

L'empereur Joseph fit bien voir combien il le redoutoit. La diète de Ratisbonne ayant menacé de déclarer le roi de Suède ennemi de l'Empire, s'il entroit en Saxe, Joseph se hâta de s'excuser de cette démarche, et lui députa le comte de Wratislaw pour l'appaiser.

Le comte de Zobor, chambellan de l'empereur, avoit parlé avec peu de respect du roi de Suède, et sur-tout du roi Stanislas qu'il traitoit de rebelle; et le baron de Stralenheim, envoyé de Suède à Vienne, lui avoit donné un démenti et un soufflet. C'étoit à l'empereur à demander une réparation : mais Charles XII l'exigea, l'obtint, et le comte de Zobor, qui lui fut livré, fut gardé quelques jours prisonnier à Stetin.

Le roi de Suède demanda encore, que l'empereur rappelât quatre cents officiers allemands, qui étoient passés au service du czar; qu'il lui livrât quinze cents Russes, qui s'étoient réfugiés sur les terres de l'Empire; et que conformément au traité de Westphalie, il accordât aux protestans de Silésie le libre exercice de leur religion, et leur rendît toutes leurs églises.

Ces demandes furent reçues comme des ordres. Joseph n'osa rien refuser à un vainqueur, qui se croyoit maître chez les autres, dès qu'il les pouvoit menacer de ses armes. Les Russes n'échappèrent que parce que l'envoyé de Russie à Vienne eut le temps de les faire évader.

Le roi de Suède ne jugeoit rien d'impossible pour lui; et les puissances de l'Europe, paroissant porter le même jugement, fondoient sur ce prince leurs espérances ou leurs craintes. Ainsi le nom de Charles XII avoit quelque influence sur la guerre du midi. Le bruit s'étoit même répandu qu'il vouloit se joindre à la France contre la maison d'Autriche. C'est pourquoi Marlborough fit, en 1707, le voyage de Saxe. Il connut bientôt que ce bruit étoit sans fondement, de sorte qu'ayant démêlé les vues de Charles XII, il ne jugea pas à propos de lui faire des propositions pour le détourner d'un dessein qu'il n'avoit pas.

Il n'est pas douteux que le roi de Suède n'eût été l'arbitre de l'Europe, s'il l'eût voulu: il semble même qu'étant moins ambitieux de conquérir des royaumes que d'en

donner, il auroit dû être flatté de la gloire de disposer de la monarchie d'Espagne. Mais il étoit pressé de se venger du czar, et parce qu'il se flattoit de l'avoir bientôt détrôné, il jugeoit qu'il seroit toujours à temps de s'ériger en juge des autres puissances. Le desir de la vengeance le conduisit donc en Russie : ce fut un mauvais guide pour lui.

Nous l'avons laissé, en 1708, au-delà du Boristhène. Les vivres commençoient à lui manquer. Dans la marche longue et pénible de Grodno au Boristhène, son armée avoit subsisté du biscuit dont il s'étoit précautionné, et elle l'avoit consumé presque entièrement : il n'avoit plus de ressources que dans Lœwenhaupt, qui devoit le joindre avec un corps de vingt mille hommes, et qui lui amenoit sept à huit mille chariots chargés de provisions de bouche et de guerre. Cependant ce général n'arrivoit point. Avec un si grand convoi, il ne pouvoit avancer que lentement dans de mauvais chemins ; et le général Baur, qui commandoit un détache-

ment dans la Courlande, le harceloit continuellement.

Il falloit vaincre ou périr; et il ne paroissoit pas possible de vaincre. Le czar étoit trop prudent pour hasarder une action générale, lorsque la famine pouvoit seule ruiner ses ennemis. Il livroit seulement de petits combats, où les Suédois, toujours vainqueurs, faisoient des pertes qu'ils ne pouvoient réparer.

Il se retiroit du côté de Smolensko, ne laissant après lui que des pays où il avoit tout détruit. C'étoit le chemin de Moscou : mais une armée sans provision ne pouvoit le prendre.

Mazeppa s'étoit ligué secrètement avec Charles XII, croyant avoir trouvé l'occasion de se venger du czar, qui, dans la chaleur du vin, avoit menacé de le faire empaler. Il avoit promis au roi de Suède trente mille hommes, des munitions de guerre et des provisions de bouche.

L'Ukraine est un des meilleurs pays de l'Europe; tout y vient presque sans culture : mais la partie méridionale, où les habitans ne sèment ni ne plantent, ne sauroit

être fort peuplée, et les guerres en avoient fait un désert. Charles, jugeant qu'étant maître de ce pays, il pourroit facilement conquérir la Russie, projeta d'y passer l'hiver, et envoya ordre à Lœwenhaupt de l'y venir joindre. Il eût sans doute été plus sage d'attendre ce général que de s'en éloigner : mais ce prince, qui jusqu'alors avoit été trop heureux pour être prudent, étoit si éloigné de prévoir des revers, qu'il n'imaginoit pas seulement devoir trouver des obstacles.

Il détacha Lageracrons avec quatre mille hommes, pour jeter des ponts et frayer le chemin de l'armée. Ce général s'égara dans une vaste forêt, pleine de marécages ; de sorte que les Suédois, laissant dans les marais la plus grande partie de leur artillerie et de leurs chariots, arrivèrent exténués de lassitude et de faim, sur les bords de la Desna, où Mazeppa avoit marqué le rendez-vous. Ils trouvèrent au lieu de ce chef des Cosaques, un corps de Russes qui s'avançoit vers l'autre bord de la rivière. Des détachemens de l'armée du czar avoient prévenu la trahison.

Maîtres des principales places de l'Ukraine, et des provisions destinées au roi de Suède, ils avoient déjà fait périr sur la roue trente des complices de Mazeppa. Cet hetman n'amena que trois ou quatre mille hommes au camp des Suédois, et n'apporta point de vivres. Charles XII, qui avoit alors forcé le passage de la Desna, fondoit toutes ses espérances sur les intelligences que Mazeppa conservoit dans l'Ukraine : car il n'en avoit plus sur Lœwenhaupt, qui venoit d'arriver avec les débris de son armée.

Le czar étoit resté sous Smolensko avec l'élite de ses troupes. Il songeoit aux moyens d'empêcher Lœwenhaupt de joindre le roi de Suède, lorsqu'il apprit que ce général avoit passé le Boristhène au-dessus de Mohilow. Il envoya contre lui le prince Mentzikof, et il s'avança lui-même avec le reste de son armée. Dans trois jours il livra trois combats. Le premier ne fut pas décisif. Au commencement du second, voyant que ses troupes plioient, il ordonna à l'arrière-garde de tirer sur les fuyards, et sur lui-même, s'il se retiroit. Il eut l'avan-

tage. Le troisième, le plus opiniâtre et le plus meurtrier, ne finit qu'avec le jour. Les Suédois ne furent jamais mis en déroute; mais ils perdirent environ seize mille hommes, tués ou prisonniers. Lœvenhaupt, abandonnant son artillerie et ses chariots, profita de la nuit pour passer la Sossa, avec quatre mille hommes qui lui restoient, et alla joindre Charles XII.

Eloigné de Suède de près de cinq cents lieues, et environné d'ennemis, ce prince marchoit dans des déserts qu'il ne connoissoit pas, et où il ne trouvoit que des villages ruinés. Autant il desiroit une action générale, autant le czar, qui l'évitoit, cherchoit l'occasion de livrer de petits combats, et de risquer, comme il le disoit, dix Russes contre un Suédois; par cette conduite il minoit insensiblement l'armée de son ennemi, tandis que la sienne pouvoit toujours se recruter.

Le froid excessif qui survint en 1709, fut un nouveau fléau pour les Suédois, qui, étant presque nus, résistoient moins que les Russes à la rigueur de la saison. Deux mille tombèrent morts dans une marche.

On avoit jeté presque tous les canons dans des marais, faute de chevaux pour les traîner; et cette armée, prête à périr de misère, ne subsistoit plus que par les soins de Mazeppa. Le froid fut si grand, qu'on fut obligé de part et d'autre de convenir d'une suspension d'armes. Mais dès le premier de février on commença à se battre au milieu des glaces et des neiges.

Après avoir pris Veprick, ville de peu d'importance, Charles mit le siége devant Pultava, au mois de mai 1709. Cette place est située sur la Vorskla, à l'extrémité orientale de l'Ukraine. Le czar en avoit fait un magasin. Il y avoit des vivres et toute sorte de munitions: elle étoit fortifiée, défendue par une forte garnison, et par le général Allart, bon ingénieur.

Si Charles prenoit cette ville, il rendoit l'abondance à son armée; et il pouvoit attendre de nouveaux secours, ou marcher à Moscou par des défilés qui servent de passages aux Tartares : défilés difficiles à la vérité, et qu'il étoit aisé à l'ennemi de rendre impraticables; mais il se flattoit que si le czar venoit au secours de Pultava,

il

il le battroit, et qu'une nouvelle victoire surmonteroit bien des obstacles.

Le czar, dont les troupes étoient disposées de manière à pouvoir se rassembler au besoin, parut à la tête de soixante mille hommes, ayant la Vorskla entre lui et le roi de Suède. Charles n'en avoit que vingt-quatre mille, dont les Suédois faisoient à peine la moitié. C'est tout ce qui lui restoit de quarante-cinq mille qu'il avoit amenés de Pologne, et de vingt mille que Lœwenhaupt avoit conduits. Cependant il se trouvoit entre le Boristhène et la Vorskla, dans un pays désert, sans place de sûreté, sans munitions, vis-à-vis d'une armée qui lui coupoit la retraite et les vivres; et pour comble de malheur, il fut blessé d'un coup de carabine, qui lui fracassa le pied gauche.

Le czar, ayant appris cette blessure, passa la Vorskla au-dessus de Pultava, et retrancha son armée à droite et à gauche pour enfermer les Suédois. Alors le roi de Suède sortit de ses retranchemens, se faisant porter sur un brancard; mais après un combat de deux heures, ses troupes cédant au nombre, furent enfoncées, mises en dé-

route, et il fut contraint de fuir lui même. Cette action se passa le 8 juillet.

Le roi de Suède, ayant été mis dans un carosse, arriva la nuit du 9 au 10 juillet sur les bords du Boristhène, avec les débris de son armée. Il passa ce fleuve avec environ dix-huit cents hommes, tant suédois que polonais et cosaques. Il avoit perdu plus de neuf mille hommes sur le champ de bataille, et il en laissoit dans les fers douze à treize mille. Il continua son chemin dans des pays arides et déserts jusqu'au fleuve Hypanis, qu'on nomme aujourd'hui Bog, et qu'il eut le bonheur de passer à propos. Car cinq cents hommes de sa suite furent enlevés par les Russes qui le poursuivoient. Il se trouvoit alors sur les terres des Turcs, qui lui donnèrent un asyle à Bender.

La Pologne n'avoit jamais été entièrement soumise au roi Stanislas. Siniawski, grand-général de la couronne, avoit toujours refusé de le reconnoître : il étoit soutenu par le czar, qui, quelques jours avant la bataille de Pultava, lui avoit encore envoyé vingt mille hommes, commandés par le général Goltz. De nouveaux secours,

aussitôt après la défaite de Charles XII, furent conduits par le prince Mentzikof, et achevèrent de relever le parti d'Auguste. Ce roi armoit alors en Saxe; et désavouant le traité d'Alt-Ranstadt, il avoit fait enfermer les deux ministres qui l'avoient signé, comme s'ils eussent passé leurs pouvoirs. Pierre parut bientôt lui-même à Varsovie. Il se rendit ensuite à Thorn, où il renouvela un traité d'alliance avec Auguste, auquel il rendoit la couronne, et qui lui céda toutes ses prétentions sur la Livonie. Stanislas n'étant plus que le sujet d'une guerre civile, qu'il ne pouvoit pas même soutenir, exhorta les polonais qui lui restoient fidelles à se ranger du parti d'Auguste; et se retira dans la Poméranie Suédoise, avec le général Crassau que Charles avoit laissé en Pologne. Ainsi les Suédois furent obligés d'évacuer tout-à-coup un pays où quelques jours auparavant ils donnoient la loi. La Lorraine ne savoit pas l'intérêt qu'elle pouvoit prendre à cette révolution, qui devoit cependant contribuer un jour à son bonheur.

Les puissances qui avoient tremblé au seul nom de Charles XII, se préparèrent à profiter des malheurs de la Suède. Le Danemarck renouvela ses prétentions sur la Scanie et sur les duchés de Holstein et de Brême. L'électeur de Brandebourg, alors roi de Prusse, en avoit d'anciennes sur la Poméranie suédoise. L'électeur de Hanovre, le duc de Mecklenbourg et l'évêque de Munster songeoient à s'enrichir aussi des dépouilles de Charles : et Pierre, alors l'arbitre du nord, se proposoit de conquérir toutes les provinces, sur lesquelles les czars avoient formé des prétentions; c'est-à-dire, la Livonie, l'Ingrie, la Carélie et une partie de la Finlande. Contre tant d'ennemis, la Suède se trouvoit trop foible. Presque dépeuplée par les recrues qu'elle avoit envoyées aux armées de Charles XII pendant neuf ans, elle étoit menacée de perdre au moins toutes les conquêtes de Gustave-Adolphe.

Pierre recueilloit rapidement les fruits de la victoire de Pultava. Il négocioit, il armoit tout-à-la-fois; et dans la campagne

de 1710, il se rendit presque entièrement maître de la Livonie, de la Carélie et de la Finlande. Le roi de Danemarck, son allié, faisoit alors une puissante diversion dans la Scanie. Mais l'armée danoise, après avoir remporté quelques avantages, fut entièrement défaite par le général Steinbock : de dix-sept mille hommes dont elle étoit composée, il ne s'en sauva pas la moitié.

L'empereur Joseph, qui n'avoit point de prétentions à former sur la Suède, se reprocha ses complaisances forcées pour Charles, qu'il ne craignoit plus ; il ôta aux protestans de Silésie le libre exercice de leur religion, et permit aux catholiques de reprendre leurs églises.

La France et la Suède avoient commencé la guerre en même-temps, et toutes deux avec des succès : les Français étoient vainqueurs sur le Danube, lorsque les Suédois l'étoient sur l'Oder. Si ces deux puissances s'étoient alors réunies, elles n'auroient pas été moins formidables que du temps de Gustave-Adolphe. Mais Charles, qui se fioit en ses armes, suivoit plutôt les mouvemens de sa vengeance que les conseils

de la politique. Peut-être auroit-il craint de contribuer aux succès d'un allié, dont les prospérités excitoient sa jalousie et qu'il vit dans la suite avec une sorte de plaisir succomber sous les efforts des confédérés.

La France tomba lentement, et conservoit encore des ressources : la Suède tomba tout-à-coup, et n'en avoit plus. Il arriva même que son malheur devint avantageux à la France : il causa une diversion.

A l'exception du czar, tous les princes qui formoient des prétentions sur les provinces de Suède, étoient entrés dans la grande alliance. Cependant plusieurs n'avoient pas pu donner tous les secours qu'ils avoient promis : car Charles XII avoit, sans le vouloir, fait une diversion en faveur de Louis XIV. Sa défaite en causoit une plus grande, puisque des princes, qui jusqu'alors avoient porté leurs armes contre la France, songeoient à les tourner contre la Suède. Si la guerre s'allumoit, sur-tout dans la Poméranie et dans le duché de Holstein, qui sont des provinces de l'empire, il étoit naturel qu'elle attirât insensiblement de côté une grande partie des forces

du corps germanique. C'est ce, que prévirent les confédérés ; et pour l'empêcher, ils imaginèrent un moyen qui ne produisit aucun effet, et qui n'est remarquable que par sa singularité.

Par un traité qu'ils conclurent à la Haye sur la fin de 1709, il fut stipulé que la guerre contre les Suédois ne se feroit point en Poméranie, ni dans aucune des provinces de l'Allemagne ; et que les ennemis de Charles XII pourroient l'attaquer par-tout ailleurs. Le roi de Pologne et le czar, qui accédèrent à ce traité, y firent insérer l'article le plus extraordinaire : c'est que douze mille Suédois, qui étoient en Poméranie n'en pourroient sortir pour aller défendre les autres provinces de la Suède.

Pour assurer la neutralité de la Poméranie et des douze mille Suédois, on projeta de lever une armée qui camperoit sur le bord de l'Oder, et qui seroit composée des troupes de l'empereur, du roi de Prusse, de l'électeur de Hanovre, du landgrave de Hesse, de l'évêque de Munster : c'est-à-dire, que l'on confioit cette neutralité à plusieurs princes, qui étoient intéressés à

porter la guerre en Poméranie. Rien de tout cela ne fut exécuté.

Pendant que les puissances du nord faisoient une guerre qui inquiétoit celles du midi, Charles XII, dans son asyle de Bender, concevoit le dessein d'armer l'empire ottoman contre la Russie. Le comte de Poniatowski, gentilhomme polonais, qui l'avoit suivi, formoit à Constantinople des intrigues jusques dans le sérail, et se flattoit quelquefois de réussir au gré du roi de Suède. Mais Tolstoi, ambassadeur du czar, travailloit à rompre ses mesures, et il y avoit réussi.

La puissance que Pierre montroit sur les Palus-Méotides et sur la mer Noire, où il avoit fortifié des places, creusé des ports et construit des flottes, suffisoit pour donner de l'ombrage à la Porte; et c'étoit sans doute une des raisons que les intrigues de Poniatowski faisoient valoir. Le kan des Tartares de Crimée, qui avoit vu Charles XII à Bender, appuyoit sur tous les motifs de prendre les armes contre la Russie. Il avoit le même intérêt que lui à l'abaissement d'un voisin qu'il redoutoit. Il fut consulté,

dit-on, par le sultan Achmet III, qui régnoit alors; et la guerre fut résolue.

Pierre n'attend pas que l'ennemi la porte dans ses états. Il crée un conseil de régence à Moscou; il laisse le prince Mentzikof à Pétersbourg, pour veiller sur les provinces qu'il a conquises; il envoie l'amiral Apraxin commander dans Asoph, et il marche avec le général Schérémétow vers le Niester, au mois de mars.

Il comptoit que la Moldavie et la Valachie se déclareroient pour lui. Ces provinces, qui étoient autrefois le pays de Daces, sont aujourd'hui des espèces de fiefs qui relèvent de la Porte, et dont le sultan dispose. On nomme hospodar ou vayvode les princes qui les gouvernent.

Démétrius Cantimir, vayvode de Moldavie, et Bassaraba Brancovan, vayvode de Valachie, avoient promis de se joindre au czar, et de lui fournir toutes les provisions nécessaires pour son armée. Mais le second lui manqua, et le premier ne put pas remplir tous ses engagemens. Comme il ne gouvernoit les Moldaves que depuis peu, il n'eut pas assez de crédit sur eux pour

les entraîner dans sa révolte. Il vint se joindre aux Russes, comme Mazeppa s'étoit joint aux Suédois; et même il leur fut encore d'une moindre ressource.

L'avant-garde, commandée par Schérémétow, campoit alors à Jassy, capitale de la Moldavie, située sur la rivière de Bahluy, à deux milles du Pruth, nommé par les anciens Hiéruse. Les Moldaves fuyoient; et ne laissant à l'ennemi que des pays déserts, ils portoient à l'armée turque les provisions que Cantimir avoit destinées aux Russes. Cependant Pierre hâtoit sa marche avec le reste de son armée, pour venir dégager Schérémétow, qui pouvoit être enveloppé par les Turcs. Ils avoient passé le Danube sous les ordres du visir Baltagi-Méhémet : ils approchoient du Pruth, et ils marchoient vers Jassy, au nombre d'environ deux cent cinquante mille hommes, en y comprenant les Tartares.

Il s'agissoit de leur défendre le passage du Pruth : mais le czar n'arriva pas à temps, et son armée, réduite à la moitié dans une longue marche sous un soleil brûlant et parmi des déserts arides, n'étoit tout au

plus que de quarante mille hommes. Un corps assez considérable que le général Renne lui amenoit, ne pouvoit arriver jusqu'à lui : les Turcs avoient coupé la communication. Campés sur l'une et l'autre rive du Pruth, ils étoient maîtres de la campagne; et les Russes, enveloppés de toutes parts, ne pouvoient ni se retirer, ni subsister où ils étoient, ni combattre qu'avec un désavantage évident. Tout leur manquoit jusqu'à l'eau : ils ne pouvoient tenter d'en puiser dans le fleuve, sans s'exposer au feu d'une nombreuse artillerie, que le grand visir avoit placée sur la rive gauche. Cependant ils se défendoient avec courage ; ils ne purent être entamés. Mais ils ne pouvoient pas résister long-temps à la disette. Pierre sentit alors qu'il avoit fait la même faute que le roi de Suède à Pultava; que comme lui, il s'étoit engagé trop avant dans un pays ennemi, et qu'il avoit trop compté sur les promesses d'un allié peu puissant.

C'est à vingt-cinq lieues de Bender que le vainqueur de Charles XII se voyoit au moment de perdre avec la liberté le fruit

de tant de soins pour policer et étendre son empire. Le roi de Suède avoit refusé de suivre les Turcs; parce qu'il crut au-dessous de lui de se trouver dans une armée où il ne commandoit pas. Baltagi-Méhémet lui envoya Poniatowski, pour l'inviter à venir voir les dispositions qu'il avoit faites; il refusa encore, exigeant que le grand visir lui fît la première visite. Cette fierté étoit bien deplacée. Peut-être qu'avec plus de complaisance, il eût gagné ce général, qui l'oublia bientôt, et qui ne travailla que pour les intérêts de la Porte.

Tel étoit l'effet de la discipline que le czar avoit mise parmi ses troupes : huit mille Russes soutinrent dans un combat les efforts de cent cinquante mille Turcs, leur tuèrent sept mille hommes, et les forcèrent à retourner en arrière. Cependant les escarmouches continuoient : les Russes étoient foudroyés par le canon des ennemis : leur cavalerie étoit presque toute démontée : ils périssoient par la famine, et ils paroissoient devoir enfin succomber sous le nombre. Pierre, incertain si, hasardant une action générale, il traîneroit au com-

bat son armée languissante, se retira dans sa tente; et défendit que personne osât y entrer, sous quelque prétexte que ce fût, ne voulant pas qu'on fût témoin des troubles qui l'agitoient, ni qu'on le détournât d'une résolution désespérée, s'il la jugeoit nécessaire. Une femme lui rendit l'espérance et le sauva.

En 1702, la petite ville de Marienbourg, qui étoit située sur les confins de la Livonie et de l'Ingrie, ayant été prise et détruite par les Russes, tous les habitans furent emmenés en captivité. Il y avoit parmi eux une jeune paysanne livonienne, veuve d'un sergent qu'elle avoit perdu le jour ou le lendemain de ses noces. Orpheline dès l'âge de cinq ans, elle étoit chez un ministre luthérien qui avoit donné quelques soins à son éducation. Elle est connue sous le nom de Catherine.

Catherine ayant été le partage d'un général, qui la céda au prince Mentzikof, eut occasion d'être connue du czar, dont elle attira toute l'attention. Charmé de sa beauté, et plus encore de son esprit et de son courage, Pierre l'aima et l'épousa se-

crètement en 1707. Il crut trouver en elle une ame capable de seconder ses desseins.

Ce mariage choquoit les préjugés des Russes : non qu'en Russie les princes crussent alors se dégrader, lorsqu'ils ne s'allioient pas à des princes : ils ne se piquoient pas même d'être assez délicats pour chercher dans une femme les vertus de son sexe. Il y avoit une loi ou un usage qui ne permettoit pas au czar d'épouser une étrangère : il épousoit une de ses sujettes : il la prenoit d'ordinaire dans la noblesse, quelquefois dans le peuple, et presque jamais dans les grandes maisons. Il eût craint de les rendre trop puissantes, ou de mettre la jalousie parmi elles. Quand il vouloit se marier, il suivoit le conseil que Sulli donnoit en badinant à Henri IV; car il faisoit assembler les plus belles personnes de la nation, et il choisissoit celle qui lui plaisoit davantage.

Avec des vertus au-dessus de son sexe, Catherine étoit destinée à être souveraine d'un empire où elle avoit été amenée captive. Elle partageoit les fatigues du czar : elle l'accompagnoit dans ses voyages et

dans ses campagnes : elle adoucissoit ses peines; elle le portoit à la clémence : elle le rendoit plus grand. Elle étoit à la bataille de Pultava, se montrant par-tout, encourageant les soldats, faisant enlever les blessés, donnant ses soins à tous, et se signalant par sa bienfaisance autant que par son courage. Pierre déclara son mariage le jour même qu'il partit pour la guerre de Moldavie, c'est-à-dire, le 17 mars 1711.

Lorsqu'il alloit passer le Boristhène, il la pria de ne pas aller plus avant : il craignoit de l'exposer à de nouveaux dangers. Mais elle regarda cette attention comme un outrage à sa tendresse et à son courage; et le czar fut contraint de céder à ses instances.

Ce fut le salut de l'armée ; car elle entra dans la tente malgré les défenses. Elle fit voir au czar qu'il étoit possible de réussir par une négociation : elle s'en chargea, et réussit en effet. Il y avoit des circonstances favorables à son dessein. Le général Renne, après avoir passé trois rivières, étoit arrivé sur le Danube, et avoit pris la ville et le

château de Brahila. Un corps de troupes, parti des frontières de Pologne, avançoit à grandes journées. Le visir ne savoit pas, sans doute, la disette que souffroient les Russes. Il avoit éprouvé combien il étoit difficile de les vaincre. Il pouvoit craindre de perdre tous les avantages de la campagne, s'il les réduisoit au désespoir lorsqu'ils étoient au moment de recevoir de nouveaux secours. Enfin il voyoit à leurs mouvemens qu'ils étoient disposés à se faire jour au travers de l'ennemi, s'ils n'obtenoient pas la paix aux conditions qu'ils offroient. « Baltagi, dit M. de Voltaire, qui » n'aimoit pas la guerre, et qui cependant » l'avoit bien faite, crut que son expédition » étoit assez heureuse, s'il remettoit aux » mains du grand-seigneur les villes et les » ports pour lesquels il combattoit, s'il ren- » voyoit, des bords du Danube en Russie, » l'armée victorieuse du général Renne; » et s'il fermoit à jamais l'entrée des Palus- » Méotides, le Bosphore Cimmérien, la » mer Noire, à un prince entreprenant; » enfin, s'il ne mettoit pas des avantages » certains au risque d'une nouvelle bataille,

» que le désespoir pouvoit gagner contre la » force. »

Ces raisons et des intrigues dont on ne sait jamais bien la vérité, procurèrent d'abord une suspension d'armes, pendant laquelle les Turcs apportèrent des vivres dans le camp des Russes, et bientôt après la paix fut faite près d'un village nommé Falstchii, sur les bords du Pruth. On convint qu'Asoph seroit rendu à la Porte; que quelques places fortes seroient démolies, et que le czar ne s'opposeroit point au retour de Charles XII en Suède. Poniatowski et le kan des Tartares traversèrent à l'envi cette négociation. Charles vint lui-même à l'armée pour l'empêcher : mais lorsqu'il arriva, le traité étoit conclu.

Cette campagne coûta près de soixante mille hommes au czar. Il perdit ses ports et ses forteresses sur les Palus-Méotides, et par conséquent l'empire de la mer Noire. Il souffrit encore beaucoup dans la retraite, les Tartares ne cessant de harceler ses troupes, malgré l'escorte que le grand-visir lui avoit donnée. Après avoir mis les débris de son armée en quartier d'hiver dans la

Lithuanie, il eut à Jaroslaw une entrevue avec Auguste, et ces deux princes conclurent un traité d'alliance défensive contre les Turcs.

Catherine le devança à Pétersbourg. Elle étoit accompagnée de Démétrius Cantimir; que Pierre ne voulut jamais livrer, quoiqu'on le lui eût demandé avec instance par un des articles préliminaires. Il donna à ce prince, qui avoit tout abandonné pour lui, des terres dans l'Ukraine avec une pension considérable.

Au mois de février de l'année suivante, 1712, il déclara plus solemnellement qu'il n'avoit fait, son mariage avec Catherine, et le célébra à Pétersbourg avec magnificence. En 1724, il la fit couronner et sacrer, voulant par cette cérémonie inusitée dans ses états, préparer les esprits à la voir régner après lui. Elle nous a été, dit-il dans la déclaration qu'il donna pour ce couronnement, d'un très-grand secours dans tous les dangers, et particulièrement à la bataille du Pruth, où notre armée étoit réduite à vingt-deux mille hommes.

Après avoir fait la paix avec la Porte, il

restoit encore une carrière assez vaste à Pierre le Grand. Il avoit des établissemens à perfectionner en Russie, de nouvelles réformes à faire, des conquêtes à poursuivre sur la Suède, et le roi Auguste à affermir sur le trône. Il s'occupa de tous ces objets. Mais celui qui lui tenoit le plus à cœur, c'étoit d'enlever aux Suédois toutes les provinces qu'ils possédoient en Allemagne. Car s'il n'achevoit de ruiner cette puissance, elle paroissoit le devoir toujours traverser dans ses desseins. Il médita donc les moyens de l'abattre : il jeta le plan de ses opérations, et il projeta des traités d'alliance avec l'électeur de Hanovre, et avec les rois de Prusse et de Danemarck.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De la pacification d'Utrecht.

PENDANT que les révolutions violentes du nord diminuoient les forces des confédérés, il s'en faisoit d'un autre côté une plus lente et plus sourde, qui devoit enfin les dissiper entièrement.

Au mois d'août 1710, Philippe V se flattoit si peu de relever son parti, qu'il pensoit à transférer le siége de sa monarchie aux Indes occidentales. Dans cette position, ce prince, son conseil et les grands demandèrent le duc de Vendôme à Louis XIV, pour l'opposer à Staremberg et à Stanhope, deux grands capitaines qui commandoient les armées des confédérés. Le roi de France, hors d'état de donner des

troupes à son petit-fils, ne lui refusa pas un général dont il ne se servoit plus.

Depuis la malheureuse campagne d'Oudenarde, en 1708, Vendôme étoit retiré dans Anet : mais son nom, au-dessus des disgraces, ne se renferma pas dans sa retraite. Dès qu'il parut à Valladolid, où il rassembla les débris de l'armée de Philippe, les peuples crurent voir leur sauveur. Saisis d'enthousiasme, ils se rangent à l'envi sous ses drapeaux : les villes, les villages, les communautés religieuses ouvrent leurs bourses, pour fournir aux frais de la guerre : au lieu des contradictions qu'il avoit essuyées dans les Pays-Bas, il trouve un roi trop malheureux pour avoir une volonté, et des courtisans dont le caractère avoit changé avec la fortune de leur maître. Ayant donc véritablement toute l'autorité d'un général, il conduisit à Madrid Philippe, qui rentra dans sa capitale, aux acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit prisonnier Stanhope et cinq mille Anglais : le lendemain, 10 décembre, il défit à Villaviciosa Staremberg, qui venoit au secours de Brihuéga : enfin, en

quatre mois, il rétablit et affermit Philippe sur le trône.

L'affection des Espagnols pour ce prince étoit si grande, qu'ils aimoient mieux brûler leurs vivres que de les vendre à l'archiduc. C'est ce qui faisoit dire à Stanhope, qu'on pouvoit parcourir l'Espagne avec une armée victorieuse, mais qu'il faudroit une armée encore plus grande pour la conserver. Si les confédérés eussent accepté les offres que faisoit Louis XIV, de reconnoître Charles pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils, de fournir des subsides pour le détrôner, il est vraisemblable que le zèle des Espagnols se seroit refroidi, et que se voyant tout-à-fait abandonnés de la France, ils se seroient fait une loi de la nécessité. Il est au moins certain que Brihuéga n'auroit pas été prise, et que Staremberg n'auroit pas été vaincu, puisque Vendôme n'auroit pas commandé l'armée de Philippe.

Depuis le mois d'août 1710, la France n'eut pas des succès comme l'Espagne: mais ses ennemis n'eurent pas de nouveaux avantages sur elle. Au mois d'octobre, le

roi établit la levée du dixième sur tous les revenus des terres. Cette nouvelle imposition, dont l'édit fut enregistré sans résistance et sans murmures, fit voir aux confédérés que la France avoit des ressources qui leur manquoient, et ouvrit les yeux à ceux qui ne se laissoient pas conduire par l'esprit de parti. Ils purent connoître que leurs procédés odieux avoient attaché les peuples à un prince qui sacrifioit tout pour la paix. Ils eurent d'autant plus lieu d'être étonnés des ressources de Louis XIV dans l'affection de ses sujets, qu'alors il s'en falloit de cinq millions que les Anglais fussent en état de lever en un an les dépenses de l'année courante. Cependant c'étoit principalement à eux à faire les frais de la guerre, auxquels les alliés pouvoient encore moins fournir. Vous voyez que toute l'Europe étoit épuisée.

Il étoit temps que l'Angleterre cherchât la paix, ce qui ne se pouvoit sans faire un changement dans le gouvernement. Voilà la révolution qui devoit rendre le calme à l'Europe. Pour en comprendre les causes et en prévoir les effets, il faut

se ressouvenir des factions qui divisoient l'Angleterre.

Les Stuarts s'opiniâtrant à établir le despotisme, sous prétexte de conserver leur prérogative, n'avoient pas pu prendre beaucoup de part aux demêlés des autres puissances de l'Europe. Ils étoient à la tête d'une faction qui se conduisoit par les principes des épiscopaux, et à laquelle on donna le nom de Torys.

Les Whigs formoient la faction opposée. C'étoit un assemblage de toutes les sectes comprises sous la dénomination de Non-conformistes : sectes qui ne pouvoient se souffrir, mais qu'un intérêt commun réunissoit contre l'église anglicane. Ennemis du pouvoir arbitraire et de l'autorité sans bornes, les Whigs se regardoient comme seuls bons patriotes. Ils avoient déclamé contre l'avarice de Charles II, qui se mettoit aux gages de la France : ils l'avoient blâmé de ne pas s'opposer à l'ambition de Louis XIV : ils avoient frémi pour l'Angleterre à la vue des progrès de ce monarque; et par cette conduite ils s'étoient attiré la faveur du peuple.

Ils

Ils avoient eu la principale part à la révolution de 1688, qui fit passer la couronne sur la tête de Guillaume III, prince d'Orange. Il les favorisa, moins peut-être par reconnoissance, que parce qu'ils entroient dans ses vues : car ce parti étoit animé contre la France ; et il importoit à Guillaume de faire la guerre à cette monarchie, jusqu'à ce qu'il en eût été reconnu. Ils s'élevèrent donc aux premiers emplois, ils dominèrent dans le parlement, ils gouvernèrent, et le ministère de Londres eut un esprit tout différent de celui qu'il avoit eu sous les Stuarts.

Ayant conservé leur crédit sous la reine Anne, ils furent maîtres des armées et de toutes les parties du gouvernement. Car le duc de Marlborough avoit abandonné le parti des Torys pour embrasser celui des Whigs, plus favorable à son ambition ; et il disposoit des principaux ministres qui lui étoient dévoués : tels étoient le comte Godolfin, grand trésorier, et le comte Sunderland, secrétaire d'état.

Il est certain qu'avant la révolution, le ministère de Londres s'occupa trop peu du

reste de l'Europe. Les Whigs avoient donc raison de le blâmer : mais lorsqu'ils gouvernèrent eux-mêmes, ils auroient dû ne prendre part aux guerres du continent, qu'autant qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre de maintenir la balance entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. Ce fut aussi l'objet de la grande alliance ; et on l'eût rempli dès 1706, si on eût voulu faire la paix. On ne le voulut pas, parce que les confédérés, aveuglés par la prospérité, le furent encore plus par les vues particulières de leurs chefs. On continua donc la guerre par passion, sans avoir d'objet fixe, et sans savoir quand on la termineroit. Les négociations de la Haye et de Gertruidenberg en sont la preuve.

Lorsqu'on se fut écarté du premier objet de la grande alliance, la guerre ne se fit plus que pour l'intérêt de la maison d'Autriche, et des chefs de la confédération, dont elle nourrissoit l'ambition et l'avarice. La Hollande pouvoit, à la vérité, se proposer d'obtenir un plus grand nombre de places pour sa barrière : mais l'Angleterre n'attendoit rien, et cependant elle contri-

buoit seule plus que tous les alliés ensemble. Il y a eu telle campagne où l'empereur ne fournissoit guère plus d'un régiment contre la France à sa seule charge. Il ne paroissoit prendre aucune part à la guerre d'Espagne : bien loin de donner des troupes à l'archiduc, à peine lui donnoit-il de quoi avoir une table. Le roi de Portugal et le duc de Savoie ne faisoient presque rien pour la cause commune. Du côté du Rhin, les princes de l'empire étoient d'ordinaire dans l'inaction. Tout le fort de la guerre se faisoit donc dans les Pays-Bas, aux dépens des Hollandais et des Anglais; et parce que les premiers fournissoient à peine la moitié du contingent auquel ils s'étoient engagés, l'Angleterre étoit obligée d'y suppléer. Ainsi elle donnoit des subsides à ses alliés, elle entretenoit leurs armées : et comme si on eût combattu pour elle, il n'y avoit point de petit prince, lorsqu'il n'obtenoit pas ce qu'il demandoit, qui ne menaçât de retirer ses troupes, quoiqu'il n'eût pas de quoi les faire subsister chez lui.

Sous les Stuarts, l'Angleterre avoit vu fleurir son commerce, et elle s'étoit enrichie.

Si alors elle étoit honteuse de ne jouer d'ailleurs aucun rôle dans l'Europe, elle devoit l'être bien plus de celui qu'elle jouoit depuis la révolution, puisqu'elle étoit la dupe de ses pensionnaires, c'est-à-dire, de ses alliés; qu'elle se ruinoit pour entretenir au-dedans une faction, et au-dehors des alliances inutiles; et qu'elle s'opiniâtroit à soutenir une guerre onéreuse, à laquelle elle ne prenoit point d'intérêt. Les dettes s'accumuloient, le peuple gémissoit sous les taxes, le commerce tomboit de jour en jour, la nation s'appauvrissoit, un petit nombre de familles absorboit toutes les richesses. Quels étoient donc les desseins de ceux qui gouvernoient alors l'Angleterre? d'abattre la maison de Bourbon, pour rendre à la maison d'Autriche toute la puissance de Charles-Quint; ils ne vouloient donc plus maintenir l'équilibre. Mais la vérité est qu'ils ne feignoient de redouter la France que pour sacrifier leur patrie à une guerre qui leur étoit inutile.

Depuis 1706 exclusivement, jusqu'en 1711, la guerre coûta, dit milord Bolingbroke, plus de trente millions de livres

sterling à l'Angleterre. On est étonné et indigné, remarque encore ce ministre, quand on compare cette dépense avec le peu de progrès que firent les confédérés.

Cette politique fausse et prodigue, comme il l'appelle, s'est introduite en Europe avec le système de l'équilibre. Les puissances riches ont imaginé d'acheter des alliés, et de donner des subsides aux puissances pauvres. Il arrive qu'elles dépensent beaucoup pour acquérir peu, ou même pour rendre ce qu'elles ont conquis : il ne leur reste plus que des dettes. Cette politique durera sans doute : car lorsque les gouvernemens ont pris une allure, ils ne la quittent pas facilement, sur-tout si elle est mauvaise. Introduite, comme je viens de le dire, avec le système de l'équilibre, elle l'assure beaucoup mieux que les négociations et les congrès, parce que dans un siècle où on ne fait la guerre qu'avec de l'argent, elle hâte la ruine des puissances les plus riches. Il n'y en a point aujourd'hui qui puisse, sans se nuire à elle-même, soutenir pendant trois ou quatre campagnes, une suite non interrompue de succès. Milord Boling-

broke a prédit que l'Angleterre s'appauvrira par cette politique, et que de la pauvreté, elle tombera dans l'esclavage.

Pour arrêter les abus du gouvernement d'Angleterre, et terminer une guerre aussi extravagante qu'onéreuse, il falloit que la reine ouvrît les yeux sur la conduite de ses ministres, qu'elle cassât le parlement où les Whigs étoient supérieurs, et qu'elle en convoquât un nouveau. Je ne sais si la considération du bien public étoit capable de produire ce changement heureux : une intrigue le produisit.

La duchesse de Marlborough, qui jouissoit de la plus grande faveur, avoit mis auprès de la reine une de ses parentes, nommée Hill, et s'étoit donné une rivale. Cette femme sut plaire aux dépens de sa bienfaitrice, qui choquoit souvent la reine par ses hauteurs. La duchesse de Marlborough fut disgraciée.

Incapable de reconnoissance, la Hill étoit capable de ressentiment. Or, elle avoit à se venger du comte de Sunderland, qui avoit tout tenté pour l'éloigner de la cour ; et du duc de Marlborough, qui avoit re-

fusé un régiment à son frère, quoique la reine l'eût accordé. Elle se conduisit d'après les conseils de Harlei, qui cherchoit à s'insinuer dans la confiance de la reine; et qui, ayant été secrétaire d'état, avoit perdu sa place par le crédit de Marlborough. Il avoit donc aussi à se venger.

Sur ces entrefaites les sermons de quelques Torys attirèrent l'attention publique. Un d'eux, nommé Sacheverel, qui avoit prêché devant la reine, fut accusé d'avoir attaqué la dernière révolution; condamné la tolérance; fait entendre que l'église anglicane étoit en danger sous le règne présent, que l'administration dans les affaires ecclésiastiques et civiles, tendoit à la ruine du gouvernement, et d'enseigner enfin l'obéissance passive.

Cette doctrine étoit contre la reine Anne; parce qu'en condamnant la dernière révolution, elle attaquoit les droits de cette princesse au trône. Elle n'étoit pas moins contraire au parlement, presque tout composé de Whigs, puisqu'elle blâmoit l'administration présente; et qu'en enseignant une obéissance passive, elle reconnoissoit

dans le souverain une autorité arbitraire et absolue.

La reine fut témoin des contestations qui s'élevèrent dans le parlement au sujet de cette doctrine : elle vit avec quelle vivacité les Whigs se soulevoient contre l'obéissance passive et contre le pouvoir arbitraire. Elle connut qu'elle avoit donné sa confiance à des hommes qui n'étoient attentifs qu'à diminuer son autorité. Les torts du parlement lui firent bientôt oublier ceux de Sacheverel ; et dans le dessein de le dissoudre, elle le prorogea, c'est-à-dire, qu'elle en suspendit les séances, et les remit à un autre temps.

Elle avoit besoin de conseils. La Hill, alors nommée Mashan, du nom de son mari, lui parloit souvent de Harlei, comme d'un homme indigné de l'ingratitude de ceux que la reine avoit comblés de bienfaits. Il étoit d'ailleurs reconnu pour un homme éclairé, intelligent dans les affaires, et très-propre à manier l'esprit de la nation.

Harlei, ayant été introduit à des audiences secrètes, n'eut pas de peine à per-

suader à la reine que les critiques des Torys tomboient uniquement sur l'administration des Whigs; que la meilleure partie de la nation étoit indignée du pouvoir excessif dont Marlborough et Godolfin s'étoient emparés; et que ces deux hommes ne continuoient la guerre que pour amasser des richesses immenses, pendant que toute l'Angleterre gémissoit sous le poids des taxes. La reine lui donna sa confiance, et sur ses avis elle changea tout son conseil.

Sunderland fut le premier sacrifié aux ressentimens de la Mashan. Quelque temps après, c'est-à-dire, au mois d'août 1710, la reine renvoya Godolfin, et nomma cinq commissaires pour l'administration des finances. Harlei, qui en étoit un, pouvoit être regardé comme le seul; car il avoit choisi les autres, et il étoit sûr de n'essuyer de leur part aucune contradiction : la disgrace des autres ministres suivit de près celle de Godolfin. De tous ceux qui les remplacèrent, je ne nommerai que S. Jean, ou milord Bolingbroke, un des beaux esprits de sa nation. C'est le même que je

viens de citer. Il fut fait secrétaire d'état. Bientôt après, la dissolution du parlement fut publiée, et la reine en convoqua un nouveau.

Tous ces changemens, qui se faisoient précisément dans le temps où la France et l'Espagne paroissoient aux abois, firent craindre aux Whigs et à la Hollande que la reine n'eût pris des résolutions contraires aux vues des confédérés. En vain l'ambassadeur de cette princesse assuroit les états-généraux, qu'elle conservoit les mêmes sentimens pour la cause commune; elle ne pouvoit dissiper l'inquiétude des alliés, et cependant elle n'osoit encore déclarer ouvertement ses desseins. Elle crut donc devoir continuer le commandement des armées à Marlborough : le nouveau ministre limita seulement l'autorité de ce général, qui connut par-là qu'il étoit craint, et qu'on ne pouvoit se passer de ses services.

Marlborough étoit encore assez puissant pour se venger, puisqu'il continuoit d'être nécessaire. Pour n'avoir plus à le redouter, il falloit donc le rendre inutile, et par

conséquent faire la paix. C'étoit l'intérêt de la reine, de la Mashan, du nouveau ministère : heureusement cet intérêt s'accordoit avec celui de toute l'Europe. Mais ne pouvant entamer ouvertement une négociation, qui auroit été traversée par les Whigs et par les alliés, il s'agissoit de trouver une voie sûre et secrète pour faire connoître à la France les dispositions de la reine Anne et de son conseil.

Lorsque le maréchal de Tallard, ambassadeur auprès du roi Guillaume, revint en France, il avoit laissé à Londres un chapelain, nommé Gaultier, qui, étant instruit des affaires d'Angleterre, pouvoit donner à la France des avis utiles. Gaultier s'étoit introduit chez le comte de Jersey, qui avoit été ambassadeur auprès de Louis XIV, après la paix de Riswyck; et il s'étoit allié avec Prior, autrefois secrétaire d'ambassade de Jersey, et connu par ses poésies. Jersey, lié avec les nouveaux ministres, proposa ce chapelain comme un homme de confiance, ne même temps obscur, tel qu'il le falloit pour une négocia-

tion secrète. Sa proposition fut agréée, et il fut commis pour instruire Gaultier, mais verbalement, et sans lui rien donner par écrit.

Gaultier fit deux voyages en France. A son second retour, il rapporta des propositions dont les ministres de Londres furent contens, et telles qu'ils les avoient demandées, pour oser les communiquer aux Etats-Généraux. Saisis de la négociation, ils étoient jaloux de la conserver, considérant qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre et du leur, de ne laisser dépendre d'aucune autre puissance la fin ou la continuation de la guerre. La Hollande, qui offrit alors au conseil de Versailles de reprendre les conférences, leur donna de l'inquiétude; et ils sollicitèrent vivement le roi de France de se refuser aux propositions de cette république. Ainsi les deux puissances qui avoient voulu la guerre avec le plus d'opiniâtreté, paroissoient alors s'envier l'avantage de contribuer à la paix.

Louis XIV n'avoit pas besoin d'être sollicité. Après les humiliations qu'il avoit

essuyées à la Haye et à Gertruidenberg, il n'avoit garde de renouer des négociations infructueuses, sur-tout dans les conjonctures où il se trouvoit : car il découvroit de nouvelles ressources dans l'affection de ses sujets ; son petit-fils venoit d'être rétabli sur le trône d'Espagne ; il connoissoit enfin qu'il ne pouvoit avoir la paix que par l'Angleterre. Il eût d'autant plus mal fait d'accepter les offres des Hollandais, que la suite fit voir qu'ils n'étoient encore capables ni de modération, ni de bonne foi.

Prior accompagna Gaultier dans un autre voyage en France ; et fut chargé des préliminaires proposés par le conseil de la reine Anne. Mais il n'avoit d'autre pouvoir que de les communiquer et de rapporter une réponse précise et décisive. Cette réponse n'étoit pas facile à faire : car on ne pouvoit accorder aux Anglais tout ce qu'ils demandoient, sans ruiner le commerce des Français et des autres nations de l'Europe ; et par un refus, on s'exposoit à rompre la négociation, à peine commencée. Il eût fallu, pour traiter les articles qui souf-

froient des difficultés, que les pouvoirs de Prior l'eussent autorisé à céder sur quelques-uns, et à donner des modifications sur d'autres.

Dans l'embarras où se trouvoit le ministère de Versailles, le roi jugea à propos de porter la négociation à Londres, et d'y envoyer un homme instruit de ses intentions, et assez éclairé pour ne pas le compromettre. Le choix tomba sur Ménager, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il partit avec Prior et Gaultier, et arriva le 18 août 1711.

L'empereur Joseph étoit mort quatre mois auparavant, le 17 avril. Cet événement paroissoit favorable à la négociation de Londres: car les confédérés ne pouvoient pas raisonnablement s'obstiner à vouloir désormais conserver la couronne d'Espagne sur la tête de l'archiduc, qui devenoit l'héritier de tous les domaines de la maison d'Autriche. C'eût été détruire l'équilibre qu'ils se piquoient de vouloir maintenir. Aussi le roi de Portugal et le duc de Savoie déclarèrent-ils qu'ils ne con-

tinueroient pas la guerre pour réunir dans la même personne la monarchie d'Espagne avec l'Empire.

Mais la guerre étoit utile à Marlborough, dont les intérêts ne changeoient pas avec le systême de l'Europe. Les Hollandais obéissoient aveuglément à toutes ses impressions, et les Whigs s'opposoient à la paix, parce que les Torys qui commençoient à prendre la supériorité, la desiroient. Ainsi les nations, victimes de l'esprit de parti et des vues particulières de quelques chefs, continuoient la guerre sans savoir pourquoi elles la faisoient. Lorsqu'on représentoit à milord Sommers, un des ministres que la reine Anne avoit renvoyés, combien il étoit inutile et ruineux de la prolonger, il se contentoit de répondre qu'il avoit été élevé dans la haine de la France.

Quand un homme, qui a été à la tête des affaires, ose répondre ainsi; il ne faut pas s'étonner si on tenta tout pour traverser la négociation. Il y eut des complots contre les ministres, des conspirations contre l'état. On demandoit si la reine pouvoit conclure des traités sans la participation de Georges,

électeur de Hanovre, que le parlement avoit désigné pour lui succéder. On s'élevoit avec audace, avec frénésie contre le gouvernement. Les Whigs, en un mot, s'opiniâtrant à favoriser l'empereur et les Hollandais, formoient des ligues avec des puissances étrangères, pour forcer la reine à continuer la guerre, ou pour mettre la couronne sur la tête de l'électeur de Hanovre.

La paix pouvoit seule dissiper ces ligues: il importoit donc à la reine Anne et à son conseil de la conclure promptement. Cet intérêt bien connu de la France, fit que les deux cours négocièrent avec beaucoup de confiance et de bonne foi.

Cependant les ministres de Londres n'étoient pas sans inquiétudes. La santé de la reine ne promettoit pas de longs jours, et ils prévoyoient des disgraces à l'avénement de l'électeur de Hanovre, en qui les Whigs mettoient toutes leurs espérances, et qui appelé au trône par ce parti, le favorisoit. On pouvoit laors leur faire un crime d'avoir fait la paix sans les alliés, ou de les y avoir forcés : on pouvoit même leur en faire un

d'avoir ouvert une négociation avec Louis XIV : car il étoit déclaré par un acte du parlement, que qui que ce soit en Angleterre, ne pourroit être autorisé à traiter avec un prince qui recevoit le prétendant dans ses états; et cependant le prétendant étoit en France.

Ce n'est qu'en faisant une paix glorieuse pour la nation, et avantageuse pour les alliés, qu'ils pouvoient prévenir les malheurs dont ils se voyoient menacés. Ils ne le cachoient pas à la France, qui dans le besoin qu'elle avoit de terminer la guerre, se prêtoit à ces considérations. Ils auroient donc procuré les conditions les plus favorables à la Hollande, si elle eût voulu entrer en négociation conjointement avec eux.

Cette république auroit dû voir que ses intérêts étoient liés avec ceux des ministres de Londres, et que, par conséquent, elle pouvoit compter sur eux. Mais elle s'aveugla. En s'opposant opiniâtrément à la paix, elles les mit dans la nécessité de conclure à quelque prix que ce fût. Plus elle résistoit, plus elle suscitoit contre eux un parti puissant, plus ils sentoient le besoin de presser

la négociation. Il n'étoit plus temps pour eux ni de reculer, ni de lire dans l'avenir des malheurs que mille accidens pouvoient écarter. La conjoncture présente demandoit la paix, et demandoit qu'elle se fît promptement. Ils se voyoient donc contraints d'abandonner tout ce qui la pouvoit retarder, par conséquent de négliger en partie les intérêts des alliés, et d'avoir de plus grandes complaisances pour Louis XIV. C'est ainsi que les ennemis de la France servoient cette monarchie par leur conduite inconsidérée. Ils hâtoient la paix qu'ils ne vouloient pas lui donner; et plus ils s'y opposoient, plus ils la lui ménageoient favorable.

L'art des négociateurs est d'un côté de demander au-delà de ce qu'on veut, afin d'obtenir ce qu'on veut en effet; et de l'autre d'offrir moins qu'on ne veut céder, afin de n'être pas forcé à céder au-delà. On dispute ensuite le terrein : on se rapproche lentement. Celui qui accorde un article qu'il avoit d'abord refusé, s'en fait un droit pour obtenir quelque dédommagement; et celui qui se relâche sur une demande qu'il avoit

faite, entend qu'on lui en sache gré, et veut retirer quelque fruit de sa complaisance.

Tout cet artifice deviendroit inutile, si les puissances qui négocient, connoissoient réciproquement l'état où elles se trouvent; et si jugeant l'une et l'autre des intérêts de celles avec qui on traite, comme toutes deux jugent séparément des siens, elles négocioient toujours dans la vue de terminer promptement. Dès-lors on s'entendroit, avant d'avoir ouvert les conférences. Comme l'une ne sauroit ce que l'autre doit raisonnablement exiger, et que l'autre, pour prendre le tour de M. de Sévigné, sauroit ce que l'une doit raisonnablement céder, on pourroit commencer par conclure. Voilà, diroit-on d'un côté, ce que je veux; et je m'y borne, sans rien demander de plus, parce que je sais que vous me l'accorderez. Voilà, diroit-on de l'autre, ce que je cède, et je n'offre rien de moins, parce que je sais ce que vous avez droit de prétendre. Des plénipotentiaires qui viendroient au congrès avec de pareilles instructions, ne s'assembleroient que pour découvrir qu'ils

sont d'accord : ils traiteroient avec autant de simplicité que de lumières.

Si l'art de négocier en étoit à ce point, il seroit à sa perfection. On renonceroit à des artifices, qu'on estime aujourd'hui, et qui s'usent enfin. La bonne foi deviendroit l'ame des négociations : et les négociateurs seroient véritablement habiles, puisque leurs succès seroient uniquement le fruit de leurs lumières. Mais cela n'arrivera pas : car les puissances foibles suppléeront à la force par la ruse : les négociateurs peu éclairés auront besoin d'être fins ; et comme on s'obstinera toujours à user d'artifices au moins d'un côté, il faudra bien que de l'autre on continue encore à en faire usage.

Il n'appartient qu'à une puissance dominante de couper court à tout ce manége; et elle y réussira, pourvu qu'elle se pique de modération et de justice. Or, l'Angleterre dominoit en 1711. Par un heureux concours de circonstances, elle vouloit une paix prompte, qui conciliât, s'il étoit possible, tous les intérêts. Elle se trouvoit forcée à être médiatrice entre ses ennemis et ses

alliés : c'étoit à elle à juger de ce qui devoit être exigé d'une part, et cédé de l'autre, à le déclarer promptement, et à conclure.

Les ministres de Londres prévirent bien sans doute que Menager, suivant les ordres qu'il devoit avoir reçus, ne céderoit que peu-à-peu, et comme par force; qu'à chaque article qu'il accorderoit, il voudroit obtenir un dédommagement; que par conséquent le temps des conférences se consumeroit en disputes; et que la négociation traîneroit. Pour abréger, ils déclarèrent à Ménager, qu'avant de traiter avec lui, ils vouloient avoir une réponse par écrit au mémoire que Prior avoit porté en France.

Il n'étoit plus possible de ne s'expliquer que par degrés, de faire des réserves, de se préparer des dédommagemens. Il falloit répondre à chaque article : refuser, c'eût été se rendre suspect de mauvaise foi, ou du moins d'artifices. Ménager jugea donc avec raison devoir dresser le mémoire qu'on lui demandoit.

Dans la première partie, qui traitoit des demandes particulières de l'Angleterre, le roi convenoit de reconnoître la reine Anne

en qualité de reine de la Grande-Bretagne; de reconnoître aussi la succession à cette couronne, de la manière que les actes du parlement l'avoient réglée en faveur de la ligne protestante.

Il accordoit aux Anglais, comme autorisé par le roi d'Espagne, Gibraltar et le Port-Mahon, pour assurer leur commerce dans la Méditerranée.

Ils devoient jouir, dans les pays de la domination d'Espagne, de tous les avantages accordés, ou qui le seroient à la nation la plus favorisée. Enfin le roi de sa part cédoit l'île de Terre-Neuve.

Dans la seconde partie du mémoire, le roi expliquoit ce qu'il demandoit pour lui, pour son petit-fils et pour les alliés de la France et de l'Espagne. Mais les ministres ne voulurent régler dans les préliminaires, que les intérêts de la nation anglaise : ils réservèrent ceux de la France et de ses alliés pour être traités dans le congrès, promettant au reste que le roi auroit lieu d'être content des bons offices de la reine.

Comme le mémoire de Ménager satisfaisoit les Anglais sur les articles impor-

tans, il plut à la reine et aux ministres. On convint de commencer des conférences pour éclaircir les points contestés; et Ménager traita avec les commissaires nommés à cet effet. De ce nombre étoient S. Jean et Harlei, alors comte d'Oxford.

Il fallut d'abord consentir à la démolition des ouvrages construits à Dunkerque, tant sur terre que sur mer, et cependant se résoudre à ne pas savoir ce qu'on obtiendroit pour prix de cette complaisance. Louis XIV demandoit la restitution de Lille et de Tournai. Les commissaires promirent de lui procurer un dédommagement; mais ils dirent qu'il leur étoit impossible de déterminer encore en quoi il consisteroit.

Il fut ensuite question d'assurer le commerce des Anglais en Amérique. Ils proposoient, à cet effet, que Philippe, qu'ils reconnoissoient pour roi d'Espagne, livrât à l'Angleterre des places aux Indes occidentales, comme ils l'avoient déjà demandé dans les préliminaires. Ménager ayant répondu que ce prince n'accepteroit jamais de pareilles conditions, S. Jean se réduisit à obtenir la traite des Nègres pour

trente ans : à quoi Ménager répondit que le roi employeroit ses puissans offices, pour procurer cet avantage aux Anglais.

La traite des Nègres est un droit exclusif de transporter de la côte de Guinée en Amérique, tous les Nègres nécessaires aux colonies espagnoles établies dans ce continent. Les Français avoient joui de ce privilége jusqu'alors. Les Anglais l'acquirent par le traité d'Utrecht; et cette branche de commerce est d'autant plus considérable pour eux, qu'elle leur fournit l'occasion de faire une grande contrebande. La compagnie qui achète les Nègres en Afrique, et qui les vend aux Indes occidentales, se nomme la compagnie de *l'Assiento*, d'un mot espagnol qui signifie ferme, parce qu'en effet elle prend à ferme la traite des Nègres.

S. Jean ayant fait un mémoire au sujet des questions agitées da ns la conférence l'abbé Gaultier, qui avoit été présent à tout ce qui s'étoit dit, fut chargé de le porter à Versailles, et de rendre compte de ce qui s'étoit passé. La réponse de Louis XIV satisfit les ministres de Londres, à quelques difficultés

difficultés près qui furent bientôt levées, parce que de part et d'autre on vouloit sincèrement finir. On signa donc les articles préliminaires, et Ménager n'eut plus qu'à revenir en France.

La reine avoit déjà désigné ses plénipotentiaires pour le congrès. L'un étoit Robertson, évêque de Bristol, l'autre le comte de Stafford, alors ambassadeur en Hollande, et le troisième, Prior. J'aurai soin de dresser les ordres qui leur seront envoyés, disoit S. Jean à Ménager. Cessez un moment d'être ministre de France, soyez simplement témoin de notre bonne foi, et du desir sincère que nous avons de la paix : et faites en le rapport fidèle à votre cour. Mais observez que nous ne pouvons nous départir des bienséances à l'égard de nos alliés. Il s'agit pour nous de maintenir la succession dans la ligne protestante, de procurer à la Hollande et à l'Empire une barrière sûre et raisonnable, et de conserver à l'Angleterre les avantages dont nous sommes convenus avec vous.

De crainte d'être traversées, les deux cours s'étoient réciproquement demandé

le secret sur les propositions qu'elles se faisoient l'une à l'autre. Mais puisqu'elles avoient heureusement levé toutes les difficultés, il ne restoit plus qu'à faire connoître l'état de la négociation. Le comte de Stafford eut ordre d'en rendre compte au pensionnaire, et de lui dire que, si la reine s'étoit contentée de stipuler des conditions générales pour ses alliés, c'étoit uniquement par la seule considération de ne pas s'ingérer à décider de leurs prétentions, et dans la vue de leur laisser l'entière liberté d'en traiter eux-mêmes aux conférences de la paix; que son intention étoit d'agir de concert avec ses alliés; que nulle offre de la France ne l'engageroit à faire la paix, si elle n'obtenoit par le traité, que la république de Hollande fût satisfaite sur les articles de la barrière, du commerce, et sur les autres prétentions; que si les états-généraux s'attachoient à soutenir les préliminaires de 1709, elle leur déclaroit qu'elle n'étoit pas en état de continuer une guerre, à laquelle ses alliés n'avoient jamais fourni tout leur contingent; qu'elle leur donnoit le choix, ou de

le fournir désormais régulièrement, ce qui n'étoit pas en leur pouvoir, ou de faire la paix avec elle.

En conséquence de ces résolutions, le comte de Stafford devoit presser le pensionnaire de déterminer les états à consentir au choix qu'elle avoit fait d'Utrecht pour le congrès, et à remettre incessamment des passe-ports pour les plénipotentiaires du roi de France, afin que les conférences s'ouvrissent le 12 janvier de 1712. On étoit alors au mois de novembre 1711.

Gaultier vint en France chargé d'un mémoire, par lequel la reine informoit le roi des démarches qu'elle avoit faites auprès des états-généraux; et des oppositions qu'ils mettoient à l'ouverture du congrès, jusqu'à ce qu'il se fût expliqué plus particulièrement sur les articles qui les concernoient. Elle avoit répondu que ces articles contenoient en général tout ce que les alliés pouvoient prétendre, et les jugeant suffisans, elle avoit réitéré ses ordres au comte de Stafford pour presser l'expédition des passe-ports, et le choix de la ville qu'elle avoit proposée.

Elle demandoit, comme un moyen d'avancer la paix, que le roi lui confiât son secret sur ce qu'il vouloit faire en faveur de chacun des confédérés, assurant qu'elle useroit de sa confiance avec discrétion, et seulement pour l'avantage de l'un et de l'autre. Oxford et Saint-Jean avoient joint à ce mémoire des lettres qui ne permettoient pas de douter de la droiture de leurs intentions. Leurs intérêts propres en étoient garans, toute leur conduite en étoit une preuve, et les intrigues de Buys, député à Londres pour soulever la nation contre ce ministre, ne faisoient pas craindre que la France fût sacrifiée à la Hollande.

Sur ces considérations le roi crut devoir s'ouvrir : en effet la méfiance eût été déplacée. Il répondit donc à tous les articles sur lesquels on demandoit des éclaircissemens; et déclarant ce qu'il vouloit d'abord proposer, et à quoi il vouloit ensuite se réduire, il communiqua aux ministres de Londres le fond du mémoire, qui devoit servir d'instructions à ses plénipotentiaires. Il falloit un singulier concours de circonstances, pour forcer la cour de Londres et

la cour de Versailles à traiter avec autant de franchise.

Par la réponse que le roi fit au mémoire de la reine de la Grande-Bretagne, il consentoit à donner une barrière aux Hollandais, et à favoriser leur commerce. Mais avant de régler cette barrière, il jugeoit nécessaire de savoir à quel prince on destinoit les Pays-Bas. Dans le cas qu'on les laisseroit à l'électeur de Bavière, à qui le roi d'Espagne les avoit cédés, il approuvoit que les places fortes fussent gardées par une garnison hollandaise; et de son côté il laisseroit aux états-généraux Menin, Sauverge, Ypres et sa châtellenie, Furnes et le Furnembach.

Il demandoit pour l'équivalent de ces places, qu'on lui rendît Aire, Béthune Saint-Venant, Bouchain, Douai et leurs dépendances.

En disant qu'il se proposoit de demander Lille et Tournai, en dédommagement de la démolition des ouvrages de Dunkerque; il confioit à la reine que pour le bien de la paix, il se contenteroit de la ville et de la citadelle de Lille avec ses dépendances.

Il s'engageoit à reconnoître l'archiduc Charles pour empereur, à lui restituer Brisach ; à lui rendre à lui et à l'Empire le fort de Kell, à raser ceux de Strasbourg construits sur le Rhin, à démolir les fortifications vis-à-vis Huningue, et généralement toutes celles qui étoient élevées au-delà de ce fleuve. Il demandoit en retour la restitution de Landaw, et le rétablissement des électeurs de Cologne et de Bavière.

Il consentoit que le duc de Savoie s'agrandît en Italie, comme la reine Anne le desiroit : il le souhaitoit même autant qu'elle. Mais il ne vouloit pas lui laisser Exilles et Fénestrelle.

Frédéric III, électeur de Brandebourg, voyant l'élévation du prince d'Orange et d'Auguste de Saxe, eut l'ambition d'être roi ; et ne pouvant pas, comme eux, acquérir de nouveaux états, il donna à une de ses provinces le nom de royaume, et mit une couronne sur sa tête. Il s'agissoit d'être reconnu. Il le fut d'abord par l'empereur, par le roi d'Angleterre et par d'autres princes, parce qu'il offrit d'entrer

à cette condition dans la grande alliance qui se formoit alors, ce qui fut agréé. Les intérêts de ce confédéré ne pouvoient pas être oubliés. Louis XIV consentoit donc à le reconnoître pour roi de Prusse, ainsi qu'à ne pas refuser au duc de Hanovre la qualité d'électeur que l'empereur lui avoit donnée. C'étoit à-peu-près là tous les points sur lesquels on l'avoit prié de s'expliquer. L'abbé Gaultier qui rapporta cette réponse aux ministres de Londres, eut ordre de leur dire que le roi ne doutoit pas d'une confiance réciproque de leur part; ni de leur discrétion à faire un usage prudent et par degrés de la connoissance qui leur étoit donnée.

Les ministres de Londres, flattés des procédés ouverts de Louis XIV, se trouvoient plus disposés à le favoriser ; et ils sentoient croître en eux ces dispositions, lorsqu'ils considéroient la conduite de ceux qui s'opposoient à la paix.

Avec près de sept millions de livres sterling que la campagne de 1711 avoit coûté à l'Angleterre, tous les efforts de Marlborough s'étoient bornés à la prise

de Bouchain. Cependant les Hollandais s'opiniâtroient dans le dessein de continuer la guerre. Ils animoient plus que jamais les Whigs, qui trouvoient un autre appui dans l'empereur. On ne se proposoit pas moins que d'exciter un soulèvement en Angleterre ; et Gallas, ministre de Charles VI, n'étoit à Londres qu'un chef de faction. Le conseil de la reine, à qui les complots des Whigs et les intrigues des Hollandais et des Allemands étoient connus, en devoit desirer davantage la fin de la négociation commencée ; et l'intérêt qui le lioit à la France, devenant plus fort par les oppositions mêmes des alliés, il ne pouvoit manquer de procurer à cette couronne les conditions avantageuses, qu'il seroit possible de concilier avec les avantages de l'Angleterre.

La reine se rendit le 10 décembre 1711 au parlement qu'elle avoit convoqué, elle y déclara qu'elle étoit résolue à terminer, par une paix glorieuse et utile, une guerre onéreuse par le sang et les trésors qu'elle coûtoit à la nation. Les Whigs s'élevèrent avec emportement contre tout traité, qui

ne restitueroit pas à la maison d'Autriche la monarchie entière d'Espagne. Mais, après de longs débats, le parti de la paix demeura supérieur de cent vingt-six voix dans la chambre des communes, et la supériorité ne lui manqua que d'une seule dans la chambre-haute.

On n'ignoroit pas que Marlborough avoit répandu de l'argent et corrompu plusieurs membres. On ne doutoit pas non plus que Buys n'eût contribué par des pratiques secrètes, à susciter les oppositions que la reine avoit trouvées dans une partie de son parlement. Le député donnoit au moins lieu de croire, qu'il attendoit quelque événement capable de renverser les mesures du ministère. Les états-généraux lui avoient envoyé les sauf-conduits, avec ordre de les remettre à la reine. Cependant il ne l'avoit point fait : comme il n'avoit pas même de prétexte pour les retenir, il paroissoit que dans l'attente d'une révolution, il les gardoit pour retarder l'ouverture des conférences. Il les délivra enfin, lorsqu'il vit que tous les détours devenoient inutiles et suspects. S. Jean se hâta de les faire passer

en France. Le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Ménager, plénipotentiaires du roi, se disposèrent à partir. Leurs instructions étoient conformes au mémoire communiqué au conseil de Londres. Ils arrivèrent à Utrecht, le 19 Janvier 1712. Buys, nommé par la province de Hollande pour assister aux conférences, les avoit précédés de quelques jours.

Le prince Eugène étoit à Londres depuis le 16. Il y étoit venu, sollicité par les Whigs, qui fondoient sur lui toutes leurs ressources, et qui ne doutoient pas qu'avec ses talens il ne vînt à bout de culbuter au moins le ministère. Mais il s'étoit rendu trop tard aux sollicitations vives qu'on lui avoit faites. Le comte d'Oxford ayant prévenu son arrivée, il trouva Marlborough déposé de toutes ses charges, accusé de péculat, et jugé coupable par la chambre des communes. Reçu avec toutes les distinctions qui lui étoient dues, il fut observé de si près, qu'il ne lui fut pas possible de fomenter les cabales des Whigs ; il repartit après deux mois de séjour, ayant formé, dit-on, des complots, qui donnèrent seu-

lement quelque inquiétude, et qui auroient fait tort à sa réputation, s'ils avoient été prouvés et publiés. Les ministres se trouvoient supérieurs à leurs ennemis, lorsque la France éprouva des malheurs qui apportèrent de nouveaux retardemens à la paix.

Louis dauphin, fils unique du roi, étoit mort au mois de février 1711. Le duc de Bourgogne, son fils aîné, qui étoit frère de Philippe, roi d'Espagne, et qui avoit deux fils, le duc de Bretagne et le duc d'Anjou, mourut lui-même le 18 février 1712, six jours après sa femme, Marie-Adélaïde de Savoie; et le 8 du mois suivant une maladie inconnue mit encore le duc de Bretagne au tombeau. Il ne restoit plus que Louis duc d'Anjou, âgé de deux ans, et dont la vie paroissoit en danger.

Ces coups redoublés, capables par eux-mêmes de frapper vivement un père qui aimoit ses enfans, et les Français qui estimoient le duc de Bourgogne, devenoient plus funestes encore dans la conjoncture présente. Car la succession à la couronne de France sembloit s'ouvrir à Philippe V,

et l'Europe se voyoit menacée de voir cette couronne et celle d'Espagne sur la tête du même prince : danger dont elle s'effrayoit beaucoup plus qu'elle ne devoit; mais enfin elle s'en effrayoit.

Les conférences d'Utrecht n'avançoient pas. Prior, à qui la reine avoit confié le secret de la négociation, n'y étoit pas arrivé, il n'y arriva même point. Ainsi l'évêque de Bristol et le comte de Staffort, n'osant rien prendre sur eux, se conduisoient avec beaucoup de circonspection. Contre l'attente de Louis XIV, ils ne s'ouvroient point avec ses ministres; ils parloient même encore comme ennemis. Ils ne pouvoient guère se conduire autrement; parce que dans la situation chancelante des choses, une démarche précipitée pouvoit les rendre criminels, si le parti contraire à la paix venoit à prévaloir.

Cependant la reine et son conseil la desiroient toujours : mais, avant de faire de nouvelles tentatives auprès des alliés, il falloit prendre des mesures pour prévenir la réunion redoutée des deux monarchies. Les Hollandais, de plus en plus animés

contre la France, s'opiniâtroient plus que jamais à n'accorder la paix qu'aux conditions spécifiées dans les préliminaires de 1709; et dans une circonstance où Philippe V paroissoit si près de succéder à Louis XIV, leurs raisonnemens étoient capables d'ébranler ceux qui vouloient le plus sincèrement la fin de la guerre. C'est alors même qu'ils remuoient en Angleterre, et qu'ils se flattoient d'y susciter des soulèvemens.

Ces circonstances ralentissoient nécessairement les démarches des ministres de Londres. Cependant elles ne changeoient rien à leurs dispositions : au contraire elles leur faisoient sentir davantage la nécessité d'y persister. Le 23 mars ils envoyèrent un mémoire à la cour de Versailles, par lequel ils demandoient, comme l'unique moyen de calmer les alarmes de l'Europe, que Philippe V renonçât purement et simplement aux droits de sa naissance, et qu'il cédât la couronne de France au duc de Berri, son frère, troisième et dernier fils du dauphin.

Cette proposition embarrassa le ministère

de France, qui, s'imaginant que la renonciation seroit nulle, ne pouvoit le déclarer sans rompre toute négociation, ni le dissimuler sans manquer à la bonne foi. Cependant la sincérité prévalut sur toute autre considération. Le marquis de Torci, principal ministre, écrivit à S. Jean, que la renonciation seroit nulle suivant les lois fondamentales du royaume, selon lesquelles « le prince qui est le plus proche » de la couronne, en est héritier de toute » nécessité; que c'est un héritage qu'il ne » reçoit ni du roi son prédécesseur, ni du » peuple, mais en vertu de la loi; de sorte » que lorsqu'un roi vient à mourir, l'autre » lui succède immédiatement, sans de- » mander le consentement de personne; » qu'il succède, non comme héritier, mais » comme le maître du royaume dont la » seigneurie lui appartient; non par choix, » mais seulement par le droit de sa nais- » sance.

» Qu'il n'est obligé de sa couronne ni à » la volonté de son prédécesseur ni à aucun » édit, ni à aucun décret, ni à la libéralité » de qui que ce soit; qu'il ne l'est qu'à la

» loi: cette loi est estimée l'ouvrage de
» celui qui a établi les monarchies; et
» qu'on tient en France qu'il n'y a que
» Dieu seul qui puisse l'abolir, par con-
» séquent qu'il n'y a aucune renonciation
» qui puisse la détruire. »

Torci emprunta pour cette réponse, comme il le dit, les termes d'un fameux magistrat, Jérôme Bignon, avocat général. Cet exemple prouve que les opinions d'un homme qui a un nom, deviennent des préjugés qu'on adopte sans examen. Car ou je me trompe fort, ou toute cette doctrine ne porte que sur de grands mots. On croiroit que Bignon parle du peuple Juif.

Ce magistrat auroit-il soutenu que cette doctrine étoit bien établie et bien reconnue avant Philippe Auguste? Je demanderois donc pourquoi les souverains prenoient des mesures, de leur vivant, pour assurer la couronne à leur fils. Si c'est depuis Philippe Auguste que Dieu a établi cette loi fondamentale dont il parle, je demande sous quel règne elle a été révélée.

Si, avant Louis XIV, il y avoit eu une

loi qui n'eût pas permis à un prince de renoncer à la couronne, il falloit alors changer cette loi, puisque ce changement devenoit nécessaire à la maison de Bourbon, à la France, à l'Espagne, à l'Europe entière. Les lois ayant été faites pour le bonheur des peuples, ce seroit une grande absurdité d'imaginer qu'elles sont encore sacrées lorsqu'elles deviennent nuisibles.

Pour être affermis sur le trône, les Bourbons n'ont pas besoin que Dieu vienne dire aux Français: Voilà mon oint, voilà votre roi. Ils sont sûrs de régner par l'affection de leurs sujets. Ils en sont sûrs, parce que l'obéissance n'est pas moins due aux lois que les peuples se font, qu'aux lois que Dieu leur donne; et que désobéir aux premières, c'est toujours désobéir à Dieu, à qui nous rendrons compte de tous nos engagemens.

C'est la flatterie, Monseigneur, qui a fait cette loi fondamentale; mais la flatterie tourne tôt ou tard contre le souverain. Vous le voyez: la paix n'eût pas été possible, si toute l'Europe eût pensé comme Louis XIV et son conseil, ou il eût fallu

en revenir avec les Hollandais aux préliminaires de 1709. Heureusement les puissances étrangères ne connoissoient pas les lois fondamentales de la France, et elles crurent que la renonciation seroit bonne. « Nous voulons croire, répondit S. Jean, » que vous tenez en France, qu'il n'y a » que Dieu seul qui puisse abolir la loi sur » laquelle votre droit de succession est » fondé; mais vous nous permettrez aussi » de croire en Angleterre, qu'un prince » peut se départir de ses droits par une » cession volontaire; et que celui en fa- » veur de qui il auroit fait la renonciation, » pourroit être soutenu avec justice dans » ses prétentions, par les puissances qui » en auroient garanti le traité. »

L'incertitude du parti que prendroit le roi d'Espagne, faisoit languir la négociation. Pour perdre moins de temps, les plénipotentiaires d'Angleterre proposèrent à ceux de France de travailler en attendant à lever de concert les autres difficultés qui s'opposoient à la paix. Ils s'assemblèrent chez l'évêque de Bristol; et afin de ne pas donner d'ombrage aux alliés, ils prirent

pour prétexte de traiter quelques points de commerce entre la France et l'Angleterre. Les conférences réussirent comme on se l'étoit promis. Le traité eût été bientôt conclu entre les deux couronnes, si on avoit eu la renonciation du roi d'Espagne.

On cherchoit également à Londres et à Versailles, si, dans le cas où Philippe refuseroit de la donner, il seroit possible de trouver quelque expédient pour y suppléer. Milord Oxford proposa une alternative : il donnoit le choix à ce prince, ou de conserver le royaume d'Espagne, en renonçant aux droits de sa naissance, ou de conserver les droits de sa naissance en abandonnant l'Espagne au duc de Savoie, son beau-père, et en se contentant des états de ce prince, auxquels on joindroit les royaumes de Naples et de Sicile. Oxford crut peut-être avoir trouvé le vrai moyen de hâter la paix, parce qu'il pensa que le second parti seroit plus agréable à Louis XIV, et plus convenable à sa famille, vu l'inquiétude que donnoit la santé du duc d'Anjou.

Philippe venoit alors de répondre qu'il renonceroit à la couronne de France. Ainsi

l'option proposée par Oxford, ne fit que retarder la négociation : car il fallut attendre une nouvelle réponse.

Louis XIV exhorta vivement son petit-fils à préférer l'échange qu'on lui proposoit. Philippe persista dans la première résolution qu'il avoit prise, et renonça à tous les droits de sa naissance. Peut-être y fut-il en partie déterminé par l'ambition de la reine sa femme, qui ne voulut pas sacrifier la monarchie d'Espagne à l'incertitude d'être un jour reine de France. Quoi qu'il en soit, la renonciation fut faite quelques mois après par le roi d'Espagne, ratifiée par les états de son royaume, acceptée par Louis XIV, publiée par les ordres de ce prince, enregistrée dans tous les parlemens de la manière la plus solemnelle, et à la paix, garantie par toutes les puissances de l'Europe. On peut encore remarquer que le roi de France et le roi d'Espagne ne paroissent pas avoir douté de la validité de cet acte, si on en juge par les lettres qu'ils s'écrivirent à ce sujet : et quand ils en auroient douté, il n'en résulteroit autre chose, sinon qu'ils n'auroient pas traité de bonne foi, et la

mauvaise foi ne rend pas un acte nul. Voilà donc une loi fondamentale, ou il n'y en a point. Par conséquent la branche de Bourbon, qui a passé en Espagne, ne conserve plus aucun droit à la couronne de France. En soutenant le contraire, je vous plairois peut-être davantage, mais je vous tromperois.

L'Angleterre et la France se trouvoient parfaitement d'accord. Il ne restoit plus qu'à rompre les obstacles que les autres puissances mettoient à la paix. La reine se rendit au parlement le 17 juin 1712. Elle communiqua aux deux chambres l'état où elle avoit conduit la négociation. Elle fit l'énumération des avantages qu'elle procuroit à ses alliés : elle exposa les mesures qu'elle avoit prises pour assurer la succession dans la maison de Hanovre ; enfin elle fit valoir ses soins pour prévenir l'union des couronnes de France et d'Espagne. Elle fut écoutée avec un applaudissement général : seulement quelques membres de la chambre-haute protestèrent contre plusieurs articles de sa harangue : mais ces protestations furent sans effet.

L'Angleterre pouvoit alors faire sa paix séparément. C'eût été sans doute le moyen le plus court de terminer tout-à-fait la guerre. Le conseil de Londres, croyant devoir user de plus de circonspection, n'osa prendre ce parti. Il auroit craint de choquer trop les alliés. Il prit un parti moyen, qui leur étoit presque aussi contraire, et qui les choqua tout autant. Le duc d'Ormond, qui commandoit les troupes anglaises depuis la déposition de Marlborough, eut ordre de se séparer du prince Eugène, et de ne concourir avec lui dans aucune entreprise; et bientôt après, il y eut entre la France et l'Angleterre une suspension d'armes pour quatre mois dans les Pays-Bas.

En considération de ces démarches de la cour de Londres, le roi étoit convenu de remettre Dunkerque aux Anglais, jusqu'à ce que les fortifications en eussent été démolies. Cependant ces démarches n'avoient pas produit tout l'effet qu'il en avoit attendu : car les étrangers à la solde de l'Angleterre, avoient pour la plupart refusé de suivre le duc d'Ormond, et étoient restés avec le prince Eugène, dont l'armée se

trouvoit par-là supérieure à celle des Français. Il y avoit donc beaucoup à diminuer des avantages que la suspension avoit promis.

S. Jean, que la reine avoit fait pair d'Angleterre, sous le titre de vicomte de Bolingbroke, répondit que cette princesse voyoit avec un déplaisir sensible que ses desseins avoient été traversés ; qu'elle étoit résolue à ne se pas rebuter; et que si le roi vouloit lui remettre Dunkerque, elle ne feroit aucune difficulté de conclure sa paix particulière. Il remarquoit au reste que l'Angleterre cessant de payer la solde aux troupes étrangères, les états-généraux ne seroient pas en état de les faire subsister long-temps.

Comme l'offre d'une paix particulière conduisoit plus promptement à la paix générale, le roi accepta la proposition de la reine. Il envoya ordre à l'officier qui commandoit dans Dunkerque, d'y laisser entrer les troupes anglaises. Aussitôt la suspension, qui n'avoit eu lieu que dans les Pays-Bas, devint générale ; et les hostilités cessèrent par mer et par terre entre les deux couronnes.

La reine Anne avoit pris le parti le plus sage : car si elle se fût déterminée à faire encore une campagne, et qu'elle eût eu avec ses alliés des succès tels qu'ils se le promettoient, ils auroient pu se rendre maîtres de la négociation. Si, au contraire, les Français avoient eu l'avantage, ils n'auroient plus voulu traiter avec l'Angleterre aux conditions qu'ils avoient offertes. Cette princesse avoit donc pris à propos une résolution décisive, telle qu'elle convenoit à ses intérêts.

Les Hollandais se plaignirent hautement, eux qui avoient abandonné leurs alliés à Nimègue, dans une conjoncture bien différente, et qui avoient seuls tiré avantage d'une guerre, où l'on ne s'étoit engagé que pour les défendre ; eux qui, dans cette dernière guerre qu'ils vouloient continuer, avoient souvent déconcerté les opérations, en retardant la marche de leurs troupes, en refusant même de les envoyer, et en négligeant les préparatifs qu'ils étoient obligés de faire. Après s'être plaints, ils déclarèrent avec confiance qu'ils feroient la guerre sans la Grande-Bretagne, se flat-

tant toujours que quelque révolution changeroit le gouvernement de ce royaume, et comptant qu'ils porteroient bientôt le ravage jusques dans le cœur de la France. Sinzendorff, ministre de l'empereur à la Haye, et le prince Eugène, les berçoient de ces vaines espérances.

Après avoir pris le Quesnoi, le 4 juillet, le prince Eugène fit le siége de Landrecie. Cette entreprise parut téméraire, parce qu'il ne pouvoit tirer ses vivres et ses munitions que de Marchiennes; et qu'il avoit par conséquent douze lieues de pays à garder. Il tira des lignes pour couvrir la marche de ses convois. Un corps de troupes, sous les ordres du prince d'Anhalt-Dessau, avoit investi Landrecie. L'armée que commandoit le prince Eugène, s'étendoit depuis le camp des assiégeans jusqu'à l'Escaut qui la séparoit du camp de Denain. Le comte d'Albemarle, général des troupes hollandaises, avoit dans ce dernier camp, bien retranché, dix à douze mille hommes. Ses lignes commençoient à l'Escaut, au-dessus de Denain et au-dessous de Prouvi, et finissoient à la Scarpe, au-dessus et au-

dessous

dessous de Marchiennes, où l'armée avoit ses magasins. Par cette disposition, le prince Eugène pouvoit se porter sur sa droite ou sur sa gauche, suivant les mouvemens que feroient les ennemis.

Villars s'approcha de Châtillon-sur-Sambre, afin de faire croire qu'il vouloit attaquer le camp de Landrecie. Il fit ouvrir les chemins; il fit jeter plusieurs ponts sur la rivière, et disposa tout pour marcher au camp des assiégeans. Eugène ne doutant point d'avoir découvert le vrai dessein du maréchal, se rapprocha pour soutenir le prince d'Anhalt, et sa droite se trouva, par ce mouvement, éloignée de Denain d'environ trois lieues. C'est où Villars l'attendoit. Alors il s'avance pendant la nuit vers Denain; et pour cacher sa marche, il laisse sur la Sambre le comte de Coigny, auquel il ordonne de passer cette rivière, et d'envoyer, à la pointe du jour, de petits partis à la vue du camp de Landrecie.

Eugène, qui ne fut instruit de ces mouvemens qu'à sept heures du matin, ne put arriver au secours de Denain, que lorsque les lignes avoient été forcées. De toutes les

troupes qu'il avoit mises à la garde de ce camp, il ne recueillit au plus que quatre cents hommes, tout le reste ayant été pris, tué ou noyé.

Cette action se passa le 24 juillet. Les ennemis de la France, ayant perdu Marchiennes bientôt après, levèrent le siége de Landrecie, et perdirent encore S. Amand, Douai, le Quesnoi et Bouchain. Villars eut, par sa victoire, la gloire d'avancer la paix, et de procurer à la France des conditions plus honorables et plus avantageuses. Un bon général est l'ame des négociations.

En effet, les espérances des Hollandais étoient évanouies. Ils reconnurent qu'ils ne pouvoient soutenir la guerre sans les secours de la Grande-Bretagne. Ils voulurent renouer avec la France les conférences qu'*ils* avoient interrompues depuis long-temps; et leurs plénipotentiaires vinrent supplier ceux de la reine Anne d'employer leurs bons offices à cet effet. « Nous prenons la figure » que les Hollandais avoient à Gertruidenberg, et ils prennent la nôtre, écrivoit l'abbé de Polignac. C'est une revanche complète. Le comte de Sin-

» zendorff sent bien vivement sa déca-
» dence. »

Quoique la renonciation de Philippe eût été promise, et qu'on fût assuré de l'obtenir, elle n'avoit pas encore été faite avec la solemnité requise. Ce ne fut que le 5 novembre 1712, que ce prince la fit dans l'assemblée des états de son royaume, et les lettres patentes données par Louis XIV, sur cet acte, ne furent enregistrées au parlement que le 15 mars de l'année suivante. C'est ce qui retarda la conclusion d'une paix particulière entre la France et l'Angleterre.

Je ne sais pas pourquoi le conseil de Versailles suspendit si long-temps l'enregistrement de cette renonciation. Milord Bolingbroke avoit sollicité vivement pour qu'on se pressât davantage; promettant qu'aussitôt après l'accomplissement de cette condition essentielle, la reine feroit sa paix particulière; qu'elle déclareroit à ses alliés n'avoir d'autres offres à leur faire que les conditions que le roi avoit proposées; qu'elle leur donneroit trois mois pour en délibérer; et qu'après ce terme, Louis XIV,

ne seroit plus tenu de leur accorder les mêmes conditions : mais ce même ministre avertissoit la France, que si, avant l'enregistrement, les Hollandais revenoient à la raison, et imploroient la protection de la reine, il seroit difficile de faire accepter le plan de paix que le roi proposoit, et que l'Angleterre ne pourroit se dispenser de procurer de meilleures conditions à ses alliés.

L'événement vérifia l'avis que Bolingbroke avoit donné au ministère de France. La reine favorisa les Hollandais. Elle leur conserva Tournai, dont le roi leur demandoit la restitution. Elle leur auroit procuré de plus grands avantages, si, au lieu de s'opposer à la paix, ils s'étoient joints à elle une année plus tôt. Mais depuis la journée de Denain, il n'étoit plus possible de donner la loi aux Français.

Enfin, le 11 avril 1713, Louis XIV fit son accommodement particulier, par cinq traités différens, avec l'Angleterre, le Portugal, la Prusse, la Savoie et les Provinces-Unies. L'Espagne signa sa paix avec l'Angleterre et la Savoie, le 13 juillet 1713.

Elle traita le 26 juin 1714, avec les états-généraux, et le 6 février de l'année suivante, avec le Portugal. Tous ces actes furent signés à Utrecht.

L'empereur avoit de la peine à se résoudre à la paix. Mais étant abandonné de tous ses alliés, et voyant les succès du maréchal de Villars, il fut enfin forcé de conclure le 26 mars 1714. Le traité se fit à Rastadt. Le 6 septembre de la même année, les intérêts des princes de l'Empire furent réglés dans des conférences qui se tinrent à Bade; et le 15 novembre de l'année suivante, Charles VI, Georges I, qui avoit succédé à la reine Anne, et les états-généraux conclurent à Anvers le traité de la barrière des Pays-Bas.

La France avoit, par le traité d'Utrecht, remis aux Provinces-Unies les Pays-Bas espagnols, tels que Charles II, roi d'Espagne, les avoit possédés en vertu du traité de Riswyck; et les états-généraux s'étoient engagés à les remettre à la maison d'Autriche pour les posséder en toute souveraineté, avec la clause que, sous quelque prétexte que ce fût, elle n'en pourroit jamais

céder ou transférer aucune place à la couronne de France, ni à aucun prince du sang de ce royaume. Or, la république de Hollande stipule, dans le traité de la barrière, les conditions auxquelles elle reconnoît la souveraineté de la maison d'Autriche sur les Pays-Bas; et elle y prend toutes les précautions qu'elle a jugées nécessaires à sa sûreté.

CHAPITRE II.

De l'Europe, depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la cessation de toute hostilité.

PAR les armes de Villars et par les derniers traités, la France avoit recouvré les principales places qu'on lui avoit enlevées pendant la guerre. Philippe V étoit affermi sur le trône d'Espagne, et reconnu par toutes les puissances, l'empereur seul excepté. Le duc de Savoie avoit le royaume de Sicile par la cession du roi d'Espagne. Les traités de Rastadt et de Bade avoient rétabli les électeurs de Bavière et de Cologne dans leurs états, droits et prérogatives. La France reconnoissoit la dignité électorale de la maison de Hanovre, ainsi que la royauté de l'électeur de Brandebourg, Frédéric Guillaume, qui venoit de succéder à son père Frédéric I. La succes-

sion à la couronne d'Angleterre étoit assurée à la ligne protestante. Charles VI avoit acquis les Pays-Bas, le royaume de Naples, la Sardaigne et le Milanès. Les Anglais étoient maîtres de Gibraltar et de Port-Mahon. Enfin les Provinces-Unies venoient de former cette barrière pour laquelle elles avoient si long-temps combattu. Après tant de guerres et tant de traités, la paix étoit encore mal affermie. Si les puissances fatiguées avoient posé les armes, la plupart formoient encore des prétentions, et n'attendoient que le moment de les faire valoir. Mais avant de considérer les suites des traités d'Utrecht et de Bade, il faut jeter un coup-d'œil sur le nord. Nous essayerons ensuite d'embrasser toute l'Europe.

Après un trop long séjour en Turquie, et une conduite fort extraordinaire, Charles XII se résolut enfin à revenir dans ses états. Il traversa l'Allemagne incognito, et arriva le 21 novembre 1714 à Stralsund. Ses affaires étoient dans une situation désespérée.

Le czar, maître de la Livonie, de l'Ingrie,

de la Carélie et d'une partie de la Finlande, l'étoit encore de la mer Baltique. Frédéric IV, roi de Danemarck, venoit de dépouiller le duc de Holstein, et après avoir conquis les duchés de Brême et de Verden, il les avoit mis en dépôt pour soixante mille pistoles entre les mains de Georges, électeur de Hanovre. Enfin les généraux suédois, dans l'impuissance de défendre la Poméranie contre le Russes et les Saxons, l'avoient donnée en séquestre au roi de Prusse. Ainsi Charles XII dépouillé par ses ennemis, l'étoit encore par des princes avec lesquels il n'avoit eu jusqu'alors aucun démêlé : car il jugeoit bien que le séquestre n'avoit été qu'un prétexte pour s'enrichir de ses dépouilles. En effet, Frédéric-Guillaume n'affectoit la neutralité, que pour recueillir les fruits de la guerre sans en partager les hasards.

Charles XII protesta contre le séquestre, et fit déclarer contre lui deux nouveaux ennemis. Le roi de Prusse et l'électeur de Hanovre se liguèrent avec le Danemarck, la Pologne et la Russie. Le dessein des confédérés étoit de chasser tout-à-fait les

Suédois d'Allemagne : ils avoient déjà partagé entre eux les conquêtes qu'ils se proposoient de faire.

Frédéric Ier, roi de Prusse, avec la magnificence d'une ame vaine, dissipoit ses revenus en fêtes, en bâtimens, en chevaux, en valets. Ses prodigalités enrichissoient ses favoris et ses chasseurs, pendant que la famine et la peste ravageoient ses provinces, auxquelles il ne donnoit aucun secours. Il trafiquoit du sang de ses peuples, dit l'auteur des mémoires de Brandebourg, et il vendoit vingt mille hommes pour en entretenir trente mille. Il est un des princes à qui l'Angleterre et la Hollande donnoient des subsides pour faire la guerre à Louis XIV. *Il est difficile de comprendre,* dit l'écrivain que je viens de citer, *comment cette espèce de fierté, qu'ont les ames généreuses, peut se concilier avec la bassesse qu'il y a d'être aux aumônes de ses égaux.*

Frédéric-Guillaume, bien différent de son père, voulant être puissant par lui-même, mit la réforme dans sa cour, dans sa maison, dans toutes ses dépenses. Il

régla ses finances avec discernement; il établit la discipline parmi ses troupes; enfin, riche par son économie, il étoit à peine sur le trône, et il devenoit déjà une puissance redoutable à ses voisins. Il entretenoit cinquante mille hommes sans être à l'aumône de ses égaux. Tel est le nouvel ennemi qui armoit contre la Suède.

Charles XII n'eut plus que des revers jusqu'à sa mort. Au mois de décembre 1715, les confédérés se rendirent maîtres de Stralsund, et l'année suivante ils prirent Wismar, l'unique place que les Suédois conservoient en Allemagne.

Auparavant, craint ou recherché de toutes les puissances de l'Europe, le roi de Suède se voyoit alors réduit à porter à la diète de Ratisbonne des plaintes auxquelles on n'avoit aucun égard. L'empereur regardoit comme un avantage pour lui et pour l'Allemagne, que ce prince inquiet fût chassé au-delà de la mer Baltique. Il venoit de se liguer avec les Vénitiens contre les Turcs : il avoit besoin de toutes les forces de l'Empire : il attendoit des secours de la part des ennemis du roi de

Suède. Il étoit donc bien éloigné de se déclarer contre eux, et d'entretenir la guerre dans le nord, lorsqu'il se disposoit à la porter en Hongrie. Frédéric - Guillaume néanmoins ne voulut point prendre part à cette nouvelle guerre, sous prétexte qu'il avoit encore besoin de ses troupes contre les Suédois. Mais dans le vrai, c'est qu'il ne vouloit pas contribuer à l'agrandissement de la maison d'Autriche.

Lorsque les confédérés eurent partagé leurs conquêtes, le Danemarck resta presque seul armé contre la Suède. La Norwège, où Charles XII avoit déjà porté ses armes, dans le temps même qu'on lui enlevoit Wismar, devint le seul théâtre de la guerre. Cependant les Suédois, accablés d'impôts, ou plutôt d'extorsions, se voyoient tous dans la nécessité d'être soldats. Les campagnes étoient désertes. Il ne restoit presque dans les villages que des vieillards, des femmes et des enfans.

La reine Anne étoit morte le 12 août 1714, et Georges, électeur de Hanovre, avoit été proclamé roi de la Grande Bretagne, conformément aux vœux des Whigs,

et aux dispositions faites par le parlement. Ce prince étoit fils d'Ernest-Auguste, duc de Brunswick-Lunebourg et de la princesse Sophie, petite-fille de Jacques Ier. Sophie étoit née du mariage d'Elisabeth d'Angleterre avec Frédéric V, électeur Palatin, ce prince qui avoit été élu roi de Bohême, et qui avoit donné commencement à la guerre de trente ans. On a remarqué qu'il y avoit quarante-cinq personnes qui se trouvoient plus près du trône que l'électeur de Hanovre.

Georges, persuadé que les principaux ministres du dernier règne avoient eu des vues contraires à ses intérêts, et que, sous le prétexte de la paix, ils ne s'étoient unis à la France que pour préparer le rétablissement du fils de Jacques II, établit une commission qu'il chargea d'examiner avec la dernière rigueur la conduite du comte d'Oxford et du vicomte de Bolingbroke. Robert Walpole, nommé pour examiner les papiers de l'un et de l'autre, les lut avec la passion d'un Whig, qui s'étoit toujours opposé à la paix, qui avoit cabalé dans les communes afin de la traverser, et qui, par

ces raisons, avoit été renfermé à la tour. Bolingbroke prévint l'orage en quittant l'Angleterre : Oxford fut arrêté ; mais parce qu'on ne put rien prouver contre lui, le roi Georges lui rendit enfin la liberté, après un long procès et une longue prison.

Cependant la naissance avoit mis un trop grand intervalle entre cet étranger et le trône, et tous les Anglais ne croyoient pas également voir en lui un souverain légitime. Agréable aux Whigs, il devenoit odieux aux Torys, qui, par les changemens faits dans le gouvernement se voyoient privés de toute la faveur. D'ailleurs les esprits sans passion et sans préjugé ne pouvoient se dissimuler l'injustice qu'on faisoit à la maison des Stuarts. Ces dispositions furent la cause d'une guerre civile, qui ne fut assoupie que dans le cours de 1716 ; et il restoit toujours un esprit de révolte, qui suffisoit pour troubler le règne de Georges I.

La mort de Louis XIV, arrivée le 1 septembre 1715, changea tout le système de l'Europe. Après un règne de soixante-douze ans, ce prince, dans la soixante-dix-septième année de son âge, apprécioit enfin, à la

vue du tombeau, cette grandeur, cette gloire qui l'avoit ébloui trop long-temps : « Mon fils, dit-il, deux jours avant sa » mort au duc d'Anjou, alors dauphin, » je vous laisse un grand royaume à gou- » verner. Je vous recommande sur-tout » de travailler, autant que vous pourrez, » à diminuer les maux et à augmenter les » biens de vos sujets; et pour cet effet, je » vous demande avec instance de conserver » toujours précieusement la paix avec vos » voisins, comme la source des plus grands » biens, et d'éviter soigneusement la guerre, » comme la source des plus grands maux. » Ne faites donc jamais la guerre que pour » vous défendre, ou pour défendre vos » alliés. Je vous avoue que, de ce côté-là, » je ne vous ai pas donné de bons exem- » ples : mais aussi c'est la partie de ma vie » et de mon gouvernement dont je me re- » pens davantage ». Cet aveu excuse les fautes de ce monarque. Ce prince avoit de la générosité, de la fermeté, de l'élévation dans l'ame. Il fut grand par la tranquillité avec laquelle il vit les approches de la mort. Il faut le plaindre d'avoir eu une mauvaise

éducation, d'avoir été mal entouré, d'avoir eu des succès de trop bonne heure. Avec les qualités qu'il tenoit de la nature, il eût été grand dès sa jeunesse, si ses premiers malheurs n'eusent pas duré si peu.

Il y avoit plus d'un an que le duc de Berri étoit mort. Louis XV n'avoit pas encore cinq ans accomplis. La France trembloit à la vue des malheurs dont elle étoit menacée, si elle perdoit son jeune roi, dont la santé ne la rassuroit pas; et l'Europe n'étoit pas sans inquiétude quand elle considéroit que Philippe V, malgré ses renonciations, pouvoit contester au duc d'Orléans, régent du royaume, les droits que le traité d'Utrecht lui donnoit à la couronne. Quoique pour la plupart mécontentes des conditions de la paix, les puissances, encore épuisées, ne songèrent qu'à prévenir une guerre, à laquelle elles n'étoient pas assez préparées. Autant elles avoient redouté l'union de la France et de l'Espagne, autant alors elles redoutèrent les divisions qui paroissoient les devoir armer l'une contre l'autre.

Le duc d'Orléans croyoit voir un ennemi

dans Philippe V, et Georges I voyoit que le prétendant avoit encore un grand parti en Angleterre. Ces deux princes, comme plus intéressés à prévenir une nouvelle guerre, négocièrent pendant le cours de l'année 1716; et l'année suivante, ils conclurent à la Haye la triple alliance avec les états-généraux. Ces puissances se garantissoient mutuellement toutes les dispositions des traités d'Utrecht : elles s'engageoient à ne donner aucun asyle à ceux qui seroient déclarés rebelles par l'un des contractans ; et en cas de troubles domestiques, ou d'attaque de la part de quelques ennemis étrangers, elles se promettoient des secours prompts et efficaces. Ainsi la France, pour assurer son repos, et pour maintenir les droits de la maison d'Orléans, fut dans la nécessité de se liguer avec l'Angleterre et la Hollande; et bientôt elle fera la guerre à l'Espagne.

Lorsqu'un mauvais gouvernement a jeté les peuples dans une espèce de léthargie, il semble qu'il n'y ait plus que les troubles des guerres civiles qui puissent rendre aux ames une activité qu'elles ne se sentoient

plus. Alors l'esprit de faction, qui produit naturellement l'enthousiasme, donne du ressort à tous les partis, produit des soldats, et crée des talens militaires. A la paix, le gouvernement trouve des hommes qui sentent le besoin d'agir, et parce qu'ils se sont fait une habitude de l'action, et parce qu'ils ont des pertes à réparer. S'il est sage, il entretiendra, il nourrira cette inquiétude, en protégeant les arts, et les arts seront cultivés : car, par-tout où ils ont fait des progrès, vous les avez toujours vu fleurir après de longues guerres, et même commencer parmi les troubles.

Ce ne fut pas ainsi qu'en Espagne le gouvernement dirigea l'inquiétude des peuples. Epuisé, n'ayant que des ressources qui devoient l'épuiser encore ; il fit de nouveaux efforts pour troubler toute l'Europe. Il entreprit de grandes choses avec des petits moyens dans un siècle où avec de grands moyens on n'en faisoit d'ordinaire que de petites. Après de vaines tentatives, il succomba par lassitude, et les peuples, également las, retombèrent dans leur premier assoupissement.

Jules Albéroni, né à Plaisance, en 1664, avoit eu occasion, lorsqu'il étoit curé d'un village dans le Parmesan, de s'introduire auprès du duc de Vendôme, qui conçut de l'estime pour lui. Ayant rendu aux Français, pendant la guerre, des services qui ne lui permettoient pas de rester dans sa patrie, il suivit le duc de Vendôme en France, et ensuite en Espagne. Ce général se servit de lui pour entretenir une correspondance avec la princesse des Ursins, qui avoit beaucoup de crédit sur Philippe. Albéroni sut se faire goûter, de sorte qu'après la mort du duc de Vendôme, en 1712, il se vit encore assuré d'une puissante protection. Son crédit s'accrut au point que Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne, étant morte en 1715, il eut beaucoup de part au mariage de Philippe V avec Elisabeth Farnèse. La nouvelle reine lui marqua sa reconnoissance par le chapeau de cardinal, et par une confiance entière. Albéroni fut bientôt premier ministre. C'étoit une imagination bouillante, faite pour former de grandes entreprises, plutôt que pour les bien concerter.

Les traités qu'on avoit faits jusqu'alors n'avoient pas terminé les différends entre Charles VI et Philippe V : car l'un n'avoit pas donné sa renonciation à la monarchie d'Espagne, et l'autre n'avoit pas donné la sienne aux états que l'empereur possédoit en Italie et dans les Pays-Bas. Le cardinal Albéroni flattant la reine Elisabeth de l'espérance de procurer des établissemens à ses fils, médita la conquête de l'Italie. Il se proposoit de réserver pour l'Espagne la Sicile, Naples et la Sardaigne, et il offroit au duc de Savoie le Milanès en échange de la Sicile. Comme la guerre que les Turcs faisoient alors à l'empereur paroissoit favorable à ses desseins, il négocioit avec la Porte pour la faire durer.

En même-temps il cherchoit à susciter des troubles en France, comptant beaucoup sur les mécontentemens que les parlemens, la noblesse et le peuple faisoient paroître. Le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, tramoit sourdement une conspiration, dans laquelle plusieurs grands entrèrent. Un parti, qui se formoit en Bretagne, n'attendoit que la flotte des Espa-

gnols pour se déclarer : et des soldats déguisés filoient insensiblement, et venoient se joindre aux rebelles. Le projet du cardinal Albéroni étoit d'ôter la régence au duc d'Orléans, et de la donner à Philippe V, afin de gouverner lui-même tout-à-la-fois la France et l'Espagne.

Les intrigues de ce cardinal ne se bornoient pas là. Il négocioit encore à Pétersbourg et à Stockholm. Il trouva dans le baron de Gœrtz, premier ministre du roi de Suède, un esprit remuant, capable des desseins les plus audacieux. A peine ces deux hommes se furent-ils communiqué leurs projets, qu'ils ne formèrent plus qu'un plan des vues qu'ils avoient eues séparément.

Les ennemis du roi de Suède étoient divisés. Le czar sur-tout paroissoit mécontent de l'espèce de défiance avec laquelle les rois de Pologne, d'Angleterre, de Danemarck et de Prusse s'étoient conduits avec lui, et de tout ce qu'ils avoient fait pour l'empêcher d'avoir un établissement en Allemagne. Gœrtz, jugeant donc qu'il seroit facile de séparer ce prince de ses

alliés, imagina de l'engager à faire la paix avec la Suède, et se flatta d'y déterminer son maître. En effet, Charles XII, irrité contre Georges qui lui avoit enlevé Brême et Verden, quoiqu'il ne lui eût point donné occasion de se déclarer contre lui, lui sacrifioit volontiers sa vieille haine contre le czar, au nouveau desir de se venger du roi d'Angleterre. Il est vrai qu'il falloit abandonner plusieurs provinces à la Russie; mais Gœrtz lui faisoit envisager la gloire de rétablir Stanislas, le prétendant, le duc de Holstein, de reconquérir les provinces qu'on lui avoit enlevées, et de donner la loi à l'Europe.

Charles, à qui de pareils projets ne pouvoient manquer de plaire, donna des pouvoirs à son ministre pour traiter avec toutes les cours où il voudroit négocier. Gœrtz vint en Hollande, en France : il se concerta avec Albéroni, et il fit sonder le czar, qui parut entrer dans ses desseins, moins sans doute parce qu'il comptoit sur le succès, que parce qu'il risquoit peu. Il avoit toujours l'avantage de s'assurer de ses conquêtes par un traité. Les propositions

qu'on devoit lui faire, étoient de fournir des vaisseaux pour transporter dix mille Suédois en Angleterre, et trente mille en Allemagne, et d'entrer lui-même en Pologne, avec quatre-vingt mille Russes.

Le comte de Gyllembourg, ambassadeur de Suède en Angleterre, encourageoit les mécontens. Le parti du prétendant avoit déjà fourni des sommes considérables. Gœrtz, qui les toucha en Hollande, avoit acheté des armes et des vaisseaux. Le chevalier de Folard, alors au service de Charles XII, étoit venu en France pour engager dans ce parti des officiers français et irlandais. Mais comment conduire secrètement une conspiration qui se trame tout-à-la-fois en Angleterre, en France, en Hollande, en Espagne, en Russie et en Suède?

Le duc d'Orléans, ayant découvert ces intrigues, en donna avis au roi d'Angleterre, dans le même temps que les Hollandais communiquoient au ministre de Londres à la Haye les soupçons qu'ils avoient de la conduite de Gœrtz. Le plénipotentiaire du roi de Suède et Gyllembourg

furent arrêtés, le premier à Deventer en Gueldres, et le second à Londres.

Cette même année le czar vint en France, où il fit trop peu de séjour pour étudier une nation où il y a beaucoup à louer et beaucoup à blâmer. Il s'occupa sur-tout des arts; et il saisit cette occasion pour proposer un traité d'alliance, que le régent n'accepta pas, parce qu'il eût été contraire aux engagemens qu'il prenoit avec la Grande-Bretagne. A sa considération, le duc d'Orléans demanda et obtint la liberté des ministres du roi de Suède. Gœrtz, devenu libre, n'abandonna pas ses projets: mais nous sommes bientôt à la fin de toutes ces intrigues.

Au mois d'août 1716, le prince Eugène avoit battu les Turcs à Peterwaradin, et au même mois de l'année suivante, il les défit encore à Belgrade, et se rendit maître de cette place. Albéroni, voyant qu'il ne pouvoit changer les dispositions que la Porte apportoit à la paix, hâta les expéditions dont il avoit fait les préparatifs. Les Espagnols envahirent la Sardaigne, et débarquèrent en Sicile. Cette flotte, la plus

plus considérable que l'Espagne eût armée depuis Philippe II, fut entièrement ruinée par l'escadre anglaise, qui vint au secours de l'empereur.

Le traité de Passarowitz venoit de terminer la guerre entre la Porte et Charles VI, qui acquéroit Temeswar, Belgrade et toute la Servie. Les Vénitiens, qui avoient conquis la Morée à la fin du dix-septième siècle, et à qui elle avoit été abandonnée par le traité de Carlowitz, l'avoient perdue dans cette guerre et ne la recouvrèrent pas.

Dans le temps même que ces choses se passoient, l'Angleterre et la France prenoient sur elles de régler les différends qui subsistoient entre l'empereur et le roi d'Espagne. Le 2 août, elles conclurent à Londres le traité de la quadruple alliance, dans lequel elles se proposoient de faire entrer l'empereur, qui le signa tout aussitôt; et la Hollande, qui, sous différens prétextes, n'y accéda qu'au mois de février de l'année suivante.

Par ce traité, Charles VI reconnoissoit Philippe V pour roi d'Espagne, et Phi-

lippe cédoit à Charles les pays-bas et les provinces d'Italie, qui étoient le sujet de la guerre. Ces deux princes devoient donner des renonciations aux états qu'ils s'abandonnoient l'un à l'autre.

Le duc de Savoie rendoit la Sicile à l'empereur, et on lui donnoit en échange la Sardaigne.

Quoique le saint siége regardât et regarde encore Parme et Plaisance comme des fiefs dont il peut seul disposer, et qui, au défaut d'hoirs mâles dans la maison Farnèse, doivent être réunis au domaine de l'église, la quadruple alliance, sans aucun égard pour ces prétentions, déclare que les duchés de Parme et de Plaisance, ainsi que le duché de Toscane, seroient tenus pour fiefs masculins de l'Empire; et que lorsque la succession de ces états sera ouverte, on les donnera aux fils d'Elisabeth Farnèse, en suivant l'ordre de primogéniture. Par cette dernière disposition, favorable à la reine d'Espagne, on comptoit persuader à la cour de Madrid d'accéder à la quadruple alliance.

Quoique le duc de Savoye fût lésé par

ces arrangemens, il y donna son consentement d'une manière authentique, le 2 novembre 1718. Mais Albéroni persistoit toujours à vouloir réunir à l'Espagne les provinces démembrées, comme s'il eût pu résister seul aux forces de la quadruple alliance. Sur ces entrefaites la mort de Charles XII, tué le 11 décembre au siége de Fridérichs-hall, ruina tous les grands projets du nord. Gœrtz, arrêté comme auteur, par ses conseils, des malheurs de la Suède, fut sacrifié à la haine du peuple, et perdit la tête sur un échafaud.

Enfin au mois de janvier 1719, la France déclara la guerre à l'Espagne, par un manifeste qui expliquoit les raisons qu'elle avoit eues de faire alliance avec l'empereur et le roi de la Grande-Bretagne. Philippe, alors trop foible contre ses ennemis, et cédant aux instances de l'Europe, disgracia son ministre, et accéda à la quadruple alliance le 26 janvier. Le cardinal Albéroni, contraint de sortir du royaume, se retira en Italie, où il est mort en 1752.

L'accession de la cour de Madrid au traité de la quadruple alliance paroissoit

avoir consommé l'ouvrage de la paix; mais la politique des principales puissances, qui depuis les traités de partage, s'établissoient pour juges de tous les différends, n'étoit pas un moyen bien sûr d'assurer la tranquillité de l'Europe. Les puissances lésées protestoient contre un tribunal qui n'avoit sur elles d'autres droits que la force. Si elles cédoient par impuissance, elles conservoient des prétentions, et elles attendoient que quelque événement divisât les arbitres, qui leur avoient donné la loi. Le roi d'Espagne réclamoit lui-même les provinces qu'il venoit d'abandonner, déclarant qu'il n'étoit entré dans la quadruple alliance, que parce que le duc d'Orléans lui avoit promis la restitution de Gibraltar, que les Anglais refusoient cependant de lui rendre. L'empereur n'avoit pas renoncé sincèrement aux duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane: il ne les avoit cédés aux fils d'Elisabeth Farnèse, que parce qu'il pouvoit arriver telles circonstances, où toutes ces dispositions seroient changées. Il venoit d'ailleurs de publier une pragmatique sanction, qui étoit une nouvelle

source de querelles. C'est une loi, par laquelle il établissoit, au défaut d'hoirs mâles dans sa maison, l'indivisibilité de ses domaines en faveur de sa fille aînée. Or, cette loi étoit contraire aux intérêts de plusieurs princes qui, dans le cas où Charles VI ne laisseroit point de fils, avoient des droits sur plusieurs provinces de la maison d'Autriche. Ainsi l'Europe jouissoit de la paix, et les peuples ne savoient pas combien elle étoit incertaine. Les conseils des princes occupés à la consolider, ne cessoient de négocier, et se voyoient tous les jours à la veille d'une nouvelle guerre.

Les Suédois sont de tous les peuples celui qui sut le mieux tirer avantage des malheurs que toute l'Europe avoit soufferts. Ils reconnurent enfin qu'un héros sur le trône de Suède étoit plus redoutable pour eux que pour leurs ennemis. Les états assemblés déclarèrent à Ulrique-Eléonore, sœur et héritière de Charles XII, qu'ils regardoient le trône comme vacant, l'assurant néanmoins que leur choix tomberoit sur elle, si elle vouloit s'engager à ne régner que suivant la forme de gouvernement

qu'on lui prescriroit. Eléonore, moins jalouse de l'autorité, que touchée des malheurs qu'entraîne le despotisme, consentit à cette proposition, et les Suédois établirent un gouvernement mixte, propre à limiter la puissance du monarque. Ils eurent ensuite pour Eléonore la complaisance de couronner le prince de Hesse-Cassel, son mari. En 1720, cette princesse conclut à Stockholm un traité de paix avec l'Angleterre, la Prusse, la Pologne et le Danemarck; et en 1721, elle en conclut un autre à Neustadt, avec le czar qui mourut en 1725.

FIN DU VOLUME.

TABLE
DES MATIÈRES.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des puissances du midi de l'Europe, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle, page 1.

ÉTAT des finances en France après la pacification de Riswyck. L'altération des monnoies avoit diminué les revenus de la couronne. Autres mauvais effets de cette altération. Louis, ne pouvant plus se dissimuler les maux qu'il a causés, se reproche ses projets ambitieux. Ses ennemis, qui n'ont pas moins souffert, sont forcés à renoncer aussi à leurs projets. Ainsi les puissances de l'Europe commencent la guerre sans savoir comment elles la soutiendront, et elles posent les armes par épuisement. Cette guerre n'avoit été utile qu'à Guillaume, à qui la paix devenoit nécessaire

depuis qu'il étoit roi d'Angleterre. Il eût été sage de régler à Riswyck la succession du roi d'Espagne. Mais il n'est pas d'usage en Europe de prévenir de nouvelles guerres. Après la conclusion du traité de Riswyck; il n'étoit plus temps de réparer cette faute. Projet de partage. Autre partage. L'Angleterre et la Hollande s'arrogeoient le droit de disposer de la succession de Charles. Cette entreprise, qu'on pouvoit se permettre malgré les protestations de ce prince, avoit cependant besoin du consentement de Léopold. Elle n'assuroit donc pas la paix. La signature du traité de partage avoit souffert des retardemens. Le roi d'Espagne se plaint qu'on dispose de ses états. Les vœux des Espagnols sont pour un prince de la maison de Bourbon. Le roi d'Espagne appelle à sa succession le duc d'Anjou, à charge qu'il ne démembrera pas la monarchie. Ce testament étoit mal raisonné. Cependant la maison de Bourbon acquéroit un titre à la couronne d'Espagne, par le consentement des peuples. L'agrandissement de cette maison ne devoit pas effrayer l'Europe. Le roi d'Espagne ne pouvoit pas être l'allié de la France. Mais l'Europe s'étoit accoutumée à craindre l'agrandissement des Bourbons. Guillaume avoit donné ce préjugé à l'Europe; mais il ne l'avoit pas pris. L'Angleterre et la Hollande n'avoient consenti qu'à regret au traité de partage, dont il étoit l'auteur. Si Louis XIV s'en fût tenu au traité de partage, il n'auroit armé que la maison d'Autriche. Il accepte le testament. L'Angleterre et la Hollande, qui reconnoissent d'abord Philippe V, font bientôt après un traité

d'alliance avec l'empereur. Mais comme elles craignoient une nouvelle guerre, elles se bornent à demander une satisfaction pour la maison d'Autriche. L'empereur ne paroissoit pas devoir tirer de grands secours de ses alliés. Louis n'avoit pas désarmé. Philippe étoit en possession de l'Espagne. Ils avoient des alliés; mais ils pouvoient ne pas compter sur tous. Ils devoient, après quelques campagnes, se trouver sans ressources. Ils auroient dû par conséquent se hâter d'accorder une satisfaction à la maison d'Autriche. La guerre commence en Italie. Eugène force le poste de Carpi. Il défait à Chiari le maréchal de Villeroi. A la mort de Jacques II, Louis reconnoît le prince de Galles. Cette démarche offense les Anglais, et Guillaume excite leur ressentiment. Le parlement lui accorde toutes ses demandes. Mort de Guillaume. Quelle a été sa puissance en Angleterre et en Hollande. Anne, qui lui succède, donne sa confiance à Marlborough.

CHAPITRE II.

De la Russie jusqu'au commencement du dix-huitième siècle, page 32.

Jusqu'au dix-septième siècle les Russes ont été barbares. Michel Féodorowitz élu czar. Alexis, son fils, qui a le premier connu l'ignorance des Russes, a protégé les arts et les sciences. Féodore, son fils aîné, lui succède, et le prend pour modèle.

Pierre, son frère, qu'il désigne son successeur, est reconnu par les boyards. Jean lui est associé par les intrigues de Sophie, sœur de ces deux princes. Sophie, qui a obtenu la régence, et Basile Gallitzin, son ministre favori, songent à écarter du trône le czar Pierre. Mauvaise éducation qu'ils lui donnent. Entouré de débauchés, Pierre s'abandonnoit au vice. Il n'étoit pas content. Il fait connoissance avec le Fort, qu'il s'attache. Jean Sobieski, allié de l'empereur contre les Turcs, engage les Russes à faire une diversion en Crimée. Boris Gallitzin, ministre de Pierre, éloigne Basile Gallitzin en lui donnant le commandement de l'armée. Mauvais succès de Basile. Mazeppa est fait hetman d'Ukraine. Nouvelle campagne de Basile avec aussi peu de succès. Sophie conspire contre Pierre qu'elle veut faire périr. La conspiration est découverte, et Sophie est enfermée. Le czar Pierre se propose de policer les Russes. Il est tambour dans une compagnie que le Fort a levée. Cette compagnie devient un régiment et une école. Commencement de la fortune de Mentzikof, qui entre dans cette compagnie. Mésintelligence entre la Pologne et la Russie. Elle empêche ces deux couronnes de donner des secours à l'empereur contre les Turcs. Les soupçons ayant été dissipés, Pierre fait le siége d'Asoph. Il construit une flotte. Asoph capitule. Entrée triomphante de l'armée. Nouveaux succès; nouvelle conspiration de Sophie; elle est découverte. Après avoir pourvu à la sûreté de ses états, le czar se prépare à voyager, l'année qu'Auguste, électeur de Saxe, et le prince de

Conti avoient été élus roi de Pologne. Il part confondu dans la suite de ses ambassadeurs. Il est mécontent du gouverneur de Riga. Il tire dans le vin l'épée contre le Fort. Il arrive à Amsterdam. Il va à Sardam apprendre la construction des vaisseaux. Il passe en Angleterre pour y puiser de nouvelles connoissances. Il engage à son service des étrangers instruits. Il étoit à Vienne lorsqu'il apprend la révolte des strélitz. Cause de ce soulèvement. Il arrive à Moscou lorsque les strélitz avoient été défaits. Exécution barbare. Regrets du czar à la mort de le Fort. Ses soins pour accoutumer ses troupes à la discipline. Pourquoi il proscrit les barbes et les habits longs. Il accoutume sa noblesse à la bienséance, et institue l'ordre de Saint-André pour lui donner de l'émulation. Il travaille à la réforme du clergé. Il défend d'entrer dans les ordres monastiques avant l'âge de 50 ans. Il ordonne de commencer l'année au premier janvier. Il fait avec les Turcs une trève de 30 ans. Il s'allie de la Pologne et du Danemarck contre la Suède. Le czar paroît s'être trompé sur les moyens propres à civiliser ses peuples.

CHAPITRE III.

De la Suède, du Danemarck et de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septième siècle, page 65.

Passion de Christine pour l'étude et pour les savans. Cette passion lui fit desirer le repos, et hâta la conclusion du traité de Westphalie. Ses

profusions. Ses peuples se lassent de son gouvernement, et elle se dégoûte de régner. Voulant vivre dans le célibat, elle désigne pour son successeur Charles-Gustave. Cependant on la presse de choisir un époux. Alors elle déclare qu'elle veut abdiquer, et Gustave l'invite à conserver la couronne. Le sénat lui fait la même invitation, et elle s'y rend à condition qu'on ne lui parlera plus de mariage. Michon, son médecin, la dégoûte des sciences. Sa prévention pour cet homme. Pimentel, envoyé d'Espagne, supplante Michon, et rend à Christine son goût pour les sciences. Il l'engage à rompre avec le Portugal; et le sénat, qui désapprouve cette démarche, attend avec impatience l'abdication de cette princesse. Elle abdique. Elle enlève toutes les richesses des palais. Elle abjure le luthéranisme, et se retire à Rome. Etat où Charles X trouve les finances. Charles enlève la Pologne à Casimir V, qui avoit protesté contre les dispositions de Christine. Il la reperd aussitôt. Il tourne ses armes contre le Danemarck, et menace Copenhague. Il l'assiége. La Hollande donne des secours au roi de Danemarck. La mort de Charles met fin à cette guerre, que les négociations de plusieurs puissances n'avoient pu terminer. Traité d'Oliva entre ces deux couronnes. Les nobles danois refusoient de contribuer aux charges de l'état. Pour se soustraire à leur tyrannie le clergé et le peuple accordent au roi une autorité absolue, et déclarent la couronne héréditaire. Abdication de Jean Casimir. La guerre fut funeste à la Suède, lorsqu'en 1667 elle s'allia de Louis XIV. Charles XI, qui rendit son

autorité absolue, mourut lorsque les conférences de Riswyck avoient commencé sous sa médiation. Puissance de Charles XII à son avénement. Cette puissance ne paroissoit pas devoir inquiéter. Les états de Danemarck avoient réuni à la couronne les duchés de Sleswick et de Holstein. Christian III les cède à ses deux frères, malgré les protestations des états. Cette disposition est une source de guerre. C'est à cette occasion que Fréderic IV se ligue avec la Pologne et la Russie contre Charles XII, allié du duc de Holstein. Frédéric-Auguste étoit entré dans cette ligue, afin d'avoir un prétexte pour ne pas licencier ses troupes saxonnes.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De Charles XII et du czar Pierre jusqu'en 1708, pag. 91.

Charles XII donne de la confiance à la Suède alarmée. Il tourne ses armes contre le Danemarck. Il force Frédéric IV à la paix. Il marche contre le czar qui ravageoit l'Ingrie. Déroute entière des Russes, qui assiégeoient Narva. L'épouvante des Russes assuroit de nouveaux succès à Charles, s'il n'eût pas donné au czar le temps de les rassurer. Mais voulant humilier son troisième ennemi, il marche contre les Saxons qu'il défait : il soumet la Courlande et la Lithuanie. Le gouvernement

de Pologne est une anarchie. Les rois, en démembrant leurs domaines, avoient fait des vassaux plus puissans qu'eux. Il n'y a dans ce royaume que des nobles et des serfs. Epoque où a commencé la république de Pologne. Puissance des nobles. Prérogatives de la couronne. L'unanimité est nécessaire, pour terminer les délibérations, et la république obéit à la force, qui arrache aux diètes cette unanimité. Charles se propose de détrôner Auguste. L'archevêque de Gnesne, primat du royaume, entre dans ses vues. La noblesse, qui avoit des sujets de mécontentement, regardoit Charles comme le défenseur de la république. Auguste est forcé à convoquer une diète, qui arrête d'envoyer une ambassade à Charles. Le sénat confirme ce décret, et ne permet pas au roi d'armer. Charles défait Auguste à Clissau. Sur le faux bruit de la mort de Charles, Auguste convoque une diète à Lublin. Charles en assemble une autre à Varsovie, et défait encore les Saxons. La diète de Varsovie déclare le trône vacant. Jean Sobieski, à qui on vouloit donner la couronne, est enlevé. Alexandre son frère la refuse. Stanislas Lekzinski est élu. Traité d'Alt-Ranstadt. Patkul, ambassadeur du czar auprès d'Auguste, est livré à Charles, qui le fait périr. Cependant le czar donnoit des lois, disciplinoit ses troupes et faisoit des conquêtes. Il traite avec humanité les citoyens de Narva. Il fait une entrée triomphante. Moyen dont il se sert pour détruire la prévention des Russes pour leurs anciens usages. Il bâtit Pétersbourg, malgré

les obstacles qui s'y opposent. Victoire des Russes sur les Suédois. Pierre eût voulu arrêter Charles en Pologne. Charles marche contre lui, et passe le Boristhène.

CHAPITRE II.

Du midi de l'Europe, depuis 1702 *jusqu'en* 1710, page 118.

Ressources ruineuses de la France pour soutenir la guerre. Commencement de ses revers. Campagne de 1705. La maison d'Autriche exagère sa foiblesse, afin de rendre la maison de Bourbon plus redoutable. Campagne de 1706. Campagne de 1707. Campagne de 1708. La paix étoit nécessaire à la France et à l'Espagne; et l'intérêt de l'Angleterre et de la Hollande demandoit qu'elle se fît. Mais Marlborough, Eugène et Heinsius vouloient la guerre. Propositions préliminaires de la Hollande à la France qui demande la paix. Louis les accepte, et se borne à demander un dédommagement pour Philippe V. Mais la Hollande ne pouvoit pas donner la paix. Marlborough et Eugène répandent que Louis ne veut que diviser ses ennemis. La France pouvoit avoir la paix, s'il se faisoit un changement dans le ministère de Londres. Plus la France cédoit, plus la Hollande demandoit, et la négociation n'avançoit point. D'ailleurs la Hollande ne s'engageoit point et vouloit que la France s'engageât. Elle refuse de traiter séparé-

ment, quoiqu'on lui accorde tout ce qu'elle demande pour elle. Elle souffre beaucoup de la guerre ; mais elle se flatte d'achever la ruine de la France. Etat de la France, et situation de Louis d'après M. de Torci. Louis se résout à faire de nouveaux sacrifices. Torci, son principal ministre, part pour la Haye. Le roi vouloit prouver à l'Europe et à la France combien il desiroit sincèrement la paix. Torci a des conférences avec Heinsius, et la négociation souffre de nouvelles difficultés. A l'arrivée de Marlborough, les conférences recommencent. Louis satisfait l'Angleterre et la Hollande sur toutes leurs demandes ; et renonce pour son petit-fils à toute la monarchie d'Espagne. Il offre de retirer les troupes qu'il avoit données à Philippe V. On veut qu'il soit garant que cette monarchie sera dans deux mois livrée toute entière à la maison d'Autriche. On veut qu'il donne des places en otage. Torci remet à Heinsius un écrit contenant les offres du roi. Heinsius y répond. Il est prouvé qu'on met la paix à des conditions qui ne sont pas au pouvoir de Louis. L'Angleterre et la Hollande se plaignent qu'on laisse échapper la paix. Les Français sont prêts à tout sacrifier pour soutenir le roi dans cette guerre. Ils sont défaits à Malplaquet ; mais la victoire coûte cher aux ennemis. Louis se soumet à toutes les conditions qu'on lui impose, et demande seulement qu'on trouve quelque tempérament à la garantie qu'on exige de lui. Philippe V ne recevoit plus de secours de la France, et se défendoit avec ses seules forces. Voyant le

peu de concert de ses ennemis, et l'attachement de ses sujets, il étoit résolu à ne pas céder sa couronne. Cependant on ne conféroit que de loin avec les plénipotentiaires français, qu'on tenoit comme enfermés à Gertruidenberg. On demande que Louis arme contre son petit-fils; encore se réserve-t-on des demandes ultérieures qu'on n'explique pas. On offre en dédommagement la Sicile à Philippe V. Louis consent à tout, pouvu qu'on ne le force pas à armer contre son petit-fils. Mais on veut qu'il se charge lui seul de le détrôner. Plus Louis est humilié, plus il trouve de ressources. Cependant la campagne de 1710 parut les lui ôter toutes, et à lui et à son petit-fils.

CHAPITRE III.

De la campagne de Pultawa avec ses suites, et de celle du Pruth, page 160.

L'Europe étonnée observoit Charles XII avec inquiétude. L'empereur Joseph, qui le craint, se hâte de le satisfaire sur toutes ses demandes. Le bruit couroit qu'il vouloit unir ses forces à celles de la France. Il eût pu disposer de la monarchie d'Espagne; mais il étoit impatient de se venger du czar. Ce dessein le conduit au-delà du Boristhène où les provisions de toutes espèces lui manquent. Le czar, qui attend que la famine lui livre ses ennemis, ne laisse après lui que des pays qu'il a dévastés. Mazeppa s'étoit ligué avec Charles; et

le roi jugeoit que l'Ukraine lui préparoit la conquête de la Russie ; mais lorsqu'il arrive sur les bords de la Desna, il y trouve un corps de Russes, et Mazeppa ne le joint qu'avec trois ou quatre mille hommes. Il comptoit sur les troupes et sur les provisions que Lœwenhaupt conduisoit ; mais ce général, défait par le czar, ne lui amène que quatre mille hommes. Il eût desiré une action générale ; mais Pierre ne hasardoit que de petits combats. Le froid de 1709 est un nouveau fléau pour les Suédois. Charles met le siége devant Pultawa. Pierre avance sur la Worskla. Il passe cette rivière, et défait les Suédois. Charles cherche un asyle chez les Turcs. Auguste recouvre la couronne de Pologne. Les puissances du nord se préparent à profiter de l'état d'épuisement où se trouve la Suède. Conquêtes du czar. L'empereur Joseph se reproche ses complaisances pour Charles. La France et la Suède avoient eu des succès en même temps. Elles tombent toutes deux; mais la Suède est sans ressources. La chûte de la Suède cause une diversion en faveur de la France. Moyen qu'on imagina pour empêcher l'effet de cette diversion. Il ne pouvoit réussir. Charles XII tente d'armer la Porte contre la Russie. Le kan des tartares de Crimée sollicite aussi la Porte à prendre les armes, et la guerre est résolue. Le czar, qui veut prévenir ses ennemis, s'avance sur le Niester. Il comptoit sur les vayvodes de Moldavie et de Valachie, dont il ne retire aucun secours. Il hâte sa marche pour dégager son avant-garde, qui campoit sur le Pruth. Il ne peut plus ni se retirer

ni combattre qu'avec désavantage. Hauteur déplacée de Charles XII. Cruelle situation du czar. Le czar avoit épousé Catherine. Ce mariage étoit contraire aux usages des Russes. Les vertus de Catherine pouvoient faire taire les préjugés. Elle négocie avec les Turcs. La paix qu'elle obtient sauve l'armée. Pendant que Catherine le devance à Pétersbourg, il fait avec Auguste une alliance défensive contre les Turcs. Il declare plus solemnellement son mariage avec Catherine. Il songe à mettre la dernière main à ses grands desseins.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De la pacification d'Utrecht, page 188.

La grande alliance étoit menacée d'une dissolution entière. Cependant Philippe pensoit à se retirer dans les Indes occidentales, lorsqu'il obtient le duc de Vendôme. Ce général le rétablit sur le trône. Si les confédérés eussent accepté les offres de Louis XIV, Philippe n'eût pas recouvré sa couronne. Le dixième sur les terres, levé sans murmures, prouve les ressources que Louis trouvoit dans ses sujets. Une révolution qui se préparoit en Angleterre, devoit rendre le calme à l'Europe. Les Stuarts avoient été à la tête de la faction des Torys. Les sectes comprises sous le nom de Non-conformistes, formoient la faction

des Whigs. Guillaume III avoit ménagé les Whigs qui entroient dans ses vues, et à qui il devoit la couronne. Marlborough s'étoit attaché à eux, et ce parti s'étoit rendu maître du gouvernement. Les Whigs oublièrent l'objet de la grande alliance. Ils s'obstinèrent dans une guerre qui ruinoit la nation. Ce que cette guerre coûta dans cinq ans à l'Angleterre. Fausse politique des puissances de l'Europe. Il importoit de casser le parlement d'Angleterre, et de changer tout le ministère. Intrigue de la Hill. Elle prend les conseils de Harlei. Sermon d'un torys. Il soulève le parlement, où les Whigs dominoient. La reine Anne voit que les Whigs sont les ennemis de son autorité. Comme elle vouloit casser le parlement, la Hill lui conseille de donner sa confiance à Harlei. La reine change tout son conseil, casse le parlement et en convoque un nouveau. Cependant elle conserve le commandement des armées à Marlborough, parce qu'elle n'ose encore découvrir ses desseins. Il importoit à la reine et aux nouveaux ministres de rendre Marlborough inutile, et par conséquent de faire la paix. Ils font connoître leurs intentions à Louis XIV. Contens des propositions que le roi leur fait, ils sont jaloux de rester maîtres de la négociation que la Hollande veut reprendre. Louis devoit se refuser, et se refuse aux offres des Hollandais. Prior lui apporte les propositions de la reine Anne. Ménager passe à Londres pour y traiter les articles qui souffroient des difficultés. Sur ces entrefaites, Joseph étant mort, il n'étoit pas de l'intérêt des confédérés de donner l'Espagne à l'archiduc, qui

héritoit de tous les domaines de la maison d'Autriche. Mais Marlborough et les Whigs s'opiniâtroient à vouloir la guerre. Ils vouloient forcer la reine à la continuer, ou ils menaçoient de mettre la couronne sur la tête de l'électeur de Hanovre. Il importoit donc aux ministres de Londres de hâter la paix; mais ils craignoient des disgraces après la mort de la reine. Une paix glorieuse pouvoit seule les justifier. Cependant déjà coupables aux yeux des confédérés et des Whigs, pour avoir ouvert la négociation, il ne leur restoit plus qu'à conclure. Artifices des négociateurs. Avec des lumières et de la bonne foi sans artifices, on termineroit promptement les négociations. Une puissance dominante peut empêcher qu'on use d'artifices avec elle. Pour prevenir ces artifices, les ministres de Londres demandent que Ménager réponde par écrit aux propositions qu'ils ont faites. Ménager les satisfait. Ils ne veulent régler dans les préliminaires que les intérêts de l'Angleterre. On confère sur les articles contestés. On signe les articles préliminaires. La reine désigne ses plénipotentiaires pour le congrès. Elle instruit les états-généraux de l'état de la négociation et de ses intentions. Elle déclare qu'elle a choisi Utrecht pour le congrès, et demande des sauf-conduits pour la France. Elle fait part à Louis de ces démarches. Elle lui demande, sous le secret, ce qu'il veut faire pour chacun des confedérés. Louis s'ouvre au point qu'il lui communique le fond des instructions faites pour ses plénipotentiaires. Offres qu'il fait. Plus le parti qui veut

la guerre, s'oppose à la paix, plus il importe au conseil de Londres de la hâter, même par des complaisances pour la France. Le nouveau parlement est pour la paix, malgré les oppositions de beaucoup de membres. Les plénipotentiaires français se rendent à Utrecht. Eugène, sollicité par les Whigs, vient à Londres; mais il trouve Marlborough dépouillé de toutes ses charges, accusé et jugé coupable. Mort du duc de Bourgogne et du duc de Bretagne. On craint que la couronne d'Espagne et celle de France ne se réunissent sur la tête de Philippe V. Cette crainte retarde la négociation. Il falloit la dissiper. Dans cette vue le ministère de Londres demande que Philippe V renonce purement et simplement à la couronne de France. Réponse du ministère de France, qui s'imagine que la renonciation seroit nulle. Cette réponse, qui ne portoit que sur des mots, eût rendu la paix impossible. Le ministère anglais ne croit pas que la renonciation fût nulle. En attendant la réponse de Philippe, on lève les autres difficultés qui s'opposoient à la paix. On propose à Philippe un échange qui retarde encore la négociation. Philippe donne une renonciation solemnelle à la couronne de France. Tout étoit d'accord entre la France et l'Angleterre, et la reine Anne avoit l'aveu de son parlement. Les troupes anglaises se séparent du prince Eugène. Suspension d'armes entre la France et l'Angleterre pour les Pays-Bas. Cette suspension ne produit pas tout l'effet qu'on en avoit attendu. Cessation de toute hostilité entre ces deux couronnes. Les Hollandais

se flattent de soutenir la guerre avec avantage. Eugène assiége Landrecie. Disposition de son armée. Villars force les lignes de Denain. Les ennemis lèvent le siége et perdent plusieurs places. Les Hollandais demandent la paix. La renonciation de Philippe s'étoit fait attendre. Louis XIV en avoit retardé l'enregistrement, quoique la cour de Londres n'attendît que cet acte pour faire sa paix particulière. Si l'on se fût plus pressé, elle eût été moins favorable à ses alliés. Pacification d'Utrecht terminée.

CHAPITRE II.

De l'Europe depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la cessation de toute hostilité, page 247.

Quoique le traité d'Utrecht eût terminé bien des querelles, il n'ôtoit pas tout sujet de guerre. Charles XII revient dans ses états. La Suède avoit perdu plusieurs provinces. Ligue qui se propose de chasser tout-à-fait d'Allemagne les Suédois. Frédéric Ier, roi de Prusse, dissipoit ses finances, et trafiquoit du sang de ses peuples. Frédéric-Guillaume, son fils qui se ligue contre la Suède, se rendoit puissant par son économie. Charles XII perd toutes les places qu'il occupoit en Allemagne. Il porte ses plaintes à la diète de Ratisbonne qui n'y a nul égard. Etat de la Suède qui avoit encore la guerre avec le Danemarck. Georges succède à la reine Anne. Il fait le procès à Oxford et à Bolingbroke. Les commencemens de son règne sont troublés par une guerre civile. Mort de Louis XIV. Leçon qu'il laisse au dauphin. In-

qu'études de la France et de l'Europe en considérant la jeunesse de Louis XV. Traité de la triple alliance. C'est après des guerres civiles qu'un bon gouvernement peut retirer une nation de la léthargie où elle étoit auparavant. Le gouvernement de Philippe V n'a fait que jeter les peuples dans leur premier assoupissement. Fortune du cardinal Alberoni. Il médite la conquête de l'Italie. Il suscite des troubles en France pour ôter la régence au duc d'Orléans. Il intrigue de concert avec le baron de Gœrtz, qui médite une révolution dans le nord, et qui fait goûter ses projets au roi de Prusse son maître. Cette intrigue se tramoit tout-à-la-fois en Angleterre, en France, en Hollande, en Espagne, en Russie et en Suède. Gœrtz et Gillembourg, ambassadeurs de Suède en Angleterre, sont arrêtés. Le czar vient en France, et à sa considération le duc d'Orléans demande et obtient la liberté de ces deux ministres. L'escadre anglaise ruine la flotte qu'Albéroni avoit armée pour ses projets de conquêtes. Paix entre la Porte et la cour de Vienne. Alors l'Angleterre et la France concluoient le traité de la quadruple alliance. L'Espagne refuse d'accéder à la quadruple alliance. Mort de Charles XII. La France déclare la guerre à Philippe qui accède à la quadruple alliance. Cependant la paix donnée à l'Europe, n'étoit rien moins qu'assurée. Changement dans le gouvernement de Suède.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.